Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1912 — **Roma — Martedì, 15 ottobre** — **Numero 243**

DIREZIONE Corso Vittorio Emanuele, 209 — Tel. 11-31 | **Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi** | **AMMINISTRAZIONE** Corso Vittorio Emanuele, 209 — Tel. 75-91

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. **32**: semestre L. **17**: trimestre L. **9**
» a domicilio e nel Regno: » » **36**: » » **19**: » » **10**
Per gli Stati dell'Unione postale: » » **80**: » » **41**: » » **22**
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.
Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziari . . . . L. **0.25** } per ogni linea o spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » **0.30** }
Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta.*
Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. ***10*** *— nel Regno cent.* ***15*** *— arretrato in Roma cent.* ***20*** *— nel Regno cent.* ***30*** *— all'Estero cent.* ***35***
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il numero* 1069 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione consolare tra l'Italia e la Bulgaria, firmata a Sofia il 25 febbraio 1910 (1° marzo 1910) le cui ratifiche furono scambiate a Sofia addì 17 settembre 1912.

Art. 2.

Al testo francese della Convenzione, approvata colla presente legge, è unita e sarà contemporaneamente pubblicata, la sua traduzione italiana.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 3 ottobre 1912.

VITTORIO EMANUELE.

Di San Giuliano — Finocchiaro-Aprile — Leonardi-Cattolica.

Visto, *Il guardasigilli*: Finocchiaro-Aprile.

Convention consulaire entre l'Italie et la Bulgarie

25 febbraio-10 marzo 1910.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi des Bulgares, désirant, d'un commun accord, conclure une convention consulaire ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence Monsieur Fausto Cucchi Boasso, Officier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de l'Ordre de la Couronne d'Italie, Grand'Croix de l'Ordre Bulgare du Mérite Civil etc., etc. Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Sophia;

Sa Majesté le Roi de Bulgares:

Monsieur le Lieutenant Général Stéphane Paprikoff, Grand'Croix de l'Ordre National pour le Mérite Militaire, Grand Officier de l'Ordre Royal de Saint Alexandre en brillants, etc., etc., Son Ministre des Affaires Etrangères et des Cultes,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

TITRE PREMIER.

Etablissement des Consuls.

Art. 1er.

Chacune des Hautes Partie Contractantes aura le droit d'établir sur le territoire de l'autre des Consuls Généraux, des Consuls, Vice consuls et Agents Consulaires nommés par Elle conformément à ses lois et coutumes.

Art. 2.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra établir chez l'autre des Consuls et Agents Consulaireis dans toutes les villes, ports et localités où Elle jugera utile aux intérêts de ses ressortissants et de son commerce et Elle pourra déterminer également les circonscriptions où leur compétence s'exercera.

Art. 3.

Toutefois, chacune des Hautes Parties Contractantes demeurera libre de ne pas admettre des Consuls ou Agents Consulaires de l'autre Partie dans les territoires ou localités qu'Elle jugera bon, sous condition de ne pas y autoriser davantage l'établissement des Consuls ou Agents Consulaires d'un autre Etat quelconque.

Art. 4.

D'une façon générale, chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à accorder à l'autre, en matière d'établissement consulaire comme en tout ce qui touche à l'exercice des attributions, libertés, pouvoirs, privilèges et immunités consulaires, le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 5.

Les fonctionnaires et Agents consulaires nommés par chacune des Hautes Parties Contractantes seront admis par l'autre sur la présentation des commissions ou provisions qui leur auront été régulièrement délivrées. L'exéquatur nécessaire au libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans retard et sans frais par l'autorité compétente.

Cet exequatur ne pourra être refusé ou retiré par l'une des Hautes Parties Contractantes qu'en notifiant à l'autre les raisons qui motivent à ses yeux ce refus ou ce retrait.

Art. 6.

Chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve de nommer, outre les fonctionnaires consulaires de carrière, des Agents Consulaires ou Consuls marchands, choisis parmi ses propres ressortissants, ceux de l'autre Partie ou ceux d'un Etat tiers, qui seraient établis et commerçants dans les villes, ports et localités de l'autre Partie.

Ces Agents Consulaires pourront être nommés par les Consuls de carrière, dans les limites de leur circonscription, selon les lois et coutumes et avec l'approbation de l'Etat qui les emploie. Les Agents Consulaires ainsi nommés, jouiront de tous les droits et prérogatives des Consuls de carrière, sauf les réserves mentionnées aux articles 15 et 16 ci-après.

Art. 7.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents Consulaires nommés par chacune des Hautes Parties Contractantes et munis de l'exequatur de l'autre Partie se mettront aussitôt en rapport avec l'autorité supérieure du lieu de leur résidence, laquelle devra prendre immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et jouir des prérogatives, immunités, honneurs et privilèges qui y sont attachés.

Art. 8.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents Consulaires, les chanceliers ou les secrétaires seront admis à gérer par intérim les postes vacants, à condition que leur caractère officiel ait été préalablement notifié au Ministère des Affaires Etrangères du Pays de leur résidence.

Ces fonctionnaires jouiront, pendant la durée de leur intérim, de tous les pouvoirs, droits, prérogatives et immunités stipulés par la présente Convention pour les titulaires des postes consulaires.

Lorsqu'un fonctionnaire consulaire viendra à décéder ou à disparaître sans laisser de remplaçant désigné, l'autorité locale procédera immédiatement à l'apposition des scellés sur les archives, en présence d'un Agent Consulaire d'une nation amie et de deux ressortissants de l'Etat auquel appartient l'Agent Consulaire. Le procès-verbal de cette opération sera dressé en double expédition et l'un des exemplaires sera transmis au Consul Général ou au fonctionnaire le plus proche. La levée des scellés aura lieu, pour la remise des archives, au nouveau fonctionnaire consulaire, de la même façon qu'avait eu lieu l'apposition.

TITRE II.

Prérogatives et immunités consulaires.

Art. 9.

Les fonctionnaires et Agents Consulaires auront le droit d'arborer sur la façade de l'édifice où se trouve la chancellerie consulaire ou sur leur demeure particulière, si elle n'en est pas distincte, ou sur les embarcations où ils monteraient dans l'exercice de leurs fonctions, le pavillon et les armes de leur Etat respectif.

Ce privilège ne confère aucun droit d'asile à l'édifice consulaire, ni à la demeure particulière du Consul, ni à son embarcation.

Art. 10.

Si un Consul est appelé à figurer dans une cérémonie officielle en l'absence de tout Agent Diplomatique de sa nationalité, sur l'invitation des Autorités locales ou sur l'ordre de son Gouvernement, il aura droit à une place d'honneur distincte de celles qui seraient reservées aux fonctionnaires locaux, et sans qu'il y ait lieu à aucune considération de préséance entre lui et eux.

Art. 11.

Les chancelleries et archives consulaires sont strictement inviolables pour les Autorités locales qui ne peuvent y pénétrer.

Art. 12.

Les Consuls-marchands sont tenus d'avoir leurs papiers privés et registres de commerce entièrement distincts de la chancellerie et des archives, et dans un lieu ou pièce séparés.

Art. 13.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls, Agents consulaires, chanceliers et secrétaires de Consulat, ressortissants de l'Etat qui les a nommés, sont dispensés sur le territoire de l'autre de toute charge, impôt et taxe militaire. Ils sont exempts également de toute contribution directe et perçue par rôle nominatif au profit de l'Etat ou des circonscriptions administratives.

Art. 14.

Cette exemption ne s'applique pas aux taxes perçues à la raison de la possession d'immeubles situés ou de capitaux engagés dans des entreprises industrielles ou commerciales, sur le territoire de l'Etat où les fonctionnaires sont établis.

Art. 15.

Les immunités prévues à l'article 13, deuxième période, et à l'article 14 ne s'appliquent pas aux fonctionnaires et agents consulaires exerçant un commerce, une industrie ou une profession quelconque, lesquels, ne jouissant pas des immunités, restent soumis aux taxes dues par les étrangers dans les mêmes conditions.

Art. 16.

D'une façon générale, lorsqu'une des Hautes Parties Contractantes choisira comme Consul ou Agent Consulaire un ressortissant de l'autre Partie, celui-ce ne cessera pas d'être considéré comme tel et sera par suite soumis entièrement aux lois et règlements qui régissent les nationaux dans le lieu de sa résidence, sauf les dispositions ci-après.

Art. 17.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls, et Agents Consulaires n'ont pas le droit à l'immunité de la jurisdiction locale. Les actes qu'ils accomplissent dans l'exercice de leurs fonctions et en leur qualité officielle ou sur l'ordre de leur gouvernement, échappent toutefois à la compétence des tribunaux locaux.

Art. 18.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents Consulaires ne pourront être mis en état d'arrestation et incarcérés qu'en cas de délit puni par la législation locale. S'ils sont commerçants la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce et non pour causes civiles.

Art. 19.

Lorsque les Autorités judiciaires devront recourir à un fonctionnaire ou agent consulaire pour recevoir une déposition, elles devront l'inviter par écrit à se présenter devant elles, et si cet agent ou fonctionnaire consulaire ne peut s'y rendre, lui demander sa déposition par écrit ou se transporter à son Consulat ou à son domicile particulier.

Art. 20.

Les fonctionnaires et agents consulaires pourront dans les matières de leur compétence s'adresser directement aux autorités locales de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux Traités ou Conventions en vigueur entre les deux Pays et pour protéger les droits et intérêts de leurs nationaux.

S'ils n'obtenaient pas satisfation, le Consul Général ou le fonctionnaire consulaire faisant fonctions de Consul Général pourra, à défaut de tout Agent Diplomatique de son Pays, avoir recours directement au Gouvernement de l'Etat dont il a reçu l'exéquatur.

TITRE III.

Fonctions Consulaires.

Art. 21.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes procéderont librement à l'accomplissement des leurs fonctions selon les stipulations de la présente Convention.

Art 22.

Ils auront notamment à protéger et surveiller les ressortissants de l'Etat qui les a nommés, le commerce et la navigation marchande de leurs nationaux et dresser à ces fins des actes administratifs, des actes authentiques et des actes d'état civil, selon qu'il y aura lieu.

Art. 23.

Ils auront le droit de recevoir et de convoquer à leurs Consulats ou domiciles respectifs et à bord des navires de leur nation, les capitaines de navire, marins, passagers, commerçants et en général tous les ressortissants de l'Etat qui les a nommés pour y recevoir toutes déclarations et y passer tous actes intéressant ces ressortissants: et aussi les ressortissants de l'Etat sur le territoire duquel ils exercent toutes les fois qu'il s'agira de biens situés ou d'affaires traités sur le territoire de l'Etat qui les a nommés.

Art. 24.

Feront foi devant les Tribunaux des deux Pays les expéditions des dits actes et les documents officiels émanant des Consuls respectifs, lorsqu'ils auront été dûment authentifiés, légalisés et scellés, et soumis au timbre et à l'enregistrement selon les lois du Pays où ils doivent recevoir exécution.

Il en sera de même des traductions d'actes officiels faites et certifiées par les soins du Consulat.

Art. 25.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents Consulaires pourront aller personnellement, ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation après qu'ils auront été admis en libre pratique; interroger les capitaines et l'équipage; examiner les papiers de bord; recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée; dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires; enfin les accompagner devant les Tribunaux et dans les bureaux de l'administration du Pays, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auraient à former.

Il est convenu que les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et les Officiers et Agents de la douane ne pourront, en aucun cas opérer ni visites, ni recherches à bord des navires sans être accompagnés par le Consul ou Vice-consul de la nation à laquelle ces navires appartiennent. Ils devront également prévenir, en temps opportun, lesdits Agents Consulaires pour qu'ils assistent aux déclarations que les capitaines et les équipages auront à faire devant les Tribunaux et dans les administrations locales, afin d'éviter ainsi toute erreur ou fausse interprétation qui pourrait nuire à l'exacte administration de la justice.

La citation qui sera adressée à cet effet aux Consuls et Viceconsuls indiquera une heure précise, et si les Consuls et Viceconsuls négligeaient de s'y rendre en personne ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

Art. 26.

Les Consuls sont chargés du maintien de l'ordre à bord des navires de commerce de leur nation, ainsi que de la résolution des différends qui pourraient s'élever soit en mer, soit dans les ports entre les Officiers du bord et les hommes de l'équipage, notamment en matière de salaires.

Ils peuvent à cette fin se transporter à bord de ces navires et les Autorités du port où ils se trouvent devront, le cas échéant, leur prêter assistance ou main forte pour ler faciliter sur ce point l'accomplissement de leurs fonctions.

Art. 27.

Les Consuls pourront en perticulier réclamer l'aide des Autorités locales pour l'arrestation ou l'incarceration d'individus inscrits ou non sur les rôles de l'équipage lorsqu'ils le jugeront nécessaires.

Art. 28.

Les Autorités locales ne pourront intervenir directement qu'au cas où il se produirait des événements susceptibles de troubler l'ordre public, ou lorsqu'un de leurs ressortissants se trouverait mêlé à l'affaire. Elles devront alors requérir l'assistance du consul et agir en sa présence, à moins qu'il ne s'y refuse.

Art. 29.

Les fontionnaires et Agents Consulaires pourront faire arrêter les officiers, matelots et individus faisant partie de l'équipages des navires de commerce de leur nation, lorsque ces personnes auront déserté lesdits navires, et les réintegrer à bord ou les faire transporter dans leur Pays. Dans ce but, il s'adresseront par écrit aux autorité locales et devront justifier par des documents officiels, et notamment par la production des rôles de l'équipage ou des registres de bord, que les personnes réclamées faisaient partie de l'équipage.

Art. 30.

La remise des déserteurs ne pourra être refusée que s'il est prouvé qu'ils étaient, au moment de leur inscription dans les rôles, les ressortissants du Pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 31.

Les Autorités locales, après avoir prêté leur concours à l'arrestation des déserteurs, devront retenir ces derniers dans les prisons locales. Le Consulat remboursera les frais. Si le Consul n'a pas trouvé l'occasion de les reintégrer ou de les faire rapatrier dans les trois mois, les Autorités locales seront libres de les relaxer et ils ne pourront être à nouveau inquiétés par elles pour le même fait.

Art. 32.

Au cas où le déserteur se serait rendu coupable d'un fait délictueux sur le territoire de l'Etat où il se trouve, sa remise au Consul pourra être retardée jusqu'à ce que les Tribunaux locaux aient statué et que leur sentence ait reçu plein et entière exécution.

Art. 33.

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux Pays auront souffertes en mer soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relache forcée, seront réglées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls ou Agent Consulaires de leur nation, à moins que des sujets du Pays dans lequel résideront lesdits Agents, ou ceux d'une tierce Puissance, ne soient intéressés dans ces avaries; dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les Parties intéressées, elles devraient être réglées par l'Autorité locale.

Art. 34.

Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des sujets de l'une des Hautes Parties Contractantes fera naufrage ou échouera sur le litoral de l'autre, les Autorités locales devront porter le fait à la connaissance du Consul Général, Consul, Vice-consul ou Agent Consulaire de la circonscription, et, à son défaut, à celle du Consul Général, Consul, Vice-consul ou Agent Consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires italiens qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de le Bulgarie, seront dirigées per les Consules Généraux, Consuls, Vice-consuls ou Agents Consulaires d'Italie; réciproquement toutes les opérations relatives au sauvetage des navires bulgares qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Italie, seront dirigées par les Consuls Géneraux, Consuls, Vice-consuls ou Agent Consulaires de Bulgarie.

L'intervention des Autorités locales n'aura lieu dans les deux Pays que pour assister les Agents Consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls Généraux, Consuls Vice-consuls ou Agents Consulaires ou de la personne qu'ils délégueront à cet effet, les Autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la con conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des Autorités locales, dans ces différents cas, ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, hors ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'Autorité locale.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent en outre que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 35.

En cas de décès d'un sujet de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, les Autorités locales devront en donner avis immédiatement au Consul Général, Consul, Vice-consul ou Agent Consulaire dans la circonscription duquel le décés aura eu lieu. Ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux Autorités locales, losqu'ils en seront informés les premiers.

Quand un Bulgare en Italie ou un Italien en Bulgarie, sera mort sans avoir fait de testament ni nommé d'exécuter testamentaire, ou si les héritiers, soit légitimes, soit désignés par le testament, ou bien quelqu'un entre eux, étaient mineurs incapables ou absents, ou si les exécuteurs testamentaires nommés ne se trouvaient pas dans le lieu où s'ouvrira la succession, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents Consulaires de la nation du défunt auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes:

1. Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties interessées, sur tous les effets meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'Autorité locale compétente, qui pourra y assister et apposer également ses scellés. Ces scellés, non plus que ceux de l'Agent Consulaire, ne devront pas être levés sans que l'Autorité locale assiste à cette opération. Toutefois, si après un avertissement adressé par le Consul ou Vice-consul à l'autorité locale, pour l'inviter à assister à la levée des doubles scellés celle-ci ne s'était pas présentée dans un délai de 48 heures, à compter de la réception de l'avis, cet Agent pourra procéder seul à ladite opération.

2. Former l'inventaire de tous les biens et effets du défunt, en présence de l'Autorité locale, si, par suite de la notification susindiquée elle avait cru devoir assister à cet acte. L'Autorité locale apposera sa signature sur les procès-verbaux dressés en sa présence, sans que, pour son intervention d'office dans ses actes, elle puisse exiger des droits d'aucune espèce.

3. Ordonner la vente aux enchères publiques de tous les effets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer et de ceux d'une conservation difficile, comme aussi des récoltes et effets, pour la vente desquels il se présentera des circostances favorables.

4. Déposer en lieu sûr les effets et valeurs inventoriés, conserver le montant des créances que l'on realisera, ainsi qui le produit des rentes que l'on percevra, dans la maison consulaire, ou les confier à quelque commerçant présentant toutes garanties. Ces depôts devront avoir lieu dans l'un ou l'autre cas, d'accord avec l'Autorité locale qui aura assisté aux opérations antérieures, si par suite de la convocation mentionnée au paragraphe suivant, des sujets du Pays ou d'une Puissance tierce se présentaient comme intéressés dans la succession ab intestat ou testamentaire.

5. Annoncer le décès et convoquer, au moyen des journaux de la localité et de ceux du pays du défunt, si cela était nécessaire, les créanciers qui pourraient exister contre la succession ab intestat ou testamentaire, afin qu'ils puissent présenter leurs titres respectifs de créance, dûment justifiés, dans le délai fixé par les lois de chacun des deux Pays.

S'il se présentait des créanciers contre la succession testamentaire ou ab intestat, le payement de leurs créances devrait s'effectuer dans la délai de 15 jours après la clôture de l'inventaire, s'il existait des ressources qui puissent être affectées à cet emploi, et dans le cas contraire, aussitôt que les fonds nécessaires auraient pu être réalisés par les moyens les plus convenables; ou, enfin dans le délai consenti, d'un commun accord, entre les Consuls et la majorité des intéressés.

Si les Consuls respectifs se refusaient au payement de tout ou partie des créances, en alléguant l'insuffisance des valeurs de la succession pour les satisfaire, les créanciers auront le droit de de-

mander à l'Autorité compétente, s'ils le jugeaient utile à leurs intérêts, la faculté de se constituer en état d'union. Cette déclaration obtenue par les voies légales établies dans chacun des deux Pays, les Consuls ou Vice-consuls devront faire immédiatement la remise à l'Autorité judiciaire ou au Syndic de la faillite, selon qu'il appartiendra, de tous les documents, effets ou valeurs appartenant à la succession testamentaire ou ab intestat, lesdits Agents demeurant chargés de représenter les héritiers absents, les mineurs et les incapables. En tout cas, les Consuls Généraux, Consuls et Vice-consuls ne pourront faire la délivrance de la succession ou de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'avis du décès aura été publié dans les journaux.

6. Administrer et liquider eux-mêmes, ou par une personne qu'ils nommeront, sous leur responsabilité, la succession testamentaire ou ab intestat, sans que l'Autorité locale ait à intervenir dans lesdites opérations, à moins que des sujets du Pays ou d'une tierce Puissance n'aient à faire valoir les droits dans la succession car, en ce cas, s'il survenait des difficultés provenant notamment de quelques réclamations donnant lieu à contestation, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents Consulaires, n'ayant aucun droit pour terminer ou resoudre ces difficultés, les Tribunaux du Pays devront en connaître selon qu'il leur appartient d'y pourvoir ou de les juger. Lesdits Agents Consulaires agiront alors comme représentants de la succession testamentaire ou ab intestat, c'est-à-dire que, conservant l'administration et le droit de liquider définitivement ladite succession comme aussi celui d'effectuer les ventes d'effets dans les formes précédemment annoncées, ils veilleront aux intérêts des héritiers et auront la faculté de désigner des avocats chargés de soutenir leurs droits devant les Tribunaux. Il est bien entendu qu'ils remettront à ces Tribunaux tous les papiers et documents propres à éclairer la question soumise à leur jugement. Le jugement prononcé, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-consuls ou Agent Consulaires devront l'exécuter s'ils ne forment pas appel, et ils continueront alors de plein droit la liquidation qui aurait été suspendue jusqu'à la conclusion du litige.

7. Organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou curatelle, conformément aux lois des Pays respectifs.

Art. 36.

Lorsqu'un Bulgare en Itale, ou un Italien en Bulgarie sera décédé sur un point où il ne se trouverait pas d'Agent Consulaire de sa nation, l'Autorité territoriale compétente procédera, conformément à la législation du Pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens qu'il aura laissés et sera tenue de rendre compte, dans le plus bref délai possible, du résultat de ces opérations à la Légation qui doit en connaître, ou au Consulat ou Viceconsulat le plus voisin du lieu où se sera ouverte la succession ab intestat ou testamentaire. Mais, dès l'instant que l'Agent Consulaire le plus rapproché du point où se serait ouverte ladite succession ab intestat ou testamentaire, se présenterait personnellement ou enverrait un délégué sur le lieux, l'Autorité locale qui sera intervenue devra se conformer à ce que prescrit l'article précédent.

TITRE IV.

Dispositions finales.

Art. 37.

La présente Convention sera ratifiée de part et d'autre conformément aux constitutions respectives des deux Etats. Les ratifications seront échangées à Sophia dans le plus bref délai possible.

Art. 38.

La présente Convention restera en vigueur pendant 5 ans à partir de l'échange des ratifications. Elle demeurera en viguer au-delà de cette date, par tacite reconduction, tant qui ni l'une ni l'autre des Hautes Parties Contractantes ne l'aura dénoncée, et douze mois encore après le moment où cette dénonciation aura été notifiée à l'autre par l'une des Hautes Parties Contractantes.

Art. 39.

Au cas où un différend s'éléverait entre les Hautes Parties Contractantes touchant l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention, les Hautes Parties Contractantes conviennent de s'en remettre pour la solution de ce différend, au cas où les négociations diplomatiques directement poursuivies entre Elles n'auraient pas abouti, à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, conformément aux dispositions de la Convention Internationale du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et l'empreinte de leurs sceaux.

Fait en double original à Sophia, le 25 février/10 mars 1910.

CUCCHI BOASSO.
S. PAPRIKOFF.

(Traduzione dal francese).

Convenzione consolare fra l'Italia e la Bulgaria

25 febbraio-10 marzo 1910.

Sua Maestà il Re d'Italia e Sua Maestà il Re dei Bulgari, desiderando, di comune accordo, conchiudere una Convenzione consolare, hanno nominato a questo scopo a Loro Plenipotenziari:

Sua Maestà il Re d' Italia:

Sua Eccellenza il signor Fausto Cucchi Boasso, ufficiale dell' Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, commendatore dell' Ordine della Corona d' Italia, Gran Croce dell' Ordine Bulgaro del Merito Civile, ecc., ecc., Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario a Sofia;

Sua Maestà il Re dei Bulgari:

Il signor Luogotenente Generale Stefano Paprikoff, Gran-Croce dell'Ordine Nazionale per il Merito Militare, Grand'Ufficiale del Reale Ordine di Sant'Alessandro in brillanti, ecc., ecc., Suo ministro per gli Affari Esteri e per i Culti,

I quali, dopo essersi scambiati i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto negli articoli seguenti:

TITOLO PRIMO.

Istituzione dei Consoli.

Art. 1.

Ciascuna delle Alte Parti Contraenti avrà diritto di istituire sul territorio dell'altra Consoli Generali, Consoli, Vice-consoli e Agenti Consolari, da essa nominati in conformità delle proprie leggi e consuetudini.

Art. 2.

Ciascuna delle Alte Parti Contraenti potrà nominare, nel territorio dell'altra, Consoli ed Agenti Consolari in tutte le città, porti e località dove essa riterrà utile agli interessi dei suoi sudditi e del suo commercio, e potrà parimente stabilire le circoscrizioni nelle quali si esplicherà la loro competenza.

Art. 3.

Tuttavia, ciascuna delle Alte Parti Contraenti sarà libera di non ammettere Consoli o Agenti Consolari dell'altra Parte nei territori o nelle località che riterrà opportuno, a condizione che non vi autorizzi l'istituzione di Consoli o d'Agenti Consolari di qualsiasi altro Stato.

Art. 4.

Per norma generale, ciascuna delle Alte Parti Contraenti s'im-

pegna a concedere all'altra in materia di stabilimento consolare, come per tutto ciò che concerne l'esercizio delle attribuzioni, libertà, poteri, privilegi ed immunità consolari, il trattamento della nazione più favorita.

Art. 5.

I funzionari e gli Agenti Consolari nominati da ciascuna delle Alte Parti Contraenti saranno ammessi dall'altra dietro presentazione delle patenti o provvisioni che loro saranno state regolarmente rilasciate.

L'*exequatur* necessario al libero esercizio delle loro funzioni sarà loro concesso, senza ritardo e senza spese, dall'autorità competente.

Detto *exequatur* non potrà essere negato o ritirato da una delle Alte Parti Contraenti senza notificare all'altra i motivi che determinano a suo avviso tale diniego o ritiro.

Art. 6.

Ciascuna delle Alte Parti Contraenti si riserva di nominare, oltre ai funzionari consolari di carriera, Agenti Consolari o Consoli di seconda categoria, scelti fra i propri sudditi, fra quelli dell'altra Parte o di un terzo Stato, che siano residenti e commercianti nelle città, porti e località dell'altra parte.

Tali Agenti Consolari potranno essere nominati dai Consoli di carriera, nei limiti della loro circoscrizione, secondo le leggi e le consuetudini e coll'approvazione dello Stato che li assume. Gli agenti Consolari così nominati, godranno tutti i diritti e le prerogative dei Consoli di carriera, salvo le riserve indicate agli articoli 15 e 16 seguenti.

Art. 7.

I Consoli Generali, Consoli, Vice-consoli e Agenti Consolari nominati da ciascuna delle Alte Parti Contraenti e provveduti dell'*exequatur* dell'altra Parte, si metteranno subito in rapporti con l'autorità superiore del luogo di loro residenza, la quale dovrà prendere immediatamente i provvedimenti necessari perchè possano adempiere i doveri del loro ufficio e godere le prerogative, immunità, onori e privilegi che vi sono annessi.

Art. 8.

In caso di morte, d'impedimento o d'assenza dei Consoli Generali, Consoli, Vice-consoli ed Agenti Consolari, i cancellieri o segretari saranno ammessi a coprire interinalmente i posti vacanti, a condizione che il loro carattere ufficiale sia stato preventivamente notificato al Ministero degli Affari Esteri del Paese di loro residenza.

Durante il loro *interim*, tali funzionari godranno tutti i poteri, diritti, prerogative e immunità stipulate con la presente Convenzione a favore dei titolari degli uffici consolari.

Se un funzionario consolare viene a morire od a sparire senza lasciare un sostituto designato, l'autorità locale procederà immediatamente all'apposizione dei suggelli sugli archivi, presenti l'Agente Consolare d'una nazione amica e due sudditi dello Stato cui appartiene il funzionario consolare. Il verbale di tale operazione sarà redatto in doppio esemplare, ed uno di questi sarà trasmesso al Console Generale od al funzionario viciniore. Per far la consegna degli archivi al nuovo funzionario consolare, i suggelli verranno tolti nello stesso modo come furono apposti.

TITOLO II.

Prerogative ed immunità consolari.

Art. 9.

I funzionari ed Agenti Consolari avranno diritto di alzare sulla facciata dell'edifizio in cui trovasi la cancelleria consolare o sulla loro residenza particolare, se non è da quello distinta, o sulle imbarcazioni su cui salissero nell'esercizio delle loro funzioni, la bandiera e lo stemma del loro Stato rispettivo.

Tale privilegio non conferisce alcun diritto d'asilo nè all'edifizio consolare, nè alla residenza particolare del Console, nè alla sua imbarcazione.

Art. 10.

Se un console è chiamato a prender parte ad una cerimonia ufficiale nell'assenza di qualsiasi Agente diplomatico della sua nazione, per invito delle Autorità locali o per ordine del suo Governo, avrà diritto ad un posto d'onore distinto da quelli assegnati ai funzionari locali, esclusa ogni considerazione di precedenza fra quello e questi.

Art. 11.

Le cancellerie e gli archivi consolari sono strettamente inviolabili per le Autorità locali, che non possono penetrarvi.

Art. 12.

I Consoli commercianti sono obbligati a tenere le loro carte private ed i loro libri di commercio completamente separati dalla cancelleria e dagli archivi, ed in un luogo o in una stanza a parte.

Art. 13.

I Consoli Generali, Consoli, Vice-consoli e Agenti Consolari, cancellieri e segretari di Consolato, sudditi dello Stato che li ha nominati, sono esenti sul territorio dell'altro da ogni onere, imposta e tassa militare. Sono parimente esenti da ogni tributo diretto e percepito con ruolo nominativo a profitto dello Stato o degli enti amministrativi.

Art. 14.

Tale esenzione non si applica alle tasse percepite per causa de possesso di immobili posti sul territorio dello Stato in cui i funzionari risiedono, o di capitali impegnati in imprese industriali e commerciali nello Stato stesso.

Art. 15.

Le immunità stabilite dall'art. 13, secondo periodo, e dall'art. 14 non si applicano ai funzionari ed agli Agenti Consolari che esercitino un commercio, un'industria o una professione qualunque; i quali, non fruendo di immunità, sono soggetti alle tasse dovute dagli stranieri nelle stesse condizioni.

Art. 16.

Per norma generale, quando una delle Alte Parti Contraenti, sceglie a Console od Agente Consolare un suddito dell'altra Parte, questi continuerà ad essere considerato come tale e sarà per conseguenza sottoposto interamente alle leggi ed ai regolamenti che hanno vigore per i nazionali nel luogo della sua residenza, salvo le disposizioni che seguono.

Art. 17.

I Consoli Generali, Consoli, Vice consoli ed Agenti Consolari non hanno diritto all'immunità dalla giurisdizione locale. Gli atti però che essi compiono nell'esercizio delle loro funzioni e nella loro qualità ufficiale o per ordine del loro Governo, sfuggono alla competenza dei tribunali locali.

Art. 18.

I Consoli Generali, Consoli, Vice consoli ed Agenti Consolari non potranno essere arrestati, nè detenuti, se non in caso di un delitto punito dalla legge locale Se sono commercianti, l'esecuzione personale (arresto per debiti) non potrà loro applicarsi se non per gli atti di commercio e non per cause civili.

Art. 19.

Quando l'Autorità giudiziaria dovrà ricorrere ad un funzionario od Agente Consolare per ricevere una deposizione, dovrà invitarlo

per iscritto a presentarsi davanti ad essa, e se l'agente o funzionario consolare non può recarvisi, chiedere la sua deposizione per iscritto, ovvero recarsi al suo Consolato od alla sua residenza particolare.

Art. 20.

I funzionari ed Agenti Consolari, nelle materie di loro competenza, potranno rivolgersi direttamente alle Autorità locali della loro circoscrizione per reclamare contro qualsiasi infrazione dei trattati o delle convenzioni vigenti fra i due Paesi e per proteggere i diritti e gl'interessi dei loro nazionali.

Non ottenendo soddisfazione, il Console Generale, ovvero il funzionario consolare fungente da Console Generale, potrà, in mancanza di qualsiasi Agente Diplomatico del suo Paese, ricorrere direttamente al Governo dello Stato da cui ha ricevuto l'*exequatur*.

TITOLO III.

Funzioni consolari.

Art. 21.

I Consoli Generali, Consoli, Vice-consoli ed Agenti Consolari di ciascuna delle Alte Parti Contraenti procederanno liberamente nel compiere le loro funzioni secondo le stipulazioni della presente Convenzione.

Art. 22.

È loro ufficio principalmente proteggere e sorvegliare i sudditi dello Stato che li ha nominati, il commercio e la navigazione mercantile dei loro nazionali, ed assumere a questi scopi gli atti amministrativi, gli atti autentici e gli atti dello stato civile che fossero necessari.

Art. 23.

Avranno diritto di ricevere e convocare ai loro Consolati o rispettivi domicili ed a bordo delle navi della loro nazione, i capitani di nave, i marinari, i passeggeri, i commercianti e in generale tutti gli appartenenti allo Stato che li ha nominati, per riceverví qualunque dichiarazione e compiervi ogni atto interessante i medesimi; e così pure gli appartenenti allo Stato sul cui territorio fungono, ogniqualvolta si tratti di beni esistenti o d'affari trattati sul territorio dello Stato che li ha nominati.

Art. 24.

Davanti ai Tribunali dei due Paesi faran fede le copie autentiche dei detti atti, ed i documenti ufficiali emanati dai rispettivi Consoli, quando siano stati debitamente autenticati, legalizzati, muniti di sigillo e sottoposti al bollo e registro secondo la legge del Paese in cui debbono avere esecuzione.

Lo stesso valga per le traduzioni di atti ufficiali fatte ed autenticate per cura del Consolato.

Art. 25.

I Consoli Generali, Consoli, Vice-consoli ed Agenti Consolari potranno recarsi personalmente od inviare delegati a bordo delle navi della loro nazione dopo che siano state ammesse in libera pratica; interrogare i capitani e l'equipaggio; esaminare le carte di bordo; ricevere le dichiarazioni sul viaggio, sulla destinazione, sugl'incidenti della navigazione; redigere i manifesti e facilitare il disbrigo delle loro navi; infine accompagnarli davanti ai tribunali e negli uffici amministrativi del Paese, per servir loro da interpreti e da agenti negli affari a cui dovessero attendere o nelle domande da formulare.

È convenuto che i funzionari dell'ordine giudiziario o gli agenti di dogana non potranno in alcun caso eseguire visite o ricerche a bordo delle navi, senza essere accompagnati dal Console o dal Viceconsole della nazione cui le navi stesse appartengono. Dovranno parimente avvertire in tempo i detti Agenti Consolari perchè assistano alle dichiarazioni che i capitani e gli equipaggi avessero da fare davanti ai tribunali e nelle amministrazioni locali, per evitare così ogni errore o falsa interpretazione che potesse nuocere all'esatta amministrazione della giustizia.

La citazione diretta a quest'uopo ai Consoli e Vice-consoli indicherà un'ora precisa, e se i Consoli e Vice-consoli trascurassero di recarvisi di persona o di farsi rappresentare da un delegato, si procederà in loro assenza.

Art. 26.

I Consoli sono incaricati di mantenere l'ordine a bordo delle navi di commercio della loro nazione, nonchè di risolvere le vertenze che potessero sorgere, tanto in mare quanto nei porti, fra gli ufficiali di bordo e gli uomini dell'equipaggio, particolarmente in materia di salari.

A tale scopo possono recarsi a bordo di dette navi, e occorrendo, le Autorità del porto in cui si trovano, dovranno prestar loro assistenza o man forte per facilitar loro su questo punto l'adempimento delle loro funzioni.

Art. 27.

I Consoli in particolare potranno reclamare l'assistenza delle Autorità locali per l'arresto e la carcerazione d'individui, iscritti o no nei ruoli dell'equipaggio quando lo ritenessero necessario.

Art. 28.

Le Autorità locali non potranno intervenire direttamente se non nel caso di avvenimenti atti a turbare l'ordine pubblico, o quando fosse implicato nell'affare uno dei loro sudditi. Dovranno allora richiedere l'assistenza del console ed agire in sua presenza, ammenochè egli non vi si rifiuti.

Art. 29.

I funzionari ed Agenti Consolari potranno far arrestare gli ufficiali, marinai ed individui che facciano parte dell'equipaggio delle navi mercantili della loro nazione, se costoro disertassero dalle navi stesse, e reintegrarli a bordo o farli tradurre nel loro paese. A quest'uopo si rivolgeranno per iscritto alle autorità locali, giustificando mediante documenti ufficiali, e specialmente producendo i ruoli dell'equipaggio o i registri di bordo, che gl'individui reclamati facevano parte dell'equipaggio.

Art. 30.

Non potrà rifiutarsi la consegna dei disertori se non nel caso in cui sia provato che, al momento della loro iscrizione nei ruoli, erano sudditi del Paese al quale è chiesta l'estradizione.

Art. 31.

Le Autorità locali, dopo prestato il loro concorso all'arresto dei disertori, dovranno trattenere quest'ultimi nelle carceri locali. Il Consolato rimborserà le spese. Se il Console non ha trovato modo di restituirli a bordo o di farli rimpatriare entro *tre* mesi, le Autorità locali saranno libere di rilasciarli; ed i medesimi non potranno essere nuovamente da esse autorità inquietati per il medesimo fatto.

Art. 32.

Nel caso che il disertore si rendesse colpevole di un fatto delittuoso nel territorio dello Stato in cui si trova, potrà essere ritardata la sua consegna al Console fino a che i Tribunali locali siansi pronunziati e la loro sentenza abbia avuto piena ed intera esecuzione.

Art. 33.

Ogniqualvolta non vi fossero stipulazioni contrarie fra armatori, noleggiatori ed assicuratori, le avarie in mare sofferte dalle navi dei due Paesi, sia che esse entrino nei porti rispettivi volontariamente o per approdo forzato, saranno regolate dai Consoli Generali, Consoli, Vice-consoli o Agenti Consolari della loro nazione, ammenochè non siano interessati nelle avarie sudditi del Paese in cui

risiedono detti Agenti, o quelli di una terza Potenza; in questo caso, e mancando un compromesso amichevole di tutte le Parti interessate, dovranno essere regolate dall'Autorità locale.

Art. 34.

Se una nave appartenente al Governo od a sudditi di una delle Alte Parti Contraenti faccia naufragio o resti incagliata sul litorale dell'altra, le Autorità locali debbono informarne il Console Generale, Console, Vice-console o Agente Consolare della circoscrizione, e in sua assenza il Console Generale, il Console, Vice-console o Agente Consolare più vicino al luogo dell'accidente.

Tutte le operazioni relative al salvataggio delle navi italiane che naufragassero o s'incagliassero nelle acque territoriali della Bulgaria, saranno dirette dai Consoli Generali, Consoli, Vice-consoli o Agenti Consolari d'Italia; reciprocamente tutte le operazioni relative al salvataggio delle navi bulgare che naufragassero o incagliassero nelle acque territoriali d'Italia, saranno dirette dai Consoli Generali, Consoli, Vice-consoli o Agenti Consolari di Bulgaria.

Le Autorità locali nei due Paesi non interverranno che per assistere l'Autorità consolare, mantenere l'ordine, garantire gli interessi dei salvatori estranei all'equipaggio, ed assicurare l'esecuzione delle disposizioni da osservarsi per l'entrata e l'uscita delle merci salvate.

Nell'assenza e fino alla venuta dei Consoli Generali, Consoli, Vice-consoli od Agenti Consolari, o della persona che essi a tale uopo delegheranno, le Autorità locali dovranno prendere tutte le misure necessarie per la protezione degli individui e per la conservazione degli oggetti che saranno stati salvati dal naufragio.

L'intervento delle Autorità locali, in questi differenti casi, non darà luogo alla percezione di spese di nessuna specie, salvo di quelle necessarie per le operazioni di salvataggio e per la conservazione degli oggetti salvati, nonchè di quelle a cui sarebbero sottoposte, in tal caso, le navi nazionali.

In caso di dubbio sulla nazionalità delle navi naufragate, le disposizioni menzionate nel presente articolo saranno di esclusiva competenza dell'Autorità locale.

Le Alte Parti Contraenti convengono inoltre che le merci e gli effetti salvati non saranno soggetti al pagamento di alcun diritto doganale, a meno che vengano destinati al consumo interno.

Art. 35.

Nel caso di decesso di un suddito di una delle Parti Contraenti nel territorio dell'altra, le Autorità locali dovranno darne avviso immediatamente al Console Generale, Console, Vice-Console o Agente Consolare nella cui giurisdizione sia avvenuto il decesso. Questi dal canto loro dovranno dare lo stesso avviso alle Autorità locali, quando ne siano informati prima di esse.

Quando un bulgaro in Italia o un italiano in Bulgaria sia morto senza avere fatto testamento nè nominato un esecutore testamentario, o se gli eredi, sia legittimi sia designati dal testamento, fossero tutti od alcuni fra essi minori, incapaci o assenti, o se gli esecutori testamentari nominati non si trovassero nel luogo in cui si aprirà la successione, i Consoli Generali, Consoli, Vice-Consoli e Agenti Consolari della nazione del defunto avranno il diritto di procedere successivamente alle operazioni seguenti:

1. Apporre i sigilli, sia d'ufficio, sia su domanda delle parti interessate, su tutti gli effetti mobili e carte del defunto, prevenendo di tale operazione l'Autorità locale competente, che potrà assistervi e apporre egualmente i suoi sigilli. Tanto questi sigilli e quelli del funzionario consolare non dovranno essere rimossi senza che l'Autorità locale assista a questa operazione. Tuttavia, se dopo un avviso dato dal Console o Vice-Console all'Autorità locale per invitarla ad assistere alla rimozione dei doppi sigilli, questa non si sia presentata entro un termine di 48 ore a partire dal ricevimento dell'avviso, l'Agente potrà procedere da solo alla detta operazione.

2. Redigere l'inventario di tutti i beni ed effetti del defunto, alla presenza dell'Autorità locale, qualora, in seguito alla notificazione suindicata, essa abbia creduto di dovere assistere a tale atto. L'Autorità locale apporrà la sua firma ai verbali redatti alla sua presenza, senza che, per il suo intervento d'ufficio nei suoi atti, essa possa esigere diritti di alcuna specie.

3. Ordinare la vendita all'asta pubblica di tutti gli effetti mobili della successione che potessero deteriorarsi e di quelli di difficile conservazione, nonchè, dei raccolti e degli effetti, per la vendita dei quali si presentassero delle circostanze favorevoli.

4. Depositare in luogo sicuro gli effetti e valori inventariati, conservare l'ammontare dei crediti che si realizzassero, nonchè il prodotto dei redditi che si percepissero, nella Casa consolare o affidarli a qualche negoziante che presenti ogni garanzia. Questi depositi dovranno effettuarsi nell'uno o nell'altro caso, d'accordo coll'Autorità locale che abbia assistito alle operazioni precedenti, qualora in seguito alla convocazione menzionata nel paragrafo seguente, dei sudditi del Paese o di una terza potenza si presentassero come interessati nella successione *ab intestato* o testamentaria.

5. Annunziare il decesso e convocare, per mezzo dei giornali locali e di quelli del paese del defunto, se ciò sia necessario, i creditori che potessero esistere contro la successione *ab intestato* o testamentaria, affinchè possano presentare i loro rispettivi titoli di credito, debitamente giustificati, entro il termine stabilito dalle leggi di ciascuno dei due Paesi.

Qualora si presentassero dei creditori contro la successione testamentaria o *ab intestato*, il pagamento dei loro crediti dovrà effettuarsi entro il termine di 15 giorni dalla chiusura dell'inventario qualora esistano risorse che possono essere adoperate a tale impiego, e in caso contrario, non appena che i fondi necessari siansi potuti realizzare coi mezzi più opportuni; o, infine, entro il termine stabilito di comune accordo fra i Consoli e la maggioranza degli interessati.

Qualora i rispettivi Consoli si rifiutassero a pagare tutti o parte dei crediti, allegando l'insufficienza dei valori della successione per soddisfarli, i creditori avranno il diritto di chiedere all'Autorità competente, qualora essi reputino ciò utile per i loro interessi, la facoltà di costituirsi in massa. Dopo che questa sarà stata dichiarata per le vie legali stabilite in ciascuno dei due Paesi, i Consoli o Vice-Consoli dovranno fare immediatamente la rimessa all'autorità giudiziaria o al sindaco del fallimento, secondo si dovrà, di tutti i documenti, effetti o valori appartenenti alla successione testamentaria o *ab intestato*, restando i detti Agenti incaricati di rappresentare gli eredi assenti, i minori e gli incapaci. In ogni caso, i Consoli Generali, Consoli e Vice-Consoli non potranno fare la consegna della successione o del suo ricavato agli eredi legittimi o ai loro mandatari, se non dopo spirato un termine di sei mesi dal giorno in cui sia stato pubblicato nei giornali l'avviso del decesso.

6. Amministrare e liquidare essi stessi, o per mezzo di persona da essi nominata sotto la loro responsabilità, la successione testamentaria, o *ab intestato*, senza che l'Autorità locale abbia a intervenire in dette operazioni, a meno che dei sudditi del Paese o di una terza Potenza non abbiano a far valere dei diritti nella successione, poichè, in tal caso, se sorgessero delle difficoltà derivanti specialmente da qualche reclamo che dia luogo a contestazione, i Consoli Generali, Consoli, Vice-Consoli e Agenti Consolari non avendo competenza alcuna per definire o risolvere tali difficoltà, i Tribunali del Paese dovranno conoscere di esse secondo che loro spetterà di provvedere o di giudicare in merito. I predetti Funzionari consolari agiranno allora come rappresentanti della successione testamentaria o *ab intestato*, e cioè, conservando l'amministrazione e il diritto di liquidare definitivamente la successione, nonchè quello di effettuare le vendite di effetti nelle forme precedentemente annunciate, essi tuteleranno gli interessi degli eredi e avranno la facoltà di designare gli avvocati incaricati di sostenere i loro diritti dinanzi ai Tribunali. S'intende che essi rimetteranno

a detti Tribunali tutte le carte e documenti atti a chiarire la questione sottoposta al loro giudizio. Pronunziato il giudizio, i Consoli Generali, Consoli, Vice-Consoli o Agenti Consolari dovranno eseguirlo se non ricorrono in appello, ed essi continueranno allora di pieno diritto la liquidazione che fosse stata sospesa fino alla conclusione della lite.

7. Organizzare, qualora vi si faccia luogo, la tutela o curatela, conformemente alle leggi dei rispettivi Paesi.

Art. 36.

Quando un bulgaro in Italia o un italiano in Bulgaria sia morto in un punto dove non esista un Agente Consolare della sua nazione, l'Autorità territoriale competente procederà, conformemente alle leggi del Paese, all'inventario degli effetti e alla liquidazione dei beni che abbia lasciato il defunto, e sarà tenuta a rendere conto, nel più breve termine possibile, del risultato di queste operazioni alla Legazione che deve conoscerne, o al Consolato o Vice-Consolato più vicino al luogo dove siasi aperta la successione *ab intestato* o testamentaria. Ma a partire dal momento in cui l'Agente Consolare più vicino al punto in cui siasi aperta la detta successione *ab intestato* o testamentaria si presenti personalmente o invii un delegato sul luogo, l'Autorità locale che fosse intervenuta dovrà conformarsi a ciò che prescrive l'articolo precedente.

TITOLO IV.

Disposizioni finali.

Art. 37.

La presente Convenzione sarà ratificata da ambo le parti conformemente alle rispettive costituzioni dei due Stati. Le ratifiche saranno scambiate a Sofia nel più breve termine possibile.

Art. 38.

La presente Convenzione resterà in vigore per 5 anni a partire dallo scambio delle ratifiche. Resterà in vigore dopo questa data, per tacita riconduzione, fino a tanto che nè l'una nè l'altra delle Alte Parti Contraenti non l'abbia denunziata, e per 12 mesi ancora dopo che tale denunzia sia stata notificata all'altra da una delle Alte Parti Contraenti.

Art. 39.

Nel caso che sorgesse una contestazione fra le Alti Parti Contraenti circa l'interpretazione o l'esecuzione della presente Convenzione, le Alte Parti Contraenti convengono di rimettersi, per la soluzione di tale contestazione, e nel caso che i negoziati diplomatici direttamente fatti fra di esse non abbiano avuto alcun esito, alla Corte permanente di arbitrato dell'Aja, conformemente alle disposizioni della Convenzione Internazionale del 18 ottobre 1907 per dirimere in via pacifica i conflitti internazionali.

In fede di che i rispettivi plenipotenziari hanno apposto le loro firme e i loro sigilli.

Fatto in doppio originale a Sofia, il 25 febbraio-10 marzo 1910

CUCCHI BOASSO.
S. PAPRIKOFF.

Relazione di S. E. il ministro del tesoro a S. M. il Re in udienza del 16 settembre 1912, per la modificazione del 1° comma dell'art. 25 del testo unico della legge 28 aprile 1910, n. 204, sugli Istituti d'emissione.

SIRE!

I nostri istituti di emissione, analogamente a quanto prescrivono le leggi degli altri Stati, ebbero in ogni tempo dalla legge, dai propri statuti o da speciali convenzioni l'obbligo di fornire, in proporzione del loro capitale o patrimonio, anticipazioni al tesoro dello Stato.

In conformità della legge 11 luglio 1852, n. 1397, la Banca nazionale doveva anticipare una somma sino a 15 milioni di lire contro deposito di fondi pubblici e di buoni del tesoro, somma, che con decreto 1° ottobre 1859 fu portata a 18 milioni, e poi, con decreto 29 giugno 1865, sino alla differenza tra i 18 milioni e i due quinti del valore commerciale delle nuove azioni collocate in seguito all'aumento del capitale della Banca a 100 milioni.

Dopo il 1870 i sei Istituti di emissione allora vigenti avevano dai loro statuti l'obbligo di fare anticipazioni al tesoro nella somma di L. 103.500.000, di cui, a carico della Banca nazionale nel Regno d'Italia, L. 60.000.000; del Banco di Napoli L. 20.000.000; e del Banco d Sicilia L. 5.000.000.

Nel 1893 s'instituiva la Banca d'Italia mediante la fusione della Banca nazionale nel Regno con la Banca nazionale toscana e con la Banca toscana di credito, e le anticipazioni da essa dovute furono stabilite nella somma di L. 72.500.000 (legge 10 agosto 1893, n. 449, art. 19).

La legge del 22 luglio 1894, n. 339, fissò in 125 milioni la somma delle anticipazioni, cioè L. 90.000.000 per la Banca d'Italia, lire 28.000.000 per il Banco di Napoli e L. 7.000.000 per il Banco di Sicilia; e la legge dell'8 agosto 1895, n. 486, la elevò a 135 milioni, con un aumento di 10 milioni per la Banca d'Italia, determinando l'interesse in ragione di L. 1,50 al netto di ogni imposta.

Senonchè, quando nel 1896 furono messe in rilievo le tristi condizioni patrimoniali del Banco di Napoli, quell'Istituto, per effetto dei provvedimenti intesi a migliorare la sua condizione ed a reintegrare il suo patrimonio, venne esonerato dall'obbligo di fare anticipazioni al tesoro; e con la legge del 17 gennaio 1897, n. 9 le anticipazioni degl'Istituti di emissione furono ridotte a 90 milioni, dei quali 85 da fornirsi dalla Banca d'Italia e 5 dal Banco di Sicilia.

Nell'anno successivo la somma delle anticipazioni fu portata a 125 milioni, cioè 115 per la Banca d'Italia e 10 per il Banco di Sicilia (legge 3 marzo 1898, n. 47), rimanendo tuttavia escluso il Banco di Napoli.

Le condizioni patrimoniali e di esercizio del Banco di Napoli, e per l'azione di speciali provvedimenti legislativi e per virtù dell'accurata e rigida sua amministrazione, sono notevolmente migliorate, in guisa che, tra pochi anni, prima ancora del tempo previsto dal legislatore, sarà ricostituito il patrimonio dell'antico Istituto meridionale.

È perciò che al Banco di Napoli parve giunto il momento in cui, nei riguardi delle anticipazioni al tesoro dello Stato, « può e deve riprendere - come esso si esprime - la sua posizione di eguaglianza rispetto agli altri due Istituti, e deve, di sua iniziativa, chiederlo ». E nella seduta del 28 marzo scorso il Consiglio generale del Banco consentiva pienamente nel voto che il Consiglio d'amministrazione aveva approvato all'unanimità, il voto cioè che, qualora il Governo ricorresse alle anticipazioni, potesse fare assegnamento anche su quel glorioso Istituto, che con le rinnovate sue energie sarebbe lieto di prestare il suo concorso.

Accolta dal Governo la nobile inizianiva, il riferente si onora rassegnare alla Maestà Vostra il decreto, da convertirsi in legge, per effetto del quale il Banco di Napoli dovrebbe, occorrendo, somministrare anticipazioni al tesoro dello Stato, sino alla somma di L. 30 milioni, con la garanzia della prescritta riserva metallica in misura non inferiore al terzo, e fermi restando, per esso come per la Banca d'Italia e il Banco di Sicilia, i limiti della circolazione fissati dalla legge organica.

Il numero 1068 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Vista la legge 28 aprile 1910, n. 204 (testo unico), sugli Istituti di emissione e sulla circolazione dei biglietti di Banca;

Ritenuto che il Consiglio generale del Banco di Napoli, nella seduta del 28 marzo 1912, manifestò il desiderio di riprendere, nei riguardi delle anticipazioni da farsi al tesoro dello Stato, la posizione di eguaglianza rispetto agli altri due Istituti di emissione;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per il tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Al primo comma dell'art. 25 del testo unico predetto è sostituito il seguente:

La somma totale delle anticipazioni che gli Istituti di emissione debbono fare al tesoro è fissata in 155 milioni, così ripartita:

Banca d'Italia L. 115.000.000.
Banco di Napoli L. 30.000.000.
Banco di Sicilia L. 10.000.000.

Art. 2.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 16 settembre 1912.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI — TEDESCO.

Visto, *Il guardasigilli:* FINOCCHIARO-APRILE.

Il numero 1075 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto l'art. 46 della legge 13 luglio 1911, n. 774 che aggiunge un art. 13-*bis* alla legge 5 maggio 1907, numero 257 sul Magistrato delle acque;

Ritenuta l'opportunità di stabilire subito le norme per la costituzione della sezione speciale della Commissione centrale consultiva per le sistemazioni idraulico-forestali e per le bonifiche, quali norme dovranno far parte del regolamento per l'applicazione di detta legge 5 maggio 1907;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato pei lavori pubblici, di concerto col ministro di agricoltura, industria e commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Con decreto del ministro dei lavori pubblici e del Ministero di agricoltura, industria e commercio sarà costituita, con sede in Venezia presso l'ufficio del Magistrato delle acque, la sezione speciale per le sistemazioni idraulico-forestali e per le bonifiche del compartimento del Magistrato delle acque, giusta l'articolo 13 bis della legge 5 maggio 1907, n. 257 modificata dall'art. 46 della legge 13 luglio 1911, n. 774;

Art. 2.

La sezione sarà formata da un ispettore superiore del genio civile addetto al Magistrato quale presidente; di due ingegneri capi del genio civile degli uffici del compartimento; di un ispettore superiore forestale addetto all'ufficio forestale del Magistrato; del Capo del distretto minerario di Vicenza; del Capo dell'ufficio amministrativo del Magistrato, e di due membri scelti fra le persone che abbiano speciale competenza sulle discipline idraulico-agrarie ed igienico-sanitarie, uno dei quali designato tra i funzionari locali della Direzione generale di sanità.

Art. 3.

I membri a scelta dureranno in carica due anni e potranno essere riconfermati.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Sant'Anna di Valdieri, addì 2 agosto 1912.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI — SACCHI — NITTI.

Visto, *Il guardasigilli:* FINOCCHIARO-APRILE.

Il numero 1079 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduto l'art. 34 delle norme speciali pel servizio telegrafico approvato col R. decreto n. 637 del 20 giugno 1909;

Sulla proposta dei Nostri ministri, segretari di Stato per le poste e per i telegrafi e del tesoro;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

È instituito in via di esperimento dal 1° luglio 1912,

il servizio di trasmissione per telefono dei telegrammi al domicilio degli abbonati delle reti telefoniche urbane, i quali ne facciano preventiva richiesta.

Art. 2.

Gli stessi abbonati potranno pure per telefono trasmettere telegrammi dal proprio domicilio.

Art. 3.

La trasmissione per telefono dei telegrammi destinati ai suddetti abbonati o da essi spediti è soggetta - oltre che alle ordinarie tasse telegrafiche - ad una soprattassa che in via di esperimento è fissata in lire 0,15 per ogni telegramma di 20 parole e di L. 0,10 per ogni serie successiva di 20 parole o frazione di serie.

Art. 4.

L'esperimento di questo servizio sarà iniziato sulle reti telefoniche urbane di:

Bologna;
Genova;
Milano;
Palermo;
Torino;

e potrà essere esteso ad altre reti telefoniche urbane man mano che le condizioni locali lo consentiranno o ne dimostreranno il bisogno.

Art. 5.

I posti telefonici pubblici collegati agli uffici centrali delle reti impiantate nelle località indicate nell'articolo precedente, sono autorizzati ad accettare e ricevere telegrammi verso il pagamento delle tasse telegrafiche e del doppio delle tasse telefoniche stabilite pei posti pubblici per la corrispondenza urbana quando il telegramma non superi le 20 parole.

Pei telegrammi eccedenti le 20 parole la soprattassa è di centesimi 10 per ogni serie successiva di 20 parole o frazione di serie.

Art. 6.

Il compenso agli esercenti i posti telefonici pubblici autorizzati al servizio di cui all'articolo precedente è stabilito in cent. 10 per ogni telegramma trasmesso o ricevuto oltre al rimborso delle spese pel recapito le quali sono a carico dell'Amministrazione telegrafica.

Art. 7.

Le condizioni e le modalità di tale servizio saranno determinate da apposite istruzioni da approvarsi con decreto ministeriale.

Art. 8.

Le spese occorrenti pel suindicato esperimento saranno a carico del bilancio dell'Amministrazione dei telefoni dello Stato e, qualora l'esperimento dovesse essere esteso a località ove esiste una rete telefonica urbana concessa alla industria privata, saranno a carico del concessionario secondo analoga convenzione da stipularsi a norma dell'apposito regolamento.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Sant'Anna di Valdieri, addì 23 agosto 1912.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI — CALISSANO — TEDESCO.

Visto, *Il guardasigilli:* FINOCCHIARO-APRILE.

Il numero 1082 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 16 e 17 della legge 17 luglio 1910, nn. 511, i quali autorizzano l'apertura di un credito straordinario sulla tesoreria centrale a favore del Ministero della guerra e la istituzione di apposito conto corrente;

Visto il Nostro decreto 2 settembre 1912, e i precedenti, coi quali fu autorizzata l'apertura di crediti straordinari per le spese occorrenti per l'occupazione della Libia;

Previa deliberazione del Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per il tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

È autorizzata a favore del Ministero della guerra l'apertura sulla tesoreria centrale di un nuovo credito straordinario di L. 30.000.000 per le spese occorrenti per l'occupazione della Libia.

La suddetta somma, al cui pagamento sarà provveduto coi mezzi ordinari di tesoreria, sarà versata nell'apposito conto corrente presso la tesoreria centrale.

Art. 2.

Questo decreto sarà presentato al Parlamento per essere convertito in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 23 settembre 1912.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI — TEDESCO.

Visto, *Il guardasigilli:* FINOCCHIARO-APRILE.

Il numero 1085 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduto il messaggio in data dell'8 ottobre 1912, col quale l'ufficio di presidenza della Camera dei deputati notificò essere vacante il collegio elettorale di Velletri, in provincia di Roma;

Veduto l'art. 80 del testo unico della legge elettorale politica approvata con R. decreto 28 marzo 1895, numero 83;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il collegio elettorale di Velletri è convocato pel giorno 3 novembre 1912, affinchè proceda alla elezione del proprio deputato.

Occorrendo una seconda votazione essa avrà luogo il giorno 10 successivo.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 13 ottobre 1912.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Visto, *Il guardasigilli*: FINOCCHIARO-APRILE.

Relazione di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a S. M. il Re, in udienza del 6 ottobre 1912, sul decreto che proroga i poteri del R. commissario straordinario di Grotteria (Reggio Calabria).

SIRE!

Mi onoro di sottoporre all'augusta firma della Maestà Vostra lo schema di decreto, con cui, ai sensi dell'art. 6, n. 9, della legge 12 gennaio 1909, n. 12, e a seguito del decreto 27 giugno scorso, è prorogato di altri tre mesi il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Grotteria.

Occorre, durante la gestione straordinaria, compiere i provvedimenti valevoli a garantire ed assicurare la sistemazione della finanza e la tutela e conservazione del patrimonio, formare l'elenco dei poveri, rivedere l'elenco delle strade comunali e provinciali, promuovere il miglioramento dei pubblici servizi.

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Veduto il Nostro precedente decreto con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Grotteria, in provincia di Reggio Calabria;

Veduto il successivo Nostro decreto, col quale fu prorogato di tre mesi il termine per la ricostituzione di quel Consiglio comunale e furono conferiti al commissario straordinario i poteri, di cui all'art. 6, n. 9, della legge 12 gennaio 1909, n. 12;

Vedute la legge comunale e provinciale e la legge 12 gennaio 1909, n. 12;

Veduto il Nostro decreto 3 agosto 1909, n. 395, che approva l'elenco dei comuni, di cui all'art. 1 di questa ultima legge;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Grotteria è prorogato di altri tre mesi.

Il Nostro ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a San Rossore, addì 6 ottobre 1912.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Relazione di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a S. M. il Re, in udienza del 6 ottobre 1912, sul decreto che proroga i poteri del R. commissario straordinario di San Marco d' Alunzio (Messina).

SIRE!

Mi onoro di sottoporre all'augusta firma della Maestà Vostra lo schema di decreto, con cui è prorogato di un mese il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di San Marco d'Alunzio.

Siffatta proroga è indispensabile per assicurare gli utili effetti della gestione straordinaria, nei riguardi della sistemazione della civica azienda.

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Veduto il Nostro precedente decreto con cui venne sciolto il Consiglio comunale di San Marco d'Alunzio, in provincia di Messina;

Veduta la legge comunale e provinciale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di San Marco d'Alunzio è prorogato di un mese.

Il Nostro ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a San Rossore, addì 6 ottobre 1912.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio

Ufficio della proprietà intellettuale

E lenco degli attestati di privativa industriale, di prolungamento, completivi e di riduzione, rilasciati durante la seconda quindicina di MAGGIO 1912.

ATTESTATO			TITOLARE	TITOLO	Data del deposito	durata della privativa
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	attuale della privativa	della invenzione o scoperta	della domanda	o del prolungamenti
			I. Agricoltura, industrie agricole ed affini.			
			Attestati di privativa.			
18	371-234	120929	Camozzi Oliviero, a Milano	Essiccatoio per bozzoli servente anche come incubatrice per seme bachi	26 ottobre 1911	3
27	373-15	121193	Ciccolini Clément, a Parigi	Machine à travailler le sol mécaniquement	19 id. »	3
22	372-110	121275	Dollé-Chaubey & C.ie (Société), a Vesoul (Francia)	Perfectionnements aux charrues Brabant e autres	16 novembre »	6
18	371-232	120912	Forkert Martin Max, a Amburgo (Germania)	Cernitoio a scuotimento per grani composto d un certo numero di crivelli posto l'uno sopra l'altro	7 id. »	6
29	373-99	121403	Fruehling Otto, a Braunschweig (Germania)	Procédé et dispositif de labourage du sol pour dragues suceuses	27 id. »	6
17	371-198	120890	Londei Luigi, a Roma	Perfezionamenti nella preparazione della calciocianamide da impiegare per concime	3 id. »	3
18	371-217	120942	Maurino Michele, a Pinasca (Torino)	Processo di preparazione dei bozzoli per la trattura anche a freddo	9 ottobre »	3
18	371-218	120943	Lo stesso	Sistema di utensili pel taglio degli asparagi	9 id. »	3
30	373-124	121432	Paul Anton e Beck Adolf, a Budapest	Procédé et appareil permettant d'extraire l'amande des noix, noix de coco et autres fruits contenus à l'intérieur d'un péricarpe dur	23 novembre »	1
17	371-180	120785	Poesio Michele, a Vercelli (Novara)	Macchina per polverizzare i superfosfati umidi e secchi	9 ottobre »	3
29	373-90	121365	Rheinstrom Isaac & Sons Company, a Ludlow (S. U. d'America)	Machine à rétirer les pépins ou les noyaux de fruits	29 novembre »	6
17	371-191	114947	Ruston, Proctor & C. (Ditta), a Lincoln (Gran Bretagna)	Dispositivo per sollevare la piattaforma ed arrestare la paglia nelle presse imballatrici di paglia	22 dicembre 1910	6

ATTESTATO			TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa e dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale				
21	372-60	121125	Schatzmann Hanz, a Lenzburg (Argovia-Svizzera)	Cassette di nidificazione per uccelli	18 novembre 1911	1
30	373-127	121448	Società ligure-lombarda per la raffinazione degli zuccheri, a Genova	Sistema di produzione di foraggi melassati	27 id. »	3
25	372-296	121170	Urban Franz, a Versecz (Ungheria)	Pompe pour arroser	21 id. »	3
			Attestati completivi.			
31	373-178	119206	Massart Jules, a Lantremange (Belgio)	Arracheur-décolleteur-nettoyeur de betteraves ou autres racines plantées en lignes. (Privativa 20 gennaio 1910, n. 301|66)	18 luglio 1911	—
			Attestati di prolungamento.			
24	372-105	110439	Montini Giovanni, ad Orvieto (Perugia)	Vangatrice meccanica. (Privativa 1° giugno 1910, n. 314|33)	20 agosto 1911	2
			II. **Alimenti o bevande diverse.**			
			Attestati di privativa.			
21	372-2	120121	Cauffmann Robert Milton, a Centerville, Michigan (S. U. d'America)	Appareil de pasteurisation. (Rivendicazione di priorità dal 19 ottobre 1910. — Stati Uniti d'America, n. 1002409)	30 settembre 1911	3
18	371-230	120907	Faitelowitz Arnold, a Berlin-Halensee (Germania)	Procédé et dispositif pour reconnaître si le lait est frais et propre à la consommation. (Rivendicazione di priorità dall'11 novembre 1910. — Gran Bretagna)	6 novembre »	6
21	372-61	120396	Friedmann Herbert, a Wilmersdorf (Germania)	Procédé pour recouvrir les surfaces intérieures des cuves de fermentation en fer, récipients de conserve, bacs refroidissoirs, etc.	10 ottobre »	6
31	373-163	121521	Hoppe Marianna, a Tilsit (Germania)	Fornello a gas per stampi da cialde	2 dicembre »	6
27	373-3	120843	Koerner Robert, a Budapest (Ungheria)	Articolazione sferica per i sostegni oscillanti degli stacci piani (plansichter). (Importazione brevetto ungherese n. 47629, 20 giugno 1909)	24 ottobre »	6
22	372-92	120175	Jodi Michele & figli (Ditta), a Reggio Emilia	Apparecchio per la cottura del formaggio e del fiorito	27 settembre »	3
23	372-130	121204	Marx Martha nata Giese, a Breslau-Kleinburg (Germania)	Perfezionamenti nelle lastre di latta per cuocere pasticcerie, ecc. al forno	22 novembre »	1
18	371-221	116589	Rubow Rudolf Frederik Povl, a Malmö (Svezia)	Procédé et dispositif de ventilation applicables à la meunerie. (Rivendicazione di priorità dall'11 aprile 1910. — Danimarca. — Brevetto n. 14851)	1 aprile »	6
25	372-224	121314	Schütze Hermann, a Hadersleben-Schleswig Holstein (Germania)	Seringue à pâtisseries	27 novembre »	1

ATTESTATO			TITOLARE	TITOLO	Data del deposito	Durata della privativa e del prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	attuale della privativa	della invenzione o scoperta	della domanda	
			Attestati di prolungamento			
30	373-119	119965	Fleury Pierre, a Lyon (Francia)	Appareil à circulation d'air froid pour la conservation et le transport des denrées alimentaires. (Privativa 26 aprile 1909, numero 284[133	25 agosto 1911	3
25	372-197	119897	Monti Giovanni Battista, a Milano	Apparecchio per bevande gassose a saturazione automatica e meccanica (Privativa 19 marzo 1909, n. 282[128)	4 settembre »	3
22	372-85	119569	Von Niessen Gebrüder, a Berlino	Processo per la fabbricazione di un surrogato di caffè contenente caffeina. (Privativa 18 maggio 1911, n. 340[246)	31 agosto »	1
			III. Arte mineraria e produzione di metalli e di metalloidi.			
			Attestati di privativa			
28	373-48	121355	Hannover Harald Immanuel, a Copenhagen	Procédé pour la fabrication des métaux poreux	28 novembre 1911	6
23	372-139	121070	Herrmann Julius, a Halle a[S (Germania) e Otto Carl, a Dresda (Germania)	Procédé et four à haute pression pour la production directe du fer et de l'acier	7 id. »	6
22	372-77	120940	Muntigton Thomas, a Londra	Procédé pour récupérer par distillation le zinc et autres métaux volatils	9 ottobre »	6
24	372-155	120052	Wannschaff George a Savelsberg Josef, a Papenburg a[Ems (Germania)	Procédé d'extraction du zinc des matières contenant du zinc métallique ou de l'oxyde de zinc.	14 settembre »	15
			Attestati di prolungamento			
30	373-116	119931	Latin Countries Cement Company Limited, a Londra	Produzione di cemento delle scorie d'alto forno. (Privativa 13 gennaio 1906, n. 216[212)	21 settembre 1911	1
23	372-111	119343	The Goldsmith (Ditta), a Essen a[Rhur (Germania)	Perfectionnements apportés au désétamage des rognures de fer blanc. (Privativa dell'11 settembre 1905, n. 211[128)	4 id. »	6
			IV. Lavorazione dei metalli, del legno e delle pietre.			
			Attestati di privativa			
20	373-78	121424	Agostinelli Emilio, a Lecce	Segatrice per pietra sistema « Agostinelli »	1 dicembre 1911	2
24	372-173	121232	Asbeck Otto, a Hagen in Westfalia (Germania)	Procedimento e disposizione per la fabbricazione delle capocchie delle viti e dei chiodi. (Rivendicazione di priorità dal 17 novembre 1910. — Germania)	16 novembre »	6
20	372-20	121018	Bau Emil, a Cöln s[Rh. (Germania)	Appareil auxiliaire pour tailler des filets de vis sur les tours à fileter	13 id. »	1
30	373-125	121435	Camozzi Filiberto e Manara Antonio, a Lovere, Lago d'Iseo (Bergamo)	Macchina per laminare i chiodi	25 id. »	3

ATTESTATO Giorno del rilascio	ATTESTATO Numero del registro attestati	ATTESTATO N. del registro generale	TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa e dei prolungamenti
31	373-160	121488	Canfield Richard Albert, a Providence (S. U. d'America)	Perfectionnements aux machines à fabriquer les bouchons pour bouteilles ou leur analogues	11 novembre 1911	15
20	372-17	121005	Crawford Frank, a Pasadena, California (S. U. d'America)	Apparecchio per infilare filo metallico attraverso tubi	3 id. »	1
29	373-100	121426	Ferriere di Voltr(Socie tà anonima) a Voltri	Nuovo apparecchio per ottenere collarini in rilievo su barre cilindriche, mediante laminazione a freddo	27 id. »	3
22	372-106	121263	Neesham John Birch, a Maryhill, Glasgow, Scozia (Gran Bretagna)	Perfectionnements au machines à mouler	30 ottobre »	6
22	372-107	121264	Savio Luigi, a Torino	Perfezionamento nei paletti a leva a scatto	30 id. »	3
18	371-237	120944	Société Anonyme des Établissements Américains Gratry, a Courtrai (Belgio)	Procédé et machine pour courber et comprimer le bois. (Rivendicazione di priorità dal 23 marzo 1911 — Germania)	10 id. »	6
21	372-51	112017	Trebeschi Arnaldo, a Brescia	Rivestimento metallico per oggetti di cemento e simili	6 novembre »	3
30	373-132	120005	Wurmbach Max O., a Berlino	Procédé pour recouvrer les métaux ayant servi pour le placage, ainsi que la matière première des déchets des tôles de fer plaquées, ou autrement recouvertes de métaux	23 settembre »	6
			Attestati di prolungamento.			
30	373-120	119985	American Universal Mill Company, a New York	Procédé et laminoir pour laminer des fers profilés avec âmes et ailes. (Privativa, 20 novembre 1902, n. 160[19)	19 settembre 1911	1
31	373-141	119986	La stessa	Perfectionnements aux laminoirs. (Privativa 18 novembre 1902, n. 159[216)	19 id. »	1
24	372-168	119738	Briede Otto, a Benrath (Germania)	Procédé et appareil pour l'étirage par laminage des tubes sans soudure et autres pièces analogues. (Privativa 2 novembre 1905, n. 214[150)	7 id »	9
22	372-86	119501	Buess Wilhelm, ad Hannover (Germania)	Forno fusorio a crogiuolo, ad olio o gas. (Privativa 10 febbraio 1911 n. 334[78)	1 agosto »	3
21	372-50	119550	Claessen Conrad, a Berlino	Processo per migliorare la qualità tecnologica di leghe d'alluminio mediante arroventamento e rapido raffreddamento. (Privativa 3 novembre 1905, n. 214[153)	30 id. »	1
20	371-243	119651	Close William Brooks e Stevens William Henry, a Londra	Perfezionamenti nelle macchine per fabbricare reticolati di metallo. (Privativa 17 novembre 1899, n. 115[25)	14 id. »	3
29	373-70	119915	Deutsche Quarzgesellschaft m. b. H., a Cöln (Germania)	Procédé pour le façonnage du quartz rendu pâteux par la fusion. (Privativa 12 aprile 1910, n. 309[101)	18 settembre »	1

ATTESTATO			TITOLARE	TITOLO	Data del deposito	Durata della privativa e dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	attuale della privativa	della invenzione o scoperta	della domanda	
24	372-161	118132	Doux Edoardo, a Torino	Processo per fabbricare catene di acciaio fucinate con anelli non saldati e rinforzati nelle parti di maggior consumo. (Privativa 18 gennaio 1906, n. 219[30)	12 giugno 1911	3
31	373-143	119990	Fessler Max, a Pforzheim (Germania)	Procédé de soudage continu séparé des maillons de chaînes d'ornement faites en fil de soudure. (Privativa 2 dicembre 1907, n. 257[132)	19 settembre »	1
21	372-47	119551	Kirchner & C°, Aktiengesellschaft, a Leipzig (Germania)	Perfezionamenti nelle piallatrici combinate per sgrossare e lisciare con tavole lateralmente rimovibili. (Privativa 2 maggio 1911, numero 339[178)	28 agosto »	1
			V. Generatori di vapore, motori, macchine diverse ed organi delle macchine.			
			Attestati di privativa			
17	371-200	120892	Angelini Oreste, a Roma	Ariete idraulico a distributore meccanico per il sollevamento di piccole o grandi masse d'acqua anche dai fiumi o torrenti utilizzando in questo caso la velocità naturale o costretta di tali corsi d'acqua	3 novembre 1911	1
25	372-204	121162	Balazs Andreas, a Budapest	Moteur à essence pour automobiles et appareils d'aviation	20 id. »	1
25	372-209	121173	Barthelmess Emil, a Nuss a[R (Germania)	Mulino ad anello	21 id. »	15
27	373-13	121117	Brandis Joachin, a Aachen (Germania)	Motore a combustione con iniezione del combustibile	9 id. »	15
28	373-33	121277	Lo stesso	Motore a combustione interna ad iniezione. (Rivendicazione di priorità dal 6 marzo 1911. — Germania)	16 id. »	15
28	373-40	121307	Cadè Auguste Louis, a Parigi	Bougie d'allumage à électrode amovible et à électrode centrale télescopante	24 id. »	6
24	372-157	120833	Champigneul Victor, a Parigi	Procédé et dispositif applicables aux presses à forger à vapeur pour économiser la vapeur	23 ottobre »	3
20	372-27	121583	Cicogna Umberto e Arizio Alessandro, a Torino	Cambio di velocità a pressione d'olio con dispositivo per la presa diretta ed inversione di marcia	25 novembre »	3
18	371-220	122523	Demuro Gavino, a Porto Torres (Sassari)	Motore a leve	16 gennaio 1912	15
22	372-102	121055	Fortuna-Werke Albert Hirth (Ditta), a Cannstatt-Stuttgart (Germania)	Torchio da polvere pirica. (Rivendicazione di priorità dal 23 gennaio 1911. — Germania)	15 novembre 1911	1
27	372-248	121191	Freitag Hermann, a Charlottenburg (Germania)	Ajutage d'injection pour moteurs à combustion à pression constante. (Rivendicazione di priorità dal 31 ottobre 1910. — Germania)	19 ottobre »	6

ATTESTATO			TITOLARE	TITOLO	Data del deposito	durata della privativa e dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	attuale della privativa	della invenzione o scoperta	della domanda	
25	372-201	121156	Fumeo Enrico, a Milano	Bussola speciale, sistema « Fumeo » per moltiplicare l'azione della vite nelle presse in genere	13 novembre 1911	3
21	372-67	120956	Galdalini Cesare, a Gallarate	Applicazione delle molle a spirale o ad elica per il ritorno dello stantuffo nelle presse idrauliche, con campana di pressione superiore	4 id. »	3
22	372-79	121020	Grimaldi Mario, a Roma	Congegno idraulico per comunicare il movimento da un albero ad un altro con rapporto di trasmissione gradualmente variabile	13 id. »	1
24	372-175	121247	Grouvelle Jules H. Arquembourg e C.ie (Société), a Parigi	Dispositif d'alimentation pour moteurs à explosions. (Rivendicazione di priorità dal 29 ottobre 1910 — Francia)	24 ottobre »	6
17	371-199	120891	Herr Herbert T., a Pittsburg Pennsylvania (S. U. d'America)	Perfezionamenti negli apparecchi di regolazione per motori a pressione di fluido	3 novembre »	6
27	373-6	121124	Herzmark Nicolas, a Parigi	Cable flexible agissant par traction et compression pour la transmission de mouvements mécaniques	18 id. »	3
24	372-180	121256	Humphrey Herbert Alfred, a Londra	Perfectionnements aux méthodes de compression des gaz et d'utilisation de leur force d'expansion. (Rivendicazione di priorità dal 17 gennaio 1911 — Gran Bretagna)	28 ottobre »	15
29	373-83	121257	Lo stesso	Perfectionnements aux méthodes et aux appareils pour élever ou refouler des liquides. (Rivendicazione di priorità dal 30 settembre 1911 — Gran Bretagna)	28 id. »	15
17	371-188	120779	Jaenisch Ernest, a Charlottenburg (Germania)	Cylindre à soudure autogène pour moteurs à explosion	7 id. »	6
27	373-18	121220	Jeidel Oscar & G. Gesellschaft mit beschränkter Haftung, a Berlino	Dispositif pour empêcher le desserrage des écrous	13 novembre »	3
24	372-156	120357	Josse Emil e Gensecke Wilhelm, a Charlottenburg (Germania)	Procédé et disposition pour l'évacuation de l'air des appareils à vide, des condenseurs par surface, des condenseurs à injection, et.	3 ottobre »	3
25	372-211	120358	Gli stessi	Installation de condensation	3 id. »	3
23	372-149	121227	Knudsen Hans a Langholm presso Londra	Perfectionnements dans les moteurs à combustion interne	15 novembre »	6
23	372-136	121052	Kruk Julius, a Dortmund (Germania)	Appareil d'aspiration et d'échappement pour moteurs à explosions rotatifs	6 id. »	6
31	373-166	121555	Lafitte Theodore, a Parigi	Moteur sans soupapes. (Rivendicazione di priorità dal 17 novembre 1910 — Francia)	16 id. »	3

ATTESTATO			TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa e dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale				
18	371-231	120903	Lindau Paul, a Tegel, presso Berlino (Germania)	Dispositivo di fissamento delle sbarre di graticola a catena	6 novembre 1911	1
22	372-103	121131	Mairesse Zenon, a Lille (Francia)	Appareil de démarrage pour moteurs à explosion	18 id. »	15
22	372-99	121046	Marot Henri, a Parigi	Doseur-mélangeur de fluides. (Rivendicazione di priorità dal 15 novembre 1910 — Francia. Brevetto n. 422.594)	14 id. »	6
20	372-7	120978	Masiero Ettore, a Milano	Nuovo tipo di ventilatore	31 ottobre »	1
23	372-138	121057	Menville Joseph John e Menville Felix Artur, a Houma, Louisiana (S. U. d'America)	Dispositif de mise en marche pour moteurs à combustion interne	15 novembre »	6
23	372-121	121092	Mewes Rudolf, a Berlino	Garniture de piston avec segments pour machines à air comprimé destinées à la liquéfaction de l'air et à la séparation des gaz	16 id. »	6
17	371-180	120842	Newcomb Eduard Coverly, a North Scituate, Mass. (S. U. d'America)	Perfectionnements apportés aux carburateurs	24 ottobre »	6
23	372-143	121058	Painchaud Pierre Antonio, a Plessisville (Canadà)	Meccanismo di messa in moto per motori a combustione interna	15 novembre »	15
21	372-66	120936	Peri Alberto, a Milano	Parfectionnements dans les mécanismes de commande spécialement pour machines actionnées à bras	27 ottobre »	1
20	372-10	120987	Pizzi Silvio, a Roma	Generatore di pressione a combustione interna con mescolanza di vapore e di prodotti della combustione	10 novembre »	3
21	372-65	120932	Pomini Onorato, a Legnano	Sistema di comando simultaneo dell'ammissione del combustibile e della iniezione dell'acqua nei cilindri dei motori a due tempi ad olio pesante e simili con camera di compressione riscaldata	26 ottobre »	3
28	373-44	121339	Richardson Claude Stanley, Richardson Frank Percy, a Londra, e Defordt Jules Frédéric, a Bruxelles	Mécanisme de changement de vitesse	25 novembre »	15
20	372-9	120980	Schomburg Ludwig, a Gelsenkircken (Germania)	Garniture étanche pour tuyaux avec joint à emboîtement. (Rivendicazione di priorità dal 1° novembre 1910 — Germania)	31 ottobre »	15
25	372-230	121336	Schütt Walther, a Bielefeld (Germania)	Palier à billes .	25 novembre »	6
29	373-88	121363	Slee John, senior, e Slee John, junior, a Sutton S. Helens (Lancaster)	Perfectionnements dans les moteurs rotatifs. (Rivendicazione di priorità dal 5 dicembre 1910 — Gran Bretagna n. 28.281)	28 id. »	6

ATTESTATO			TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa o dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale				
21	372-68	120959	Spinelli Luigi & C. (Ditta), a Firenze	Guarnizione azionata dalla forza centrifuga e servente per la tenuta ermetica dei pistoni di motori rotativi	4 novembre 1911	1
29	373-98	121404	Storebro Aktienbolage, a Storebro (Svezia)	Dispositif pour l'admission et la gaséification du combustible dans les moteurs à explosions	23 id. »	6
17	371-175	120798	Strebelwerk Gesellschaft mit beschränkter Haftung, a Mannheim (Germania)	Caldaia a sezioni a corrente invertita	28 ottobre »	15
22	372-105	121262	Sulzer Frères (Ditta), a Winterhur (Svizzera)	Chaudière sectionnée destinée au chauffage	30 id. »	15
24	372-171	121189	La stessa	Soupape à plusieurs sièges	19 id. »	15
31	313-157	121481	La stessa	Pompe centrifuge à plusieurs étages pour puits. (Rivendicazione di priorità dal 3 gennaio 1911 — Germania)	10 novembre »	15
21	372-158	121038	Treglown William Maine, a Watl-St. Maryhill, Glasgow (Scozia)	Distribution pour outils et machines comprenant un organe distributeur en forme de clapet à deux ailes commandé par une variation de pression produite par le piston moteur	14 id. »	1
24	372-186	121249	Weidmann Henry, a Zürich (Svizzera)	Distribution pour moteurs à explosion à quatre temps	25 ottobre »	3
			Attestati completivi.			
30	373-104	116852	Lanino Guido, a Torino	Dispositivo per dare aderenza artificiale ed aumentare il braccio del momento di rotazione ad un carrello-argano a spostamento angolare del carico. (Privativa 28 aprile 1911, n. 339[113)	28 marzo 1911	—
30	373-102	119098	Parsons Charles Algernon, a Newcastle-on-Tyne (Gran Bretagna)	Turbine de marche avant et de marche arrière combinées. (Privativa 3 ottobre 1911, numero 349[175)	5 agosto »	—
			Attestati di prolungamento.			
18	371-209	119327	Appingedammer Bronsmotorenfabrik, a Appingedamm (Olanda)	Innovazioni nei motori a esplosione a quattro tempi. (Privativa 19 gennaio 1907, numero 239[228)	9 agosto 1911	1
25	372-193	119745	Ateliers & Chantiers Augustin Normand (Société), a Le Havre (Francia)	Chaudière à chauffage au pétrole. (Privativa 8 maggio 1909, n. 285[83)	16 id. »	12
17	371-168	119255	Barbézat Alfred, a Enghien-les-Bains (Francia)	Équilibreur automatique de la poussée axiale dans les turbines à vapeur. (Privativa 14 febbraio 1911, n. 334[131)	14 luglio »	1
29	373-66	119906	Bastasin Pietro, a Venezia	Otturatore « Bastasin » per il ricambio durante il funzionamento delle candele elettriche nei motori a scoppio. (Privativa 2 maggio 1911, n. 339[179)	18 settembre »	3

ATTESTATO			TITOLARE	TITOLO	Data del deposito	Durata della privativa o del prolungamento
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	attuale della privativa	della invenzione o scoperta	della domanda	
28	373-21	119352	Bonavita G. & Figli (Ditta), a Forlì	Moyen pour la fabrication de manchons en feutre sans couture pour recouvrir des cylindres et organes similaires (Privativa 23 settembre 1905, n. 212[50)	14 settembre 1911	1
24	372-160	119371	Caioli Lamberto, a Roma	Regolatore isocrono per motori ed altri congegni. (Privativa 31 marzo 1911, numero 337[139)	6 id. »	5
23	372-114	119712	Corliss William, a Providence, Rhode Island (S. U. d'America)	Soupape rotative. (Privativa 16 marzo 1911, n. 336[122)	9 id. »	1
18	371-208	119323	Dalmar André, a Rouen (Francia)	Congegno per produrre una corrente d'aria a mulinello o turbinio per pulire i tubi bollitori delle caldaie a vapore d'ogni specie. (Privativa 27 ottobre 1905. n. 214[50)	8 agosto »	6
28	373-29	119877	Del Taglia Armando, a Signa (Firenze)	Corpo di pompa aperto, con introduzione del liquido nell'asta dello stantuffo per pozzi profondi. (Privativa 28 dicembre 1907, numero 260[180)	9 settembre »	3
28	373-30	119878	Lo stesso	Nuova pompa per pozzi. (Privativa 11 dicembre 1907, n. 258[126)	9 id. »	3
25	372-196	119797	Gotuzzo Silvio Giuseppe, a Recco (Genova)	Noria articolata. (Privativa 4 maggio 1911, n. 339[226)	12 id. »	1
28	373-28	119871	Höpflinger Wilhelm, a Schweinfurt a[M. (Germania)	Gabbietta di guida per le palline dei cuscinetti a palle con canale tornito senza apertura d'introduzione. (Privativa 23 settembre 1911, n. 212[58)	11 id. »	6
27	372-235	119833	Hubert Conrad, a New York	Appareil de mise en marche pour moteurs. (Privativa 11 novembre 1905, n. 215[55)	13 id. »	3
25	372-192	119744	Jaeger Carl Hermann, a Leipzig (Germania)	Procédé pour raréfier et comprimer l'air et les gaz à l'aide de liquide mis en mouvement par une roue à action centrifuge. (Privativa 24 febbraio 1911, n. 335[20)	12 agosto »	1
29	373-61	119880	Marchi Guglielmo e Brunetti Augusto, a Firenze	Camera di combustione o esplosione, multicellulare ad aspirazione automatica, per turbine a gas ed altri usi. (Privativa 10 febbraio 1911, 334[63)	11 settembre »	2
25	372-195	119793	Maschinenfabrik Rockstroh & Schneider Nachf. A. G., a Dresden (Germania)	Appareil protecteur pour presse mécanique à cylindres. (Privativa 9 novembre 1905, numero 215[11)	11 id. »	9
27	372-236	119834	Sauerstoff Industrie Aktiengesellschaft, a Berlino	Perfezionamenti negli apparecchi destinati alla produzione di aria liquida. (Privativa 10 novembre 1905, n. 215[41)	13 id. »	9
20	371-245	119361	Saugey Marc, a Vernier (Svizzera)	Appareil réducteur automatique de pression. (Privativa 9 aprile 1909, n. 283[188)	16 agosto »	1

ATTESTATO			TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa o dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale				
			VI. Strade ferrate e tramvie.			
			Attestati di privativa.			
27	373-11	120211	Block Ingwer, a Berlino	Assemblage de jointes de rails	22 settembre 1911	6
18	371-211	120914	Bucci Luciano, a Sestri Ponente (Genova)	Mantice metallico per veicoli ferroviari intercomunicanti	4 novembre »	2
28	373-38	121300	Dalén Gustaf, a Stockholm	Signaux pour chemins de fer. (Rivendicazione di priorità dal 27 maggio 1911. — Svezia)	23 id. »	15
17	371-195	120887	De Braam Jacque Pierre, a Parigi	Mécanisme de déclanchement pour l'actionnement d'appareils automatiques avertisseurs-indicateurs pour l'arrêt des trains devant un signal fermé. (Rivendicazione di priorità dal 10 novembre 1910 — Francia, brevetto n. 422376)	3 id. »	3
17	371-196	120888	Lo st sso	Dispositif pour l'application aux réseaux à double voie et plus particulièrement aux réseaux à voie unique des appareils automatiques avertisseurs-indicateurs pour l'arrêt des trains devant un signal fermé. (Rivendicazione di priorità dal 10 novembre 1910 — Francia, brevetto n 422377)	3 id. »	3
17	371-197	120889	Lo stesso	Dispositif pour le montage, sur les locomotives, des appareils de sécurité pour l'arrêt des trains devant des signaux fermés. (Rivendicazione di priorità dal 9 febbraio 1911 — Germania)	3 id. »	3
31	373-161	121517	Dehn Arthur, a Bruxelles	Boîte à graisse pivotante pour essieux de véhicules	2 dicembre »	6
21	372-37	120984	Flood John Henry, a Bridgeport, Connecticut (S. U. d'America)	Traverse en béton armé avec dispositif de fixation des rails	10 novembre »	6
18	371-226	120899	Gallay Jean, a Ginevra (Svizzera)	Dispositif pour l'éclairage de trains, automobiles et autres véhicules	4 id. »	1
23	372-133	121030	Henschel & Sohn (Ditta), a Kassel (Germania)	Mode de support ou de montage des arbres pour vehicules de chemins de fer	13 id. »	6
27	373-1	118912	Hermann Heinrich Boker & C. (Ditta), a Remscheid	Perfectionnements dans les châssis pivotés pour véhicules de chemins de fer et similaires	11 luglio »	6
17	371-177	120810	Melaun Oscar, a Berlino	Assemblage de joints de rails par coussinets éclisses	18 ottobre »	6

ATTESTATO			TITOLARE	TITOLO	Data del deposito	
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	attuale della privativa	della invenzione o scoperta	della domanda	durata della privativa e del prolungamento
22	372-72	119887	Oesterreichische Daimler Motoren Aktiengesellschaft, a Wiener Neustadt (Austria)	Dispositivo per impedire il movimento di serpeggiamento dei carri rimorchiati dai treni a trazione meccanica	11 settembre 1911	6
23	372-135	121045	Perfler Theodor, a Budapest	Perfezionamenti nelle serrature per i sacchi-valori e le porte dei veicoli ferroviari. (Rivendicazione di priorità dal 14 novembre 1910 — Ungheria)	14 novembre »	1
24	372-178	121252	Società torinese Automobili Elettrici, a Torino	Disposizione per l'avviamento e la regolazione della velocità dei veicoli automotori elettrici	26 ottobre »	3
24	372-152	118850	Sturgis Manley Edwin, a New York	Système de transport électrique perfectionné	3 luglio »	15
25	372-220	121153	Vitulli-Montaruli Giuseppe, a Palermo	Piastra di guardia per vagoni ferroviari a scartamento variabile	11 novembre »	3
29	373-84	121259	Watson Cecil, a Londra	Appareil combiné de choc et de traction pour voitures de chemin de fer et autre materiel roulant. (Rivendicazione di priorità dal 17 novembre 1910 — Gran Bretagna)	28 ottobre »	6
29	373-91	120422	Zappelli Pietro, a Cremona	Giunzione speciale delle rotaie	4 id. »	1
			Attestati completivi.			
31	373-179	119307	Goldschmidt Th. (Ditta), a Essen a[R. (Germania)	Dispositivo per il drizzamento e la compressione di due estremità di rotaie l'una contro l'altra a scopo di saldatura autogena a giunto piatto. (Privativa 27 settembre 1910, n. 322[216). (Rivendicazione di priorità dal 28 settembre 1910 — Germania)	11 agosto 1911	—
31	373-177	119119	Willison John, a Derby (Gran Bretagna)	Perfectionnements aux mécanismes d'attelage automatiques pour wagons de chemins de fer. (Privativa 5 febbraio 1912, n. 361[140). (Rivendicazione di priorità dal 16 giugno 1911 — Germania)	8 luglio »	—
			Attestati di prolungamento.			
24	372-162	118197	Cumont Ferdinand e Compagnie des Signaux Électriques pour Chemins de Fer, a Parigi	Dispositif d'autorisation de remise à voie libre pour signaux de block mécanique. (Privativa 18 giugno 1909, n. 287[213)	19 giugno 1911	12
24	372-163	118198	Gli stessi	Serrure électrique pour enclenchement à distance pour signaux de chemins de fer et autres. (Privativa 3 luglio 1909, n. 288[222)	19 id. »	12
18	371-204	119310	Schneider & C.ie (Società), a Le Creusot (Francia)	Chaudière à tubes d'eau pour locomotives. (Privativa 21 aprile 1909, n. 284[78)	11 agosto »	6
31	373-150	119997	Société Française des Wagons Aérothermiques, a Parigi	Système de réfrigeration pour wagons. (Privativa 15 aprile 1909, n. 284[8)	22 settembre »	12

ATTESTATO			TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa e dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale				
			VII. **Carrozzeria e veicoli diversi.**			
			Attestati di privativa.			
18	371-212	120916	Arrigoni Carlo, a Lecco (Como)	Freno a quattro ceppi funzionanti contemporaneamente	8 novembre 1911	1
29	372-26	121429	Bertolo Gino, a Maniago e Calligaro Eugenio, a Fauna (Udine)	Fanalino elettrico specialmente adatto per biciclette	5 dicembre »	1
30	373-139	121486	Ceirano Giovanni, a Torino	Ruota smontabile a chiave di sicurezza per automobili	11 novembre »	1
23	372-134	121031	Eperjesy Imre, Bajusz Josef e Baranyi Antal, a Temeswar (Ungheria)	Cuirasse pour bandages élastiques de roues	13 id. »	6
30	373-135	121458	Fabbrica di molle e accessorî per ruotabili, a Torino	Ammortizzatore per veicoli automotori	3 id. »	3
22	372-101	121053	Fabiani Pietro, a Quarto dei Mille (Genova)	Freno pneumatico salvagomme per automobili e veicoli in genere	8 id. »	3
23	372-127	121201	Hurdman Allan Graham, a Denver, Colorado (S. U. d'America)	Verrouillage de sûreté pour les soupapes de sortie de réservoirs à liquides	21 ottobre »	1
22	372-95	121022	Kreibich Reinhold, a Zittau, Sassonia (Germania)	Dispositif empêchant les automobiles de soulever la poussière	14 novembre »	1
28	373-56	121378	Maini Edoardo, a Roma	Ruota a molla per automobili	30 id. »	1
18	371-239	120948	Mercanton Charles, a Clarens (Svizzera)	Protecteur antidérapant pour bandages élastiques de roues. (Rivendicazione di priorità dal 14 febbraio 1911 — Svizzera)	12 ottobre »	3
30	373-122	121427	Milan Luigi e Milan Vittorio, a Portogruaro (Venezia)	Ruota elastica ad aria compressa fra due cerchioni al posto dei gavelli	4 dicembre »	1
24	372-159	121047	Moore Robert Alexander, a New-York (S. U. d'America)	Perfezionamenti nei dispositivi per impedire lo slittamento degli automobili	14 novembre »	6
29	373-82	121200	Nazzaro & C., (Ditta), a Torino	Marmitta di scarico per veicoli automobili azionati da motore a scoppio, combinata con dispositivo per lo scappamento libero disposto internamente ad essa	21 ottobre »	3
28	373-41	121310	Noulez Arthur Maxim, a Parigi	Indicateur de direction pour voitures	17 novembre »	3
25	372-225	121320	Appizzi Pietro, a Milano	Boccola con cuscinetti in materia lubrificante	20 id. »	1

ATTESTATO			TITOLARE	TITOLO	Data del deposito	durata della privativa e dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	attuale della privativa	della invenzione o scoperta	della domanda	
30	373-137	121474	Pozzi Giovanni, a Torino	Arcione perfezionato	8 novembre 1911	3
29	373-93	121381	Pybus Richard Hubert e Pybus Edgard Montagne, a Derby (Gran Bretagna)	Processo per produrre nei tubi dei cerchioni o in spazi simili una materia spugnosa molleggiante	30 id. »	6
31	373-184	121529	Ravigneaux Pol, a Neuilly-sur-Seine (Francia)	Changement de vitesse	4 dicembre »	2
25	372-210	121174	Salzmann & C. (Ditta), a Cassel (Germania)	Processo per la fabbricazione di coperture di caucciù per cerchioni da ruote di automobili	21 novembre »	2
20	372-12	120692	Santandrea Orlando Giovanni, a Roma	Custodia per impedire le frodi in qualsiasi tipo di tassametro	10 id. »	3
24	372-160	121127	Sassi Enrico, a Roma	Nuovo sistema di sospensione pneumatica o pneu-meccanica per veicoli d'ogni genere	18 id. »	2
25	372-205	121168	Scharf II Johann Adam, a Eppertshausen (Germania)	Pompa meccanica ad aria per rigonfiare i pneumatici durante il cammino	21 id. »	1
27	373-14	121185	Scheri Ennio, a Roma	Carrozza auto-elettrica	18 id. »	1
27	372-244	121183	Schober Waldemar, a Gross Ronninten, Steinbacher Albert, a Eydtkumen e Schattaner Friedrich, a Gross Waringkem (Germania)	Ferro da cavallo senza chiodi	21 id. »	1
29	373-73	121401	Storero Garage, sede di Genova, a Genova	Ammortizzatore di scosse per automobili	24 id. »	1
29	373-74	121402	Lo stesso	Comando a piede per scappamento libero	24 id. »	1
23	372-124	121099	Weilwerke G. m. b. H., a Francoforte s|M (Germania)	Procédé d'assemblage des éléments de cadres de bicyclettes	17 id. »	6
23	372-150	121231	Zanfrini Battista, a Gorla Primo (Milano)	Freno a nastro applicabile al mozzo delle ruote di carri, carrozze, ecc.	16 id. »	3
25	372-217	121144	Zara Augusto, a Mira (Venezia)	Ruota pneumatica « Zara » per veicoli diversi	14 id. »	3
			Attestati completivi.			
30	373-109	119089	Ducasble Alfred e Neuilly-sur-Seine e Ducasble Paul, e Annemasse (Francia)	Bandage èlastique de roue de véhicule. (Privativa 13 maggio 1911, n. 340|124)	13 luglio 1911	—
20	373-107	118522	Marchesi Alfonso, a Monteveglio (Bologna)	Ruota elastica per biciclette, motociclette, velocipedi e veicoli in genere. (Privativa 6 dicembre 1911, n. 355|103)	1 id. »	—

ATTESTATO			TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa e dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale				
			Attestati di prolungamento.			
17	371-162	119249	Automobil fabrik Turicum A. G., a Uster (Svizzera)	Trasmissione a frizione per automobili. (Privativa 21 ottobre 1905, n. 213[170)	28 luglio 1911	9
31	373-149	119996	Barnfather Robert, a Londra	Appareil pour le gonflement des bandages pneumatiques des véhicules routiers. (Privativa 1° giugno 1911, n. 342[19)	19 settembre »	5
17	371-166	119253	Dombret Émile, a Bordeaux (Francia)	Dispositif de groupement des organes, moteurs embrayage changement de vitesse et de marche pour véhicules automobiles. (Privativa 20 ottobre 1905, n. 213[159)	29 luglio »	1
17	371-167	119254	Fabbrica Italiana Automobili F. I. A. T., a Torino	Moderatore d'oscillazioni per automobili. (Privativa 16 ottobre 1905, n. 213[113)	19 id. »	3
23	372-116	119714	Papone Demetrio, a Roma	Ruota scomponibile. (Privativa 18 febbraio 1911, n. 334[175)	9 settembre »	1
18	371-201	118718	Tribuzio Catello, a Torino	Nuova sella per velocipedi ed altri veicoli a sedili mobili a sfere. (Privativa 11 settembre 1909, n. 291[211)	28 giugno »	3
31	373-145	119992	Turner Harry Coburn, a Los Angeles (S. U. d'America)	Embrayage à disques amortisseur de chocs pour véhicules. (Privativa 28 luglio 1910, n. 318[183)	19 settembre »	1
			VIII. Navigazione ed aeronautica. *Attestato di privativa.*			
21	372-53	121086	Angelini Oreste, a Roma	Propulsione delle navi con spinta diretta	16 novembre 1911	1
24	372-176	121248	Electric Boat Company, a New York (S. U. d'America)	Gouvernail de plongée pour bateaux sous-marins submersibles et analogues. (Rivendicazione di priorità dal 12 novembre 1910 — Stati Uniti d'America — G. Davidson)	24 ottobre »	15
31	376-156	121479	Gounouilhou Marcel, a Bordeaux (Francia)	Système de propulsion pour navires à l'aide de roues. (Rivendicazione di priorità dal 19 novembre 1910 — Francia)	10 novembre »	3
21	372-35	120972	Hassenbach Hermann, a Danzig-Langfuhr (Germania)	Dispositif de commande pour ailes battantes	30 ottobre »	6
21	372-69	120960	Pegna Giovanni e Pegna Mario, a Firenze	Dispositivo e sistema per la stabilità automatica e comandata degli aeroplani	4 novembre »	3
23	372-144	121205	Stark Emil Gustav, a Altchemnitz presso Chemnitz (Germania)	Perfezionamenti nei corpi galleggianti e di salvataggio	22 id. »	6
20	372-1	120952	Trémoulière Pierre, a Parigi	Hélice-toupie pour navires. (Rivendicazione di priorità dal 21 ottobre 1910 — Francia)	14 ottobre »	6
28	373-34	121279	Vavasour William Edward Joseph, a Londra	Perfectionnements dans les machines volantes	16 novembre »	6

ATTESTATO			TITOLARE	TITOLO	Data del deposito	durata della privativa e dei prolungamenti
Gi. rno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	attuale della privativa	della invenzione o scoperta	della domanda	
18	371-228	120903	Wiles William Francis, Macleod Thomas e Wiles Frederik William, a Brisbane Queensland (Australia)	Aéroplane perfectionné. (Rivendicazione di priorità dal 1° dicembre 1910 — Australia, brevetto n. 20097)	4 novembre 1911	6
			Attestati di prolungamento.			
22	372-89	119334	Bibolini Giovanni Battista, a Genova	Sistema di rifornimento di carbone ai grandi piroscafi. (Privativa 30 gennaio 1911, numero 333[106)	5 settembre 1911	1
28	373-27	119866	Cardosa Giovanni, a Roma	Nuovo propulsore per navi. (Privativa 22 gennaio 1907, n. 240[14)	16 id. »	10
31	373-144	119991	Jelpo Nicola a Roma	Perfezionamenti nei sollevatori sottomarini. (Privativa 18 febbraio 1909, n. 281[65)	19 id. »	3
25	372-194	119780	Monitor Shipping Corporation Limited (Società), a Newcastle-on-Tyne (Gran Bretagna)	Perfectionnements apportés aux navires. (Privativa 19 settembre 1905, n. 211[215)	28 agosto »	9
15	371-169	119303	Ricaldoni Ottavio e Crocco Gaetano Arturo, a	Sistema di costruzione di superfici piane o curve rivestite di stoffa per usi aeronautici. (Privativa 23 marzo 1909, n. 282[184)	10 id. »	5
28	373-22	119854	Sbordoni Ettore, a Genova	Sistema di zatteroni di cemento armato a galleggianti sommergibili per fondazioni subacquee. (Privativa 26 dicembre 1908, numero 279[9)	7 settembre »	3
			IX. **Elettrotecnica.**			
			Attestati di privativa.			
22	372-78	121093	Brown Boveri & C. Aktiengesellschaft, a Baden (Svizzera)	ispositivo applicabile ai trasformatori per impedire la decomposizione dell'olio per effetto dell'ossigeno atmosferico. (Rivendicazione di priorità dal 17 dicembre 1910 — Svizzera)	2 novembre 1911	6
23	372-148	121226	Ceriali Riccardo, a Monza (Milano)	Motore trifase a collettore	15 id. »	3
28	373-52	121369	Gallay Jean, a Genève (Svizzera)	Régulateur automatique pour dynamos shunts	30 id. »	3
29	373-71	121399	Graham Edward Alfred, a Londra	Système d'appareil téléphonique	25 id. »	6
24	372-172	121230	Hahn Adamo, a Milano	Interruttore automatico di massima che ristabilisce il circuito dopo un certo tempo, ad uso di limitatore di corrente	16 id. »	3
22	372-76	120937	Hensemberger Ernesto, a Monza	Sistema di ventilazione durante la carica degli accumulatori elettrici per sommergibili, locomotive, automobili e simili	27 ottobre »	3
21	372-54	121090	Lenner Raffaello, a Roma	Sistema d'impianti elettrici incombustibili	16 novembre »	1
22	372-100	121040	Matthiesen Christophe, a Gut-Fahrenstedt (Germania)	Avertisseur électrique d'incendie	14 id. »	1

ATTESTATO Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa e dei prolungamenti
18	371-238	120945	Omodeo Salé Luigi, a Torino	Dispositivo per mettere fuori tensione una linea elettrica ad alto potenziale appena abbia luogo la rottura del conduttore	10 novembre 1911	3
29	373-75	121405	Pedrazzini Arturo, a Verona	Scaricatore, sistema « Pedrazzini »	28 id. »	3
30	373-121	121199	Siemens Schuckert Werke Gesellschaft mit beschränkter Haftung, a Berlino	Disposizione per la messa in circuito di survoltrici	21 ottobre »	5
31	373-153	121475	La stessa	Inseritore per mettere gradualmente in circuito dei gruppi di elementi usando elementi ausiliari	9 novembre »	5
23	372-131	120953	Società nazionale delle Officine di Savigliano, a Torino	Nuovo tipo di palo a traliccio per linee elettriche	16 ottobre »	3
31	373-155	121478	La stessa	Dispositivo di comando a potenziale variabile di due motori elettrici	9 novembre »	3
18	371-216	120941	Société d'électricité Mors, a Parigi	Mât téléscopique. (Rivendicazione di priorità dal 13 ottobre 1910 — Francia)	9 ottobre »	3
28	373-31	120661	Western Electric italiana, Società anonima, a Roma	Système semi-automatique pour les intercommunications téléphoniques	20 id. »	6
			Attestati completivi.			
31	373-172	119002	Automatic Electric Company, a Chicago, Illinois (S. U. d'America)	Installazione telefonica a funzionamento automatico o semi-automatico. (Privativa 30 luglio 1910, n. 318/219)	25 luglio 1911	—
30	373-106	117727	Brown, Boveri & C., Aktiengesellschaft, a Baden (Svizzera)	Mode d'excitation des machines d'induction. (Privativa 5 giugno 1911, n. 342/107)	13 giugno »	—
			Attestati di prolungamento.			
29	373-64	119902	Auvert Louis René e Ferrand Alphonse François Ernest, a Parigi	Dispositif permettant de supprimer presque complètement les flux parasites dans les transformateurs rotatifs sans entrefer convertissant des courants alternatifs monophasés et poliphasés en courant continu. (Privativa 25 marzo 1909, n. 282/222)	11 settembre 1911	1
29	373-65	119905	Bardeloni Cesare, a Roma	Risuonatore aereo per ricevimento sinfonico radiotelegrafico. (Privativa 8 maggio 1909, n. 285/90)	18 id. »	3
20	371-250	119478	Goldschmidt Rudolf, a Darmstad (Germania)	Procédé de production de courants de haute fréquence pour la télégraphie et la téléphonie sans fils. (Privativa 9 settembre 1911, n. 348/111)	5 agosto »	1
22	372-81	119560	Poulsen Waldemar, a Copenaghen	Ricevitoria per telegrafia sensa fili. (Privativa 27 ottobre 1905, n. 214/44)	30 id. »	6
30	373-118	119943	Société d'appareillage Électrique industrielle, a Ginevra (Svizzera)	Interrupteur électrique facilement démontable. (Privativa 30 novembre 1905, n. 216/121)	30 id. »	6

ATTESTATO			TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	Durata della privativa e dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale				
23	372-113	119722	Weil L. & Reinhardt, a Mannheim (Germania)	Manicotto di collegamento per tubi protettori per cavi. (Privativa 29 aprile 1909, numéro 284[207)	6 settembre 1911	1
			X. Meccanica minuta e di precisione, strumenti scientifici e strumenti musicali.			
			Attestati di privativa.			
20	372-3	120965	Aeolian Company, a New York (S. U. d'America)	Perfectionnements aux instruments de musique mécaniques	28 ottobre 1911	15
20	372-4	120966	La stessa	Perfectionnements aux instruments de musique actionnés mécaniquement	28 id. »	15
20	372-5	120967	La stessa	Perfectionnements aux enregistreurs de gramophone et autres machines parlantes	28 id. »	15
20	372-18	121006	La stessa	Perfectionnements aux instruments musicaux mécaniques	3 novembre »	15
28	373-35	121289	La stessa	Perfectionnements aux instruments musicaux mécaniques	18 id. »	15
28	373-59	121386	La stessa	Perfectionnements aux instruments musicaux mécaniques pour en jouer	22 id. »	15
29	373-87	121290	La stessa	Procédé pour confectionner les enregistreurs pour instruments musicaux mécaniques	18 id. »	15
27	373-4	121108	Allgemeine Elektricitäts Gesellschaft, a Berlino	Dispositivo di segnalazione applicabile ad orologi nei quali ad intervalli stabiliti, mediante un congegno di leve o di ruote, un disco di segnalazione viene ruotato di un determinato angolo. (Rivendicazione di priorità dal 10 novembre 1910 — Germania, brevetto n. 235905)	9 id. »	6
21	372-32	120954	Cervenka Emanuel, a Parigi	Stéréo-cinématographe	16 ottobre »	3
21	372-31	120933	Danmain Eugène, a Orléans (Francia)	Balance-romaine	26 id. »	6
21	372-39	121009	Fischer Alex, a Londra	Perfectionnements aux machines parlantes	3 novembre »	6
30	373-130	121452	Hasselkus John William e Stuart John, a Londra	Perfectionnements dans les périscopes et appareils analogues. (Rivendicazione di priorità dal 18 novembre 1910 — Gran Bretagna)	3 id. »	15
22	372-71	117719	Hodgkinson Thomas Gerald, a Congleton, Cheshire (Gran Bretagna), e Hodgkinson William, a Calcutta (India)	Perfectionnements aux appareils indicateurs de la direction d'où vient le son. (Rivendicazione di priorità dal 17 novembre 1910 — Gran Bretagna)	12 giugno »	6
17	371-194	120886	Optische Anstalt C. P. Goerz Aktiengesellschaft, a Berlino-Friedenau (Germania)	Télémètre à base avec prisme d'oculateur combiné et revitement reflécteur ou miroir dans le plan de contact des prismes. (Rivendicazione di priorità dal 9 novembre 1910 — Germania)	3 novembre »	3

ATTESTATO			TITOLARE	TITOLO	Data del deposito	durata della privativa e dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	attuale della privativa	della invenzione o scoperta	della domanda	
20	372-13	120995	Optische Anstalt C. P. Goerz Actiengesellschaft, a Berlino-Friedenau (Germania)	Télémètre à coincidence.(Rivendicazione di priorità dal 22 novembre 1910 — Germania)	13 novembre 1911	6
15	372-207	121171	La stessa	Téléscope à image circulaire. (Rivendicazione di priorità dal 5 dicembre 1910 — Germania)	21 id. »	6
18	371-227	120902	Hoyet Etienne, a Ybor City, Florida (S. U. d'America)	Perfectionnements aux appareils totalisateurs à centralisation automatique	4 id. »	6
22	372-93	120203	Quartodipalo Luigi e Quartodipalo Riccardo, a Firenze	Apparecchio che fa vedere le immagini proiettate nello spazio	26 settembre »	1
30	373-129	121451	Rosing Boris, a St.-Pétersbourg (Russia)	Procédé de transmission électrique d'images lumineuses à distance	2 novembre »	15
27	373-19	122725	Siepi Giulio, a Roma	Perfezionamenti negli apparecchi distributori automatici	27 gennaio 1912	1
21	372-52	121065	Trespioli Gino e Trespioli Fausto, a Milano	Votometro « Trespioli », macchina per raccogliere, registrare e totalizzare i voti	6 novembre 1911	3
28	373-46	121350	Universaluhr Gesellschaft mit beschränkter Haftung, a Schöneberg-Berlino	Orologio a pendolo elettrico	27 id. »	5
27	373-10	121161	Zeiss Carl, a Jena (Germania)	Vene de lunettes (besicles) grossissantes composé d'un membre convergent simple placé à l'avant, et d'un membre divergent disposé à l'arrière. (Rivendicazione di priorità dal 2 dicembre 1910 — Germania)	20 id. »	6
17	371-173	120793	Zivicky Jakob, a Langgass, St. Gallen (Svizzera)	Tachéomètre	28 ottobre »	1
			Attestati completivi			
31	373-180	119335	Doccetti Silvio, a Cagliari	Apparecchio per eseguire proiezioni cinematografiche e fisse mediante i raggi del sole. (Privativa 27 luglio 1909, n. 290[70)	9 agosto 1911	—
31	373-173	119004	Fischer Alex, a Londra	Perfectionnement aux tubes résonnants au dispositif amplificateurs dans les machines parlantes et analogues. (Privativa 11 settembre 1911, n. 348[133)	25 luglio »	—
			Attestati di prolungamento			
30	373-114	119928	Bernovits Victor, a Kassa (Ungheria)	Machine pour le calcul des intérêts. (Privativa 21 gennaio 1911, n. 332[150)	21 settembre 1911	1
29	373-63	119894	C. G. S. Società Anonima per istrumenti Elettrici, già C. Olivetti & C., a Milano	Dispositivo integratore e registratore per apparecchi elettrici di misura. (Privativa 21 giugno 1909, n. 288[9)	9 id. »	3
27	372-231	119826	Compagnie pour la fabrication des Compteurs et Materiel d'usines à Gaz, a Parigi	Compteur à gaz pour grandes volumes. (Privativa 19 ottobre 1903, n. 177[196)	7 id. »	1

ATTESTATO			TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa e dei prolungam.
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale				
22	372-83	119562	National Meter Company, a New-York	Perfectionnements apportés aux compteurs. (Privativa 24 novembre 1908, n. 216[26)	31 agosto 1911	3
29	373-62	119892	Olivetti C. & C. (Ditta), a Ivrea (Torino)	Macchina da scrivere. (Privativa 2 aprile 1909, n. 283[108)	9 settembre »	3
24	372-169	119739	Pergolizzi Edoardo, a Napoli	Modifica alla macchina di grammofoni per farli agire con movimento a molla e con movimento elettrico. (Privativa 19 aprile 1910, n. 310[33)	7 id. »	3
18	371-202	119308	Schuetti Edwin e Dedrick Nichola, a Manitowa, Wix. (S. U. d'America)	Bussola registratrice perfezionata. (Privativa 11 maggio 1909, n. 285[114)	11 agosto »	2
21	372-45	119549	Tobias Charles, a Budapest	Perfectionnements apportés aux balances et instruments de mesure spéciaux pour l'électricité, notamment en comportant application (Privativa 14 marzo 1911, numero 336[82)	28 id. »	1
24	372-170	119742	Vereinigte Uhren-Fabriken von Gebrüder Junghans und Thomas Haller A. G., a Schramberg, Würtemberg (Germania)	Disposition de marteau pour horloges à sonnerie. (Privativa 15 febbraio 1911, numero 234[142)	19 id. »	1
25	372-191	119743	La stessa	Dispositif pour la fixation de matière lumineuse dans les organes indicateurs d'horloges ou autres appareils. (Privativa 11 febbraio 1911, n. 334[89)	19 id. »	1
29	373-68	119913	Zeiss Carl (Ditta), a Jena (Germania)	Miroir concave en verre pour projecteurs, phares, etc. (Privativa 2 settembre 1905, n. 210[207)	18 settembre »	9
			XI. Armi e materiali da guerra, da caccia e da pesca. *Attestati di privativa.*			
17	371-192	118999	Berg Carl Aktiengesellschaft, a Eveking (Germania)	Capsule per cariche di fucile, cartuccie e simili in lamiera placcata di alluminio. (Importazione brevetto germanico, n. 236970 del 23 maggio 1908)	21 luglio 1911	6
27	372-12	121115	Bräuning Karl August, a Herstal (Belgio)	Fusil automatique à canon fixe et à fermeture verrouillée	9 novembre »	6
22	372-91	119847	Claessen Conrad, a Berlino	Processo per preparare polvere di nitro-glicerina-nitrocellulosa con poco fumo	14 settembre »	1
20	372-6	120973	Davis Cleland, a Washington	Appareil pour le tir de projectiles à bord des aéroplanes et dirigeables	30 ottobre »	6
28	373-43	121328	Dynamit Actien Gesellschaft vormals Alfred Nobel & C., a Hamburg (Germania)	Granate a mano a forma di disco. (Rivendicazione di priorità dal 24 aprile 1911. — Germania)	25 novembre »	1
20	372-16	120999	Essberger John Augustus, a Schöneberg (Germania)	Dispositif élévateur-transporteur de projectiles à bord des navires	31 ottobre »	6
28	373-47	121351	Guercke & Co. Gesellschaft mit Beschränkter Haftung, a Charlottenburg (Germania)	Pistola d'allarme	27 novembre »	3

ATTESTATO			TITOLARE	TITOLO	Data del deposito	durata della privativa
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	attuale della privativa	della invenzione o scoperta	della domanda	o dei prolungamenti
30	373-136	121473	Hale Frederick Marten, a Londra	Perfezionamenti ai proiettili. (Rivendicazione di priorità dal 27 febbraio 1911 — Gran Bretagna)	8 novembre 1911	6
17	371-178	120314	Hasek Jaroslav, a Vienna	Spoletta a vite	19 ottobre »	6
20	372-2	120961	Krupp Fried. Aktiengesellschaft, ad Essen a¡Ruhr (Germania)	Plateau d'appui pour affûts à roues empêchant la pénétration trop profonde de la crosse d'affût dans le sol. (Rivendicazione di priorità dal 16 agosto 1911 — Germania, modello d'uso)	6 novembre »	15
21	372-33	120962	La stessa	Dispositif automatique de réglage des fusées	6 id. »	15
29	373-79	121430	La stessa	Bouche à feu et son Chariot. (Rivendicazione di priorità dal 3 febbraio 1911 — Germania)	24 id. »	15
30	373-123	121431	La stessa	Bouche à feu susceptible d'être divisée en un tube d'âme et une jaquette et son chariot. (Rivendicazione di priorità dal 1° febbraio 1911 — Germania)	24 id. »	15
20	372-23	121096	Mills Equipment Company Limited, a Londra	Perfectionnements aux équipements militaires	17 id. »	6
20	372-24	121097	La stessa	Perfectionnements aux équipements militaires	17 id. »	6
20	372-14	120996	Müller Deutschmann Adolf e Ströh Detlef, a Eltville (Germania)	Arme à feu	13 id. »	1
23	372-142	121054	Piomelli Antonio, a Genova	Processo di fabbricazione di piastre di corazza e relativa attrezzatura	8 id. »	3
27	372-246	121187	Rheinische Metallwaaren und Maschinenfabrik, a Düsseldorf-Derendorf (Germania)	Bouche a feu à recul du canon dans laquelle le recul provoque l'avancement d'autres viganes	18 ottobre »	15
27	372-241	121166	Schneider & C. (Società), a Le Creusot (Francia)	Dispositif supprimant le frottement de la visculasse dans son écrou pendant la majeure partie du vissage et du dévissage. (Rivendicazione di priorità dal 19 gennaio 1911 — Francia)	20 novembre »	6
28	373-54	121373	La stessa	Culasse à vis à filets continus. (Rivendicazione di priorità dal 3 dicembre 1910 — (Francia)	30 id. »	6
20	373-89	121364	La stessa	Mécanisme de commande au moteur et à bras pour culasses de bouches à feu et autres applications. (Rivendicazione di priorità dal 1° dicembre 1910 — Francia)	29 id. »	6
22	372-98	121040	Semple John B. C° Limited, a Londra	Perfezionamenti nei proietti	14 id. »	6

ATTESTATO			TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa o del prolungamento
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale				
31	372-162	121518	Smith William Davis, a Washington (S. U. d'America)	Perfectionnements apportés aux pièces d'artilleries	2 dicembre 1911	6
24	372-185	121244	Viarengo Emilio, a Genova	Spoletta a ritardo di scoppio con doppio congegno di sicurezza	17 novembre »	1
			Attestati completivi.			
30	373-108	119057	Società Schneider & C.ie, a Le Creusot (Francia)	Dispositif de sécurité pour fusées percutantes. (Privativa 2 febbraio 1911, n. 361[101). (Rivendicazione di priorità dal 10 febbraio 1911. — Francia)	1 agosto 1911	—
			Attestati di prolungamento.			
20	371-211	119313	Claessen Conrad, a Berlino	Processo per aumentare la forza perforante o dirompente di spolette e cariche di granate e torpedini. (Privativa 2 settembre 1905, n. 210[206)	12 agosto 1911	1
20	371-242	119346	Lo stesso	Processo per la preparazione di polvere senza fumo. (Privativa 26 ottobre 1906, n. 234[50)	12 id. »	1
23	372-113	119667	Cummings Hénry Havelocx, a Malden (S. U. d'America)	Appareil pour le tir à la cible. (Privativa 19 agosto 1904, n. 192[172)	10 luglio »	6
21	372-46	119550	Fischer William Chamberlain, a Middletown Connecticut (S. U. d'America)	Cartucciera. (Privativa 7 aprile 1909, n. 283[160)	28 agosto »	1
28	373-23	119357	Krupp Fried. Aktiengesellschaft Grusonverk, a Magdeburg Buckau (Germania)	Mécanisme d'extraction et d'expulsion des douilles des cartouches dans les armes à feu. (Privativa 23 ottobre 1905, n. 213[175)	7 settembre »	6
28	373-24	119858	La stessa	Arme à feu automatique. (Privativa 18 ottobre 1905, n. 203[144)	7 id. »	6
28	373-25	119859	La stessa	Mécanisme de détente du percuteur dans les armes à feu. (Privativa 19 ottobre 1905, n. 213[145)	7 id. »	6
28	373-26	119860	La stessa	Mécanisme d'alimentation des cartouches pour armes à feu automatiques. (Privativa 19 ottobre 1905, n. 213[146)	7 id. »	6
17	371-161	118857	Lohay Charles George, a Puteaux (Francia)	Dispositif permettant de transmettre et d'exécuter à distance d'un poste central, les ordres de commande pour la manoeuvre d'une série de mécanismes tels que des hausses de bouches à feu, et de contrôler en ce même poste l'exacte exécution des dites manoeuvres de mécanismes tels que des hausses de bouches. (Privativa 29 marzo 1909, n. 286[153)	3 luglio »	6
17	371-170	119305	Schneider & C.ie (Società), a Le Creusot (Francia)	Dispositif permettant d'effectuer avec les canons à tir rapide, le tir dit de fauchage sans interruption des opérations de visée. (Privativa 17 aprile 1909, n. 284[39)	11 agosto »	6
18	371-205	119311	La stessa	Procédé et dispositif pour améliorer le rendement des moteurs de torpilles automobiles à air réchauffé. (Privativa 27 agosto 1909, n. 291[86)	11 id. »	6

ATTESTATO			TITOLARE	TITOLO	Data del deposito	durata della privativa e dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	attuale della privativa	della invenzione o scoperta	della domanda	
18	371-207	119314	Schneider & C ie (Società), a Le Creusot (Francia)	Dispositif d'affût pour bouches à feu tirant sous de grands angles de pointage verticale. (Privativa 4 ottobre 1909, n. 293[12)	11 agosto 1911	6
20	371-248	119415	Vickers Sons & Maxim Limited (Società), a Westminster Londra	Perfezionamenti nei cannoni automatici o mitragliere. (Privativa 8 novembre 1899, n. 114[177)	29 luglio »	3
25	372-199	119810	Waffenfabrik Mauser Aktiengesellschaft, a Oberndorf a[N. (Germania)	Dispositif pour le renforcement du recul applicable aux armes à chargement par le recul pourveus d'un canon glissant entouré d'une chemise. (Privativa 14 gennaio 1905, numero 199[91)	4 settembre »	1
21	372-48	119556	Webley & Scott Limited (Società), a Birmingham (Gran Bretagna)	Perfezionamenti nelle armi da fuoco automatiche. (Privativa 29 dicembre 1906, numero 238[60)	20 giugno »	5
			XII. Chirurgia, terapia e mezzi di protezione contro gli incendi ed altri infortuni.			
			Attestati di privativa.			
27	372-243	121179	Aktiebolaget Stille-Werner, a Stockholm	Appareil pour respiration artificielle	21 novembre 1911	6
27	372-249	121195	Bayer Metall-Industrie München Tobias Forster & C., a München, Baviera (Germania)	Robinetto di chiusura automatica con dispositivo di arresto	19 ottobre »	6
23	372-141	121039	Beth W. F. L. (Ditta), a Lübeck (Germania)	Dispositif pour nettoyer les filtres par secouement. (Rivendicazione di priorità dal 13 febbraio 1911 — Germania)	14 novembre »	6
31	373-166	121539	Dreuw Heinrich, a Berlino	Instrument de massage à pression d'eau. (Rivendicazione di priorità dal 14 dicembre 1910 — Germania)	5 dicembre »	6
21	372-55	121095	Feldmann Hermann, a Oberhausen (Germania)	Barella pieghevole per ammalati e simili	16 novembre »	1
24	372-187	121250	Filderman Léon, a Parigi	Etuve pour la stérilisation ou des buts analogues	26 ottobre »	3
20	372-15	120997	Lassablière Pierre, a Parigi	Procédé et appareil pour trouver la nourriture qu'il convient de donner aux jeunes enfants, en mesurant leur taille ou leur tour de poitrine. (Importazione brevetto francese n. 411334 del 7 gennaio 1910)	13 novembre »	3
17	371-171	120737	« Protector » Trocken-Feuerlöscher G. m. b. H., a Berlino	Procedimento per la fabbricazione di una polvere estintrice	27 ottobre »	1
27	373-17	121218	« Purofak » Gesellschaft Unternehmung zur Herstellung und zum Vertriebe von Anlagen nach System Purofak, Gesellschaft m. b. H., a Vienna	Apparecchio per l'aspirazione della polvere e simili. (Rivendicazione di priorità dal 23 novembre 1910 — Austria)	13 novembre »	6
27	373-20	123950	Sigurini Giuseppe, a Udine	Ventriera a doppia cintura	1 aprile 1912	3

ATTESTATO			TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	Durata della privativa e del prolungamento
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale				
24	372-177	121251	Società torinese automobili elettrici, a Torino	Sistema di innaffiamento stradale a spandimento uniforme proporzionale alla velocità di marcia del veicolo innaffiatore	ottobre 1911	3
27	372-247	121190	Sulzer frères (Ditta), a Winterthur (Svizzera)	Pompe centrifuge pour l'extinction d'incendies. (Rivendicazione di priorità dal 28 aprile 1911. — Germania)	28 aprile »	15
29	373-92	121375	Vacutor Staubsauger Gesellschaft mit beschränkter Haftung, a Berlino	Aspiratore di polvere azionabile a mano. (Rivendicazione di priorità dal 3 dicembre 1910. — Germania)	30 novembre »	6
23	372-126	121102	Viehmann Carl, a Oberkaufungen e Kratzenberg Johann, a Cassel (Germania)	Dispositivo per evitare infortuni con le seghe circolari	17 id. »	1
25	372-215	121130	Ziller Robert Lee, a Austin (S. U. America)	Dispositif pour empêcher les explosions de recipients à liquides explosifs	18 id. »	6
			Attestati di prolungamento.			
29	373-67	119907	Berlioz Fernand, a Parigi	Procédé et appareil pour la désinfection des objets de literie et autres et la destruction des parasites. (Privativa 3 agosto 1906, n. 229[172)	18 settembre 1911	3
30	373-115	119929	Lajoie Jules Paul, a Taverny (Francia)	Installation pour l'épuration des eaux industrielles. (Privativa 4 maggio 1909, numero 285[86)	20 id. »	12
			XIII. Costruzioni civili, stradali ed opere idrauliche.			
			Attestati di privativa.			
18	371-224	120896	Baumaterialien Aufzug G. m. b. H., a Düsseldorf (Germania)	Montacarichi per cantieri con armatura di sollevamento girevole nella posizione estrema superiore	3 novembre 1911	15
25	372-219	121151	Bianchi Girolamo, Zirottini Ernesto e Mazzucchelli Clemente, a Milano	Nuova tomba per cadaveri	11 id. »	3
25	372-228	121328	Ehlert Arthur Henry, a Swift Current, Saskatchewan (Canadà)	Persiana a scorrimento. (Importazione brevetto (S. U. d'America 1910, n. 997120)	21 id. »	6
28	373-58	121382	Garboli Antonio, a Roma	Sistema d'impalcature in cotto e cemento armato	30 id. »	1
29	373-77	121416	Giordani Rinaldo, a Bologna	Attacco *B* per ponti sospesi	4 dicembre »	15
23	372-145	121206	Gomiot George Louis François, a Dijon (Francia)	Procédé de construction des planchers creux en ciment armé	22 novembre »	3
22	372-97	121033	Günther Paul, a Berlino	Apparecchio per chiudere, aprire ed assicurare con chiavistello gli abbaini	13 id. »	1
25	372-218	121145	Odorico Odorico, a Milano	Processo di palificazione in cemento e simili	10 id. »	3

ATTESTATO Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa e dei prolungamenti
23	372-125	121101	Offenburger Glasmosaikwerke G. m b. H., a Offenburg (Germania)	Procédé pour produire des peintures à fresque et des ornements architecturaux peints, resistants aux influences atmosphériques. (Rivendicazione di priorità dal 25 aprile 1911. — Francia, brevetto n. 428920)	17 novembre 1911	6
18	371-240	120949	Pohlig Aktiengesellschaft, a Colonia Zollstock (Germania)	Dispositif de fermeture pour pellés automatiques ne se touchant pas dans leur position fermée. (Rivendicazione di priorità dal 25 ottobre 1910 — Germania, domanda Kraemer)	13 ottobre »	1
30	373-126	121439	Rusconi Carlo, a Milano	Perfezionamento ai metodi in uso per escavazione di pozzi trivellati, di sondaggi su terreni mobili, di pozzi per aereazione ed escavi per fondazioni	27 novembre »	6
22	372-108	121265	Savio Luigi, a Torino	Nuovo paletto a leva senza scatto	30 ottobre »	3
22	372-109	121266	Lo stesso	Paletto imbottito di ottone	30 id. »	3
			Attestati di prolungamento			
27	372-233	119828	Cannovale Giuseppe, a Genova	Trave rivestita di laterizio per la costruzione di solai monolitici a camera d'aria in cemento armato con elementi staccati e senza armatura in legno. (Privativa 20 febbraio 1909, n. 281[89)	7 settembre 1911	3
24	372-165	119727	Peter Anton, a Seckenheim, presso Mannheim (Germania)	Procédé pour la destruction du gazon et des herbes parasites des routes, allées, voies ferrés, etc. (Privativa 24 marzo 1910, numero 307[123)	6 id. »	1
31	373-148	119997	Piccda Giacomo, a Pegli (Genova)	Distributore d'acqua agli appartamenti con un solo tubo. (Privativa 16 maggio 1910, numero 312[163)	19 id. »	4
24	372-167	119737	Stickdorn Robert, a Düsseldorf (Germania)	Dispositivo di sciacquatura a camera d'aria per cessi, che rimane senz'acqua quando è adoperato. (Privativa 2 aprile 1910, n. 308[118)	7 id. »	1
			XIV. **Materiali laterizi, cementi, calci ed altri materiali da costruzioni.**			
			Attestati di privativa.			
21	372-36	120979	Frediani Cesira vedova Leonardi ed i propri figli Leonardi Leonardo, Emma, Maria, Lina, Ada ed Ernesta, a Milano	Pressa a rotazione continua per fabbricare tegole piane	31 ottobre 1911	1
22	372-80	121041	Hloch Franz, a Shönberg, Moravia (Austria)	Machine à comprimer les masses pâteuses et en particulier les mélanges d'asbeste et de ciment	14 novembre »	6
25	372-208	121172	Picha Edouard, a Gand (Belgio)	Procédé de fabrication de carreaux en ciment et autres calcaires. (Importazione brevetto germanico, n. 236923, del 6 agosto 1909)	21 id. »	1
24	372-174	121175	Union Westdeutsche Bauindustrie G. m. b. H., a Düsseldorf (Germania)	Lastra di gesso per pavimenti, muri e soffitti	21 id. »	1

ATTESTATO			TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	Durata della privativa o del prolungamento
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale				
23	372-132	121024	Wayss & Freytag Aktiengesellschaft, a Neustad a. d. H. (Baviera)	Machine à mouler des tuyaux ronds ou autres en béton, etc.	13 novembre 1911	6
			Attestati di prolungamento			
27	372-234	119830	Cannovale Giuseppe, a Genova	Nuovo tipo di tavelloni per costruzione di solai in cemento armato a camera d'aria. (Privativa 20 novembre 1906, n. 235[210)	7 settembre 1911	3
30	373-112	119924	Hetzer Otto, a Weimar (Germania)	Elemento costruttivo in legno a forma di trave a scompartimento. (Privativa 31 maggio 1911, n. 341[248)	21 id. »	1
			XV. **Vetri e ceramiche.**			
			Attestati di privativa			
25	372-212	120668	Von Medveczky Sigmund, a Budapest	Processo per la preparazione d'un composto avente la proprietà del vetro e della celluloide. (Rivendicazione di priorità dal 27 ottobre 1910 — Ungheria, brevetto n. 53510)	21 ottobre 1911	6
			XVI. **Illuminazione.**			
			Attestati di privativa.			
22	372-96	121032	Biavati Carlo, a Roma	Congegno per alzare ed abbassare lampade in generale	13 novembre 1911	1
18	371-235	120935	British Thomson-Houston Company Limited, a Londra	Processi ed apparecchi per il trattamento del metallo tungsteno, nella preparazione delle lampade ad incandescenza a filamento. (Importazione Gran Bretagna, brevetto numero 21513 del 28 settembre 1906)	26 ottobre »	6
29	373-86	121280	Heimann Arthur e Schäffer Walter, a Berlino	Lampe électrique à arc pour courant triphasé ou polyphasé	16 novembre »	6
29	373-97	121398	Larghi Ferdinando, a Milano	Dispositivo ed apparecchi per attacco diretto di riduttori a gruppi di lampade con comando a distanza	25 id. »	3
17	371-193	120885	Olso-Licht Gesellschaft Halbmayr & C., a Vienna	Appareil pour l'éclairage ou le chauffage au gaz dont la flamme est influencée par le développement continu de vapeurs comprimées de tout genre. (Rivendicazione di priorità dal 18 novembre 1910. — Austria)	3 id. »	6
28	373-39	121303	Picot Germain Frédéric, a Parigi	Appareil de sécurité pour conduites de gaz. (Rivendicazione di priorità dal 23 dicembre 1910. — Francia, brevetto n. 424909)	24 id. »	3
21	372-59	121123	Schier Wilhelm, a Linden presso Hannover (Germania)	Ammorzatore paraurti per becchi a gas ad accensione a distanza	18 id. »	6
24	372-154	120015	Société d'Éclairage, Chauffage et Force Motrice, a Parigi	Dispositif de cornues-moufles pour distiller la houille	13 settembre »	6
27	373-8	121150	Weiss Otto, a Wilmersdorf presso Berlino	Installation pour la fabrication de gaz pour l'éclairage, le chauffage et la cuisine, avec de l'air et des vapeurs d'hydrocarbures. (Rivendicazione di priorità dal 26 novembre 1910. — Germania)	10 novembre »	6

ATTESTATO Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	Durata della privativa e dei prolungamenti
			Attestati completivi.			
31	373-176	119112	Westinghouse Metallfaden Glühlampen Fabrik Gesellschaft m. b. H., a Vienna	Perfezionamenti relativi ai processi ed apparecchi per la preparazione di filamenti conduttori. (Privativa 23 novembre 1910, n. 328[13)	10 luglio 1911	—
			Attestati di prolungamento.			
19	371-164	119251	Compagnie pour la Fabrication des Compteurs et Matériel d'usines à Gaz, a Parigi	Nouveau dispositif de compteur à gaz à mesure invariable). Privativa 31 dicembre 1901, n. 146[201)	27 luglio 1911	1
29	373-69	119914	Di Stefano Antonio, a Roma	Disposizione per variare l'intensità luminosa delle lampade elettriche. (Privativa 12 aprile 1909, n. 283[207)	18 settembre »	1
31	373-147	119994	Ernst Julius Arnold Nachf (Ditta), a Dresden (Germania)	Sistema di recipiente di carburo per lampade ad acetilene. (Privativa 20 marzo 1911, n. 336[189)	19 id. »	1
30	373-113	119927	Galy Gaston, a Bois Colombes (Francia)	Surrogato di fiammiferi. (Privativa 26 aprile 1909, n. 284[150)	21 id. »	3
30	373-117	119936	Kuzèl Hans, a Baden presso Vienna	Procédé de fabrication des corps lumineux pour lampes électriques à incandescence. (Privativa 15 novembre 1905, n. 215[111)	29 agosto »	9
17	371-165	119252	Lafitte Joachim, a Biarritz (Francia)	Système d'éclairage intensif à grande portée per dispersion circulaire des rayons émanant d'un foyer lumineux. (Privativa 20 marzo 1909, n. 282[140)	27 luglio »	1
23	372-112	119651	Lecompte & Roy Société, a Parigi	Bec à gaz à cloche de réglage. (Privativa 13 luglio 1909, n. 289[147)	4 settembre »	3
			XVII. **Riscaldamento, ventilazione e apparecchi di raffreddamento.**			
			Attestati di privativa.			
27	372-242	121176	Aktiebolaget Elektrometal, a Stockholm	Procédé et four pour la réduction ou la fusion de minéral au moyen du courant électrique	21 novembre 1911	6
29	373-81	121198	Compagnie Française des Brevets Schaller, Schaller & Smidt, a Parigi	Apparecchio che assicura le combustione senza fumo e senza fuliggine dei gaz provenienti da focolari d'ogni natura	21 ottobre »	6
29	373-94	121383	Compagnie générale de Construction des Fours, a Parigi	Perfectionnements aux cornues verticales pour la carbonisation du charbon et autres usages	30 novembre »	3
23	372-137	121056	Disdier Enrique, a Malaga (Spagna)	Appareil sécheur plus spécialement destiné au séchage de substances collantes ou poisseuses	15 id. »	3
17	371-174	120797	Morani Fausto, a Roma	Perfezionamento nella costruzione dei forni elettrici	28 ottobre »	3
24	372-184	121243	Nichols Andrew Peter, a N. Seattle, King County, Washington	Appareil électrique pour le chauffage de l'eau	21 novembre »	6
29	373-72	121400	Lo stesso	pppareil électique pour le chauffage et la vaporisation de l'eau	21 id. »	6

ATTESTATO			TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa e dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale				
20	372-19	121014	Officina meccanica milanese Fano & Zilocchi, a Milano	Serpentina per raffreddare birra od altri liquidi	4 novembre 1911	3
21	372-56	121109	Prött Carl Heinrich, a Rheydt (Germania)	Dispositif pour pulvériser des liquides et humecter l'air	9 id. »	6
18	371-233	120923	Simeoni Giacomo, a Roma	Nuovo combustibile composto avente un numero di calorie uguale a quello dei carboni magri di prima qualità	9 id. »	1
23	372-140	121085	Shedlock James John, a Londra	Perfectionnements apportés à la fabrication de briquettes ou blocs de combustibles. (Rivendicazione di priorità dal 15 novembre 1910. — Gran Bretagna, brevetto n. 25512)	12 id. »	6
27	373-16	121196	Trombetta Adamo, a Gassino (Torino)	Focolare fumivoro per caminetti e simili	19 ottobre »	3
24	372-151	112249	Zahn Oscar, a Berlino	Dispositif de réglage pour fours chauffés au gaz	26 settembre 1910	6
			Attestati di prolungamento.			
31	373-142	119989	Combustione degli Idrocarburi (Società anonima italiana), a Genova	Apparecchio per la combustione dei combustibili liquidi. (Privativa 18 marzo 1911, numero 336[168)	19 settembre 1911	14
31	373-146	119993	Consorzio Agrario di Pontedera (Pisa)	Filtro fermo purificatore dei combustibili liquidi extra densi. (Privativa 22 marzo 1910, n. 307[80)	19 id. »	1
22	372-88	119633	Foltzer Emilio, a Rivarolo Ligure (Genova)	Lampada per cera o paraffina. (Privativa 11 settembre 1911, n. 348[132)	5 id. »	1
27	372-232	119827	Loziano & Finet (Società), a Parigi	Mode de fabrication des radiateurs genre nid d'abeilles. (Privativa 7 febbraio 1908, numero 263[53)	7 id. »	1
25	372-200	119824	Royer Charles, a Lyon (Francia)	Perfectionnement dans les fours de verreries. (Privativa 26 giugno 1909, n. 288[102)	6 id. »	3
27	372-238	119836	Sauerstoff Industrie Aktiengesellschaft, a Berlino	Apparecchio per la liquefazione dell'aria impiegando più liquidi refrigeranti. (Privativa 24 novembre 1905, n. 216[22)	13 id. »	9
18	371-206	119313	Schneider & C.ie (Società), a Le Creusot (Francia)	Surchauffeur pour chaudières à tubes d'eau. (Privativa 21 aprile 1909, n. 284[79)	11 agosto »	6
17	371-163	119250	Société pour l'éxploitation des procédés de production de gaz industriels, a Parigi	Gazogène pour gaz à l'eau. (Privativa 19 dicembre 1906, n. 238[31)	27 luglio »	1
			XVIII. Mobilio e materiali per abitazioni, negozi, uffici e locali pubblici.			
			Attestati di privativa.			
18	371-229	120904	Antoni Friedrich August, a Cöln (Germania)	Perfectionnement aux paravents en carton ondulé pouvant se plier en rouleau	4 novembre 1411	1

ATTESTATO Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa o dei prolungamenti
28	373-51	121362	Ascarelli Dario, a Roma	Nuovo sistema di campionario per tessuti in genere ed articoli consimili	28 novembre 1911	2
28	373-42	121312	Belli Gino Nicolò, a Pontedera (Pisa)	Riga. (Importazione brevetto belga n. 234078)	28 id. »	2
31	373-154	121476	Binello Giovanni, a Torino	Accenditore elettrico per sigari, con piedistallo a tamburo girevole, particolarmente utilizzabile a scopo di réclame	9 id. »	3
30	373-140	121487	Bucknall & Nevill Limited, a Willenhall (Gran Bretagna)	Dispositif de serrure	11 id. »	6
20	372-30	123127	Cabigliera Gianmaria, a Mondovì	Botte di sughero isolante per conservare le materie fredde	1 marzo 1912	5
24	372-182	121240	Ceconi Cesare, a Firenze	Stiracalzoni	14 dicembre 1911	1
29	373-80	121438	Conalbi Fermo, a Milano	Chiusura di sicurezza per porte e simili	26 ottobre »	1
28	373-32	120725	Corti & C. (Ditta), a Milano	Cassetto equilibrato per mobili a doppio sistema di guide di scorrimento	14 id. »	3
24	372-188	121255	Danini Luigi, a Torino	Sedia chiudibile perfezionata	27 id. »	3
25	372-216	121138	Eichelkraut Walter, a Zehlendorf presso Berlino	Siège hygiénique pour water-closets	13 novembre »	6
25	372-221	121177	Fischer Theodor, a Würzburg (Germania)	Altalena sospesa a palloni aerostatici frenati	21 id. »	6
28	373-36	121293	Forte Matteo, a Roma	Tappo di chiusura igienica, sistema « Forte »	22 id. »	3
25	372-202	121157	Fumeo Enrico, a Milano	Cassa forte-schedario, sistema « Fumeo »	13 id. »	3
25	372-203	121158	Lo stesso	Cassaforte-schedario a scrittoio, sistema « Fumeo »	13 id. »	3
31	373-169	121558	Garbani Luigi Giuseppe, a Torino	Lavabottiglie automatico	17 id. »	3
23	372-129	121203	Köhler Gustav e Guttwein Fritz, a Breslavia (Germania)	Giostra d'aeroplani per divertimenti pubblici	22 id. »	1
18	371-219	120947	Kummer Markus, a Völkermarkt (Austria)	Processo ed apparecchio per lavare tubi	12 ottobre »	1
17	371-183	120380	Le Fevre Nevin Buffington, a Londra	Perfezionamenti ai campanelli avvisatori per porte o simili od a soggetti ad essi riferentisi. (Importazione brevetto della Gran Bretagna n. 2963 del 7 febbraio 1910)	7 id. »	1

ATTESTATO			TITOLARE	TITOLO		
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	attuale della privativa	della invenzione o scoperta	del	
30	373-138	121477	Lépine Charles, a Torino	Machine à couper le fromage	9 novembre 1911	3
20	372-29	122452	Leu Michael, a Emmishofen, Thurgovie (Svizzera)	Support pour toile émeri, papier de verre et autres matières analogues. (Rivendicazione di priorità dal 13 marzo 1911 — Svizzera, brevetto n. 52305)	10 gennaio 1912	6
17	371-187	120772	Libero Evasio Luigi, a Torino	Nuova grattugia per sostanze alimentari	4 ottobre 1911	5
29	373-95	121385	Manifattura Penne e Minuterie Metalliche « Modoetia », a Monza (Milano)	Macchina per la chiusura di bottiglie a mezzo di capsule metalliche	22 novembre »	3
31	373-151	121270	Martin Hector Joseph, a Parigi	Réservoir ininflammable et inexplosible pour l'essence et autres produits	31 ottobre »	6
17	371-190	120786	Neukirch Emmy Rose, a Claremont (Colonia del Capo)	Perfectionnements apportés aux lits, lits d'enfants ou autres	27 id. »	1
31	373-165	121537	Osterland Johannes, a Koschentin (Germania)	Robinetto a chiusura automatica	4 dicembre »	1
28	373-57	121380	Pozzi Giovanni, a Roma	Letto a due piani sovrapposti per famiglie	30 novembre »	2
24	372-181	121136	Romagnoli Maria, a Bologna	Perfezionamenti ai meccanismi per automi-giocattoli	15 id. »	2
18	371-236	120938	Società anonima vetreria di Grandate, a Grandate (Como)	Bottiglia con chiusura di sicurezza per garantire la genuinità del prodotto	27 ottobre »	3
25	372-229	121332	Stransky Maurice, a Mount Vernon (S. U. d'America)	Perfectionnements dans les roulettes pour meubles	25 novembre »	6
17	371-172	120788	Tacke Wilhelm, a Kiel-Gaarden (Germania)	Porta orologio con dispositivo per l'illuminazione	27 ottobre »	1
25	372-40	123005	Talamo Luigi, a Napoli	Scatto automatico per campanello d'allarme	19 febbraio »	1
17	371-179	120815	Tritsch Julius, a Vienna	Fermeture pour caisses, fûts, bouteilles, etc.	19 ottobre »	6
27	372-250	121193	Wahlen J. (Ditta), a Cöln-Ehrenfeld (Germania)	Procédé de fabrication de poignées isolées pour vases, récipients et utensiles, et produits en résultants. (Rivendicazione di priorità dal 5 ottobre 1911 — Austria)	21 id. »	6
23	372-123	121098	Wassmund Hermann, Müller Ernst e Müller Arthur, a Berlino	Fodera reggicòdolo inserita tra il còdolo e le pareti del manico di coltelli da tavola, utensili, ecc.	17 novembre »	6
			Attestati completivi.			
30	373-101	119093	Pavoni Desiderio, a Milano	Innovazioni negli apparecchi per la preparazione istantanea del caffè. (Privativa 30 agosto 1911, n. 348-8)	24 luglio 1911	—

del ...	Numero del registro attestati	N. del registro generale	TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	Durata della privativa e dei prolungamenti
			Attestati di prolungamento.			
27	372-240	119843	Conservenfabrik Seethal A. G., a Seon (Svizzera)	Appareil pour l'ouverture des boîtes métalliques. (Privativa 21 marzo 1911, n. 336[206)	14 settembre 1911	1
23	372-117	119717	Fossati Enrico, a Milano	Dispositivo per contare piccoli oggetti uguali fra loro, di forma regolare (sferica, cilindrica o qualsiasi) a grosse, a centinaia, ecc. (Privativa 16 marzo 1907, n. 242[65)	9 id. »	3
30	373-111	119920	Loik Giuseppe, a Laibach, Carniola (Austria)	Chaise-pliante. (Privativa del 9 marzo 1911, n. 335[239)	15 id. »	1
23	372-120	119726	Pallweber Josef, a Mannheim (Germania)	Cassetta di sicurezza. (Privativa dell' 8 marzo 1911, n. 335-225)	6 id. »	1
21	372-44	119531	Ruppel Friedrich, a Strassburg (Germania)	Dispositif pour la distribution d' objets plats, tels que des feuilles de papier, etc. (Privativa 9 marzo 1911, n. 335[247)	25 agosto »	1
			XIX. **Filatura, tessitura ed industrie complementari.**			
			Attestati di privativa.			
25	372-223	121313	Balboni Pietro, a Portomaggiore (Ferrara)	Apparecchio per la lavorazione della canapa (scavezzatrice)	27 novembre 1911	3
27	372-2	120800	Boucherie Maurice, a Parigi	Procédé de préservation d'imperméabilisation et d'ignifugation des fils et tissus ouvrés ou non	28 ottobre »	3
21	372-38	121008	Cassella Leopold & C., Gesellschaft mit beschränkter Haftung, a Frankfurt a[M. (Germania)	Procédé pour la teinture des colorants de la série des indigos halogénés, sur fibres végétales	3 novembre »	15
24	372-183	121242	Fleischer A. (Ditta), a Reichenbach (Germania)	Procédé pour la fabrication de chaînes multicolores. (Rivendicazione di priorità dal 22 dicembre 1910. — Germania)	17 id. »	1
18	371-225	120898	Gillet Joseph Jacques, a Aachen (Germania)	Produit et procédé pour l'obtention d'un fond de garniture de carde	4 id. »	6
25	372-226	121322	Grimaldi Ubaldo, a Milano	Nuovo procedimento per l'esecuzione di disegni su tessuto imitanti ricami	20 id. »	3
18	371-222	120035	Levy Henry, a Rorschach (Svizzera)	Appareil pour découper l'étoffe le long du bord d' une broderie mécanique. (Rivendicazione di priorità dal 5 ottobre 1910.— Svizzera, brevetto n. 53423)	17 agosto »	6
22	372-75	120930	Manifattura Festi Rasini, a Milano	Subbiello speciale adottabile tanto per telai a mano, quanto meccanici	26 ottobre »	10
31	373-152	121389	Pilz Carlo, a Liesing presso Vienna	Processo per l'ottenimento di riserve di color bruno genuino sulle fibre vegetali negli articoli detti « Prud'homme ». (Rivendicazione di priorità dal 19 dicembre 1910. — Austria)	22 novembre »	6
28	373-50	121357	Psarski Dyeing Machine Company, a Cleveland (S. U. d'America)	Machine à teindre	28 id. »	6

ATTESTATO Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data della domanda	Durata o [illegible]
29	373-76	121414	Robb William e Robb Samuel, a Casalecchio (Bologna)	Apparecchio automatico porta-strettoie a servizio delle macchine pettinatrici da canape e lino	30 novembre 1911	10
20	372-28	121645	Russ Albert Alfred, a Chorltoncum Hardy e Rossetter William, a Blackburn (Gran Bretagna)	Perfectionnements apportés aux mécanismes automatiques d'alimentation de la trame pour métiers à tisser	7 dicembre »	1
28	373-45	121346	Scappaticcio Vincent, a New-York	Machine pour faire des cordes	27 novembre »	15
28	373-49	121356	Subers Lawrence Alonzo, a Cleveland (S. U. d'America)	Étoffe faite en tissus entrelacés, cohérents et lamines	28 id. »	6
			Attestati completivi.			
30	373-103	116686	Badische Anilin & Soda-Fabrik, a Ludwigshafen a|R. (Germania)	Production de teintures solides sur tissus à l'aide des colorants de la classe de l'indanthrène. (Privativa 15 gennaio 1906, n. 218|222)	15 aprile 1911	—
31	373-174	119046	Petzold Max, a Zittau, Sassonia (Germania)	Processo per depurare e chiarificare mediante calce le soluzioni sodiche rese impure dal processo di mercerizzazione. (Privativa 31 gennaio 1912, n. 361|70)	31 luglio »	—
			Attestati di prolungamento.			
21	372-42	119502	Elsaesser Emil, a Lengerfeld (Germania)	Processo per il trattamento della lana o simili. (Privativa 19 gennaio 1911, n. 332|105)	22 agosto 1911	1
21	372-41	119479	Freiberger Moritz, a Budapest	Procédé pour l'impression des tissus par décoloration ou modification de matières colorantes. (Privativa 4 giugno 1909, n. 287|1)	5 id. »	3
20	371-244	119352	Mathern Alphonse, a Berlino	Système composé d'un guide et d'une boîte à leviers pour en lever les plis et produire le collage des étoffes lors de la fabrication des pneumatiques pour automobiles. (Privativa 13 aprile 1911, n. 338|95)	14 id. »	1
22	372-87	119632	Ringenbach Eugen, a Illzach, Alsazia (Germania)	Apparecchio per la lavatura, il candeggio, la tintura, la bollitura, il trattamento a vapore in ciclo continuo, ecc. dei teli di tessuto. (Privativa 9 marzo 1911, n. 335|248)	5 settembre »	4
			XX. Vestiario ed oggetti d'uso personale.			
			Attestati di privativa.			
28	373-53	121370	Bartoloni Dominique, a Marseille (Francia)	Fabrication de casques en liège cautchouté	30 novembre 1911	3
21	372-34	120964	Beltrami Ettore, a Milano	Medaglia cinematografica	28 ottobre »	1
24	372-189	121258	Borra E. (Ditta), a Torino	Perfezionamento nelle cravatte	28 id. »	3
18	371-214	120927	Bourgain Edmond & C.ie (Société), a Parigi	Pince pour jarretelles et autres applications. (Rivendicazione di priorità dal 22 luglio 1911 — Francia, brevetto n. 432.463)	25 id. »	3

[illegible]	de[illegible]	N. del gene[rale]	TITOLARE attuale della privativa	TITOLO [della] invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa e dei prolungamenti
29	373-96	121391	Bourgain Edmond & C.ie (Société), a Parigi	Procédé et dispositif pour l'attache du ruban porte-bouton et pour la fixation du bouton dans les pinces pour jarretelles	22 novembre 1911	3
28	373-55	121376	Clement Stefanie, a Debreczen (Ungheria)	Innovazioni nelle mollette da collo	30 id. »	1
30	373-134	121453	Daugy Louis, a Le Mans (Francia)	Pochette pliante pour cartes géographiques	3 id. »	3
23	372-122	121094	Deutsche Gummiwaren-Industrie, Otto Schlappig & C°, a Düsseldorf (Germania)	Hausse s'adaptant à toutes les dimensions et les formes praticables	16 id. »	6
22	372-94	121021	Gaedke Wilhelm, a Hamburg (Germania)	Porte-monnaie	13 id. »	6
28	373-60	121397	Locatelli Enrico, a Milano	Nuovo tipo di ciondolo a custodia per catene da orologio e simili	24 id. »	1
21	372-57	121120	Luft Walter, ad Elberfeld (Germania)	Fermeture pour vêtements	10 id. »	3
21	372-58	121121	Lo stesso	Fermeture pour vêtements	10 id. »	3
31	373-170	121559	Merttens Oscar, a Vienna	Gancio da stringhe con gambo cilindrico. (Rivendicazione di priorità dal 21 novembre 1910 — Francia)	17 id. »	6
30	373-133	121407	Revello Giovanni Sebastiano Maria, a Genova	Zaino o valigia o cassetta trasformabile in sedia e tavolino o letto	25 id. »	2
18	371-213	120926	Schimmer Joseph Anton, a Zürich (Svizzera)	Gant désinfectant servant à savonner	25 ottobre »	3
20	372-8	120975	Schwerin Hermann e Junge Elwald, a Lüdenscheid (Germania)	Pince à ressort avec anneau pour étoffes, etc.	31 id. »	1
24	372-179	121254	United Shoe Machinery Company di Italia, a Milano	Perfectionnements dans les machines à mettre les chaussures sur formes. (Rivendicazione di priorità dal 28 ottobre 1910 — Gran Bretagna)	27 id. »	6
17	371-184	120762	La stessa	Nouveau procédé pour la fabrication du cousu-trepointe. (Rivendicazione di priorità dal 3 ottobre 1910 — S. U. d'America)	2 id. »	6
17	371-185	120763	La stessa	Perfectionnements apportés aux machines employées dans la fabrication des chaussures. (Rivendicazione di priorità dal 3 ottobre 1910 — S. U. d'America)	2 id. »	6
17	371-186	120764	La stessa	Perfectionnements dans les machines à coudre les chaussures. (Rivendicazione di priorità dal 3 ottobre 1910 — S. U. d'America)	2 id. »	6
18	371-215	120939	La stessa	Perfectionnements apportés aux machines à afficher les semelles. (Rivendicazione di priorità dal 10 ottobre 1910 — S. U. d'America)	9 id. »	6

ATTESTATO			TITOLARE	TITOLO	Data del deposito	durata della privativa o dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	attuale della privativa	della invenzione o scoperta	della domanda	
22	372-104	121135	Wöhlert Berthold, a Berlino	Embauchoir ajustable	17 novembre 1911	1
			Attestati di prolungamento.			
22	372-90	119635	Holl Charles, a Strassburg (Germania)	Nuovo sistema di fabbricazione di borse e oggetti simili con tessuti di ornamento di anelli metallici. (Privativa 22 ottobre 1906, n. 233[190)	5 settembre 1911	1
21	372-43	119503	Kluge Albert, a Crefeld (Germania)	Perfezionamenti nelle giarrettiere. (Privativa 11 dicembre 1907, n. 258[143)	22 agosto »	1
			XXI. **Pelli e cuoi.**			
			Attestati di privativa.			
24	372-190	121260	Chiantore Federico, a Torino	Nuovo processo di fabbricazione di un succedaneo del cuoio	28 ottobre 1911	3
25	372-214	121028	Hesse Fritz, a Dresda (Germania)	Procédé pour coller ensemble les lés d'étoffes fibreuses et pour recouvrir ces dernières de couches agglutinantes en employant des agglutinants pulvérulants. (Rivendicazione di priorità dal 14 novem. 1910 — Germania)	13 novembre »	1
30	373-128	121450	United Shoe Machinery Company d'Italia, a Milano	Perfectionnements apportés aux machines à parer le cuir. (Rivendicazione di priorità dal 17 aprile 1911 — S. U. d'America)	2 id. »	6
			Attestati di prolungamento.			
22	372-84	119567	Magnus Philips, a Northcote e Davis Timothy Joseph, a North-Fitzroy, Victoria (Australia)	Processo di trattamento speciale del cuoio. (Privativa 6 novembre 1905, n. 214[198)	31 agosto 1911	9
			XXII. **Industria della carta.**			
			Attestati di privativa.			
27	373-7	121129	Coninx Otto, a Zurigo (Svizzera)	Arbre servant à la fixation et au serrage des douilles sur lesquelles s'enroulent ou se déroulent les rouleaux de papier. (Rivendicazione di priorità dal 26 novembre 1910 — Germania)	18 novembre 1911	1
28	373-37	121295	Kurtz-Hähnle Carl, a Reutlingen (Germania)	Processo per depurare dall'inchiostro tipografico la carta stampata da rifiuto	23 id. »	6
17	371-181	119500	Staude Edwin Gustave, a Minneapolis, Minnesota (S. U. d'America)	Machine pour la fabrication des enveloppes et autres applications	22 agosto »	6
			XXIII. **Industrie ed arti grafiche.**			
			Attestati di privativa.			
17	371-176	120799	Edström Erik Magnus e Bohlin Samuel Konrad, a Göteborg (Svezia)	Cassetta per lastre sensibili da fotografia	20 ottobre 1911	6
20	372-21	121089	Kühn Carl, a Vienna	Dispositif pour écrire à machine, pour sténographier, télégraphier, composer, etc.	16 novembre »	6
			Attestati completivi.			
30	*373-110*	*121517*	*Garlanda Eligio, a Roma*	Nuova macchina da scrivere. (Privativa 10 dicembre 1909, n. 297[250)	13 ottobre 1911	—

ATTESTATO			TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa o dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale				
			Attestati di prolungamento.			
25	372-198	119809	Béha Havier Alois, a Metz (Germania)	Procédé et machine rotative pour composer et fondre des lignes permettant l'obtention d'une composition mixte. (Privativa 23 ottobre 1905, n. 213|195)	4 settembre 1911	6
23	372-119	119725	Mergenthaler Linotype Company, a New York	Machine linotype. (Privativa 23 settembre 1905, n. 212|45)	6 id. »	6
18	371-203	119309	Rogers John Raphael, a Brooklyn, New York	Sistema di guida per caratteri nelle macchine compositrici a righe. (Privativa 28 ottobre 1899, n. 114|10)	11 agosto »	1
			XXIV. **Industrie chimiche diverse.**			
			Attestati di privativa.			
29	373-85	121278	Badische Anilin & Sodafabrik (Società), a Ludwigshafen sul Reno (Germania)	Procédé pour la production catalytique de l'ammoniaque à partir des ses éléments à l'aide de fer pur comme agent catalytique. (Rivendicazione di priorità dal 29 novembre 1910. — Germania)	16 novembre 1911	15
23	372-147	121221	Biseo Luigi, a Milano	Processo atto a rendere essiccativo l' olio di paraffina	14 id. »	1
21	372-70	125092	Castelli Vincenzo, a Torremezza (Messina)	Processo completo ed economico per la purificazione e decolorazione degli olii vegetali industriali estratti a mezzo dei solventi e segnatamente delle trielene	6 maggio 1912	5
31	373-167	121542	Chamische Fabrik von Heyden Aktien Gesellschaft, a Redebeul (Germania)	Procédé de préparation d'alcaliamide	5 dicembre 1911	6
21	372-64	120637	Dominguez Juan Anibal, a Buenos Ayres (Rep. Argentina)	Nuovo impiego degli essudati naturali e della segatura della carubba bianca e nera come sostanze coloranti	19 ottobre »	1
23	372-146	121215	Farbenfabriken vorm. Friedr. Bayer & C., a Elberfeld (Germania)	Procédé de production d'une couleur disazoique. (Rivendicazione di priorità dal 25 novembre 1910. — Germania)	13 novembre »	15
25	372-227	121326	La stessa	Procédé de production de couleurs azoïques. (Rivendicazione di priorità dal 10 dicembre 1910. — Germania)	20 id. »	15
27	373-5	121116	La stessa	Procédé de production des combinaisons de péroxyde d'hydrogène et de carbamide	9 id. »	15
27	373-9	121154	La stessa	Procédé de production de matières colorantes tirant sur le coton. (Rivendicazione di priorità dal 25 novembre 1910. — Germania)	11 id. »	15
30	373-131	118305	Girsewald (Von) Conway, a Halansee, Berlino	Procédé pour extraire la graisse des os, des peaux, pessonures et autres matières analogues pour des buts techniques et autres tels que la fabrication de la stéarine, du savon et des graisses lubrifiantes	26 id. »	6

ATTESTATO			TITOLARE	TITOLO	Data del deposito	durata della privativa e dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale	attuale della privativa	della invenzione o scoperta	della domanda	
27	372-245	121186	Hale Frederick Marten, a Catford Kent e Scott Alexander Cruickshanks, a Cardiff, Sonth Wales (Gran Bretagna)	Processo di ricuperazione dell'acido nitrico dalla farina fossile e da altri assorbenti inerti. (Rivendicazione di priorità dal 20 ottobre 1910. — Gran Bretagna, brevetto n. 24379 del 1910)	16 ottobre 1911	3
21	372-63	120609	Hempel Gustav Albert, a Leipzig (Germania)	Processo per fabbricare acqua ossigenata	7 id. »	3
18	371-223	120894	Monseur Henri, a Angleur-lez-Liège (Belgio)	Procédé de préparation du bois et matières végétales, en vue de leur conservation et de leur peinture. (Rivendicazione di priorità dal 5 novembre 1910. — Belgio, brevetto n. 230117)	3 novembre »	6
17	371-182	119741	Nitrogen Limited (Società), a Londra	Sistema di produzione di ossidi d'azoto. (Rivendicazione di priorità dal 26 novembre 1910. — Gran Bretagna 1910, brevetto numero 27558)	12 agosto »	15
25	372-213	120822	Vereinigte Chemische Werke Aktiengesellschaft, a Charlottenburg (Germania)	Processo per la riduzione di grassi e di acidi grassi non saturati. (Rivendicazione di priorità dal 2 febbraio 1911. — Germania)	20 ottobre »	6
23	372-128	121202	Wolff Albert, a Colonia s[Reno (Germania)	Procèdé pour préparer des formiates de chrome ou d'aluminium	23 id. »	6
			Attestati completivi.			
30	373-105	117614	Farbenfabriken vorm. Friedr. Bayer & C., a Elberfeld (Germania)	Procèdé pour la production de matières colorantes monoazoïques. (Privativa 27 ottobre 1910, n. 325[228). (Rivendicazione di priorità dal 4 luglio 1910. — Germania)	24 maggio 1911	—
31	373-171	118690	Pictet Raoul Pierre, a Wilmersdorf presso Berlino	Procedimento per la preparazione di idrogeno puro, il quale titolo viene sostituito dal seguente: « Procedimento per la preparazione di una miscela di idrogeno ». (Privativa 16 dicembre 1911, n. 356[180). (Rivendicazione di priorità dal 22 giugno 1910.— Germania)	21 giugno »	—
31	373-175	119054	Rouse Thomas e la Ditta Bessler Waechter & Company Limited, a Londra	Processo perfezionato per la produzione di silicati alcalino-solubili contenenti ossido ferrico. (Privativa 14 dicembre 1911, numero 356[92). (Rivendicazione di priorità dal 16 settembre 1910. — Gran Bretagna, brevetto 21563)	31 luglio »	—
			Attestati di prolungamento.			
20	371-249	119473	Billows Arthur James, a Londra	Perfectionnements apportés dans la saturation ou la gazéification des liquides. (Privativa 21 marzo 1911, n. 336[203)	8 agosto 1911	1
21	372-49	119558	Rütgerswerke A. G. a Berlino	Procédé de fabrication d'une composition de naphtaline et de soufre donnant de la naphtaline et du soufre libres. (Privativa 1° maggio 1908, n. 266[139)	20 id. »	
27	372-237	119835	Sauerstoff Industrie Aktiengesellschaft, a Berlino	Apparecchio per la separazione dei costituenti dell'aria atmosferica mediante distillazione frazionata continua dell'aria liquida. (Privativa 10 novembre 1905, n. 215[42)	13 settembre »	9
27	372-239	119837	La stessa	Apparecchio per la separazione di miscele di gas nei loro componenti. (Privativa 27 novembre 1905, n. 216[62)	13 id. »	9

ATTESTATO			TITOLARE attuale della privativa	TITOLO della invenzione o scoperta	Data del deposito della domanda	durata della privativa e dei prolungamenti
Giorno del rilascio	Numero del registro attestati	N. del registro generale				
23	372-115	119713	Société Anonyme « Le Nitrogène », a Ginevra (Svizzera)	Procédé de fabrication des nitrates alcalins et alcalino-terreux. (Privativa 17 maggio 1911, n. 340/204)	9 settembre 1911	1
20	371-246	119395	Société d'Electro-Chimie, a Parigi e Hulin Paul Léon, a Grenoble (Francia)	Procédé pour la fabrication des peroxydes alcalins. (Privativa 18 giugno 1909, numero 287/220)	25 luglio »	6
20	371-247	119403	Gli stessi	Procédé de fabrication électrolytique du sodium. (Privativa 28 settembre 1909, numero 292/163)	25 id. »	6
			XXV. Industrie diverse e miscellanea.			
			Attestati di privativa.			
22	372-73	120302	Cecchi Egisto, a Livorno	Cappellotto metallico a occhielli direttamente ricavati dal corpo, destinati a garantire il tappo delle damigiane impiegate nel trasporto dei liquidi sulle ferrovie e piroscafi	5 ottobre 1911	1
22	372-74	120303	Lo stesso	Cappellotto metallico con arresto elastico metallico di sicurezza, destinato a garantire il tappo delle damigiane impiegate nel trasporto dei liquidi sulle ferrovie e piroscafi	5 id. »	1
25	372-222	121261	Debauge Henry, Pierre, Charles, Georges, a Parigi	Procédé de régénération des caoutchouc vulcanisés	30 id. »	6
24	372-153	118987	Finck Marc Wilmot, a Middle Brighton presso Melbourne, e Kobiolke Adolf, a Beenak Victoria (Australia)	Processo perfezionato per la fabbricazione di cerchioni di caucciù pneumatici ed altri, cinghiame per macchine, palle per il giuoco del golf, vestiti impermeabili ed altri articoli fatti parzialmente o interamente di caucciù	22 luglio »	6
20	372-25	121107	Latour R. & Cappellè, (Ditta), a Menin (Belgio)	Machine pour la fabrication de cordes à brins caoutchoutés. (Rivendicazione di priorità dal 25 febbraio 1911. — Belgio, brevetto n. 233317)	9 novembre »	3
31	373-158	121482	Naylor James Priestnall, a Londra	Appareil électrique pour annonces diurnes et nocturnes	10 id. »	1
20	372-11	120991	Prenzlau Louis, ad Amburgo (Germania)	Quadro indicatore e programma per gare sportive	10 id. »	1
20	372-22	121093	Schmolcke Marie nata Köppiner, a Krogsberg Segeberg (Germania)	Cintre ou étrier à anneaux formant jouet pour les petits enfants	16 id. »	6
31	373-159	121483	Weissmann Gustave, a Parigi	Dispositif permettant de faire apparaître à distance des signaux et indications de tous genres. (Rivendicazione di priorità dall'11 novembre 1910. — Francia)	10 id. »	6
			Attestati di prolungamento.			
22	372-82	119561	Mary Louis, a Fegerscheim (Germania)	Macchina per far pentole con forma divisa e guida obbligata dal sopporto della forma per la fabbricazione di oggetti rotondi di sostanze plastiche. (Privativa 10 ottobre 1904, n. 194/125)	30 agosto 1911	1
18	371-210	119339	Société Italienne de la Viscose, a Lyon (Francia)	Procédé de fabrication des fils, filaments, bandes ou pellicule de cellulose. (Privativa 10 maggio 1909, n. 285/105)	12 id. »	12

Riassunto degli attestati rilasciati nella 2ª quindicina di maggio 1912.

		a Nazionali	a Stranieri	Totale
Attestati originari	di privativa	107	174	281
	completivi	5	9	14
	di prolungamento	30	100	130
	di riduzione	—	—	—
Attestati d'importazione e con rivendicazione di priorità	di privativa	7	82	89
	completivi	—	6	6
		149	371	520

Roma, 21 agosto 1912

Il direttore
E. VENEZIAN.

MINISTERO DELLA MARINA

Regia Commissione delle prede

Il presidente della Commissione delle prede

Vista l'istanza del signor commissario del Governo, in data 11 ottobre corrente, con la quale chiede che questa Commissione, dicendo legittima la cattura del veliero di bandiera ottomana, denominato *Soria*, pronunzi la confisca di esso all'Italia;

Dato atto al prefato rappresentante del Governo del deposito dell'accennata istanza e del fascicolo degli atti relativi; nonchè della designazione fatta in calce all'istanza, delle presunte parti interessate nella causa, in persona dei nominati: Mustafà Esleman o Suleiman, nato a Jasiras (Beyrut) e del cugino di lui Abdullah Seiman, pure di Jasiras;

Visti gli articoli 6 e seguenti del regolamento di procedura per i giudizi di questa speciale magistratura;

Ordina:

Che sia reso noto l'avvenuto deposito, per parte del commissario del Governo, nella segreteria della Commissione delle prede dell'istanza e del fascicolo degli atti relativi alla cattura del veliero di bandiera ottomana denominato *Soria*, operata il 1° settembre 1912 dalla R. nave *Emanuele Filiberto*, in navigazione tra Mersina e Rodi e precisamente in latitudine 36° 03' N. e longitudine 33° 53' E. Gr., mediante pubblicazione nella *Gazzetta ufficiale* del Regno, a cura del segretario, del presente provvedimento, con la trascrizione in calce del contestuale disposto degli articoli dal 6 al 10 del regolamento 5 dicembre 1911, per i giudizi di questa speciale magistratura.

Manda darsene comunicazione, pel prescritto tramite del Ministero degli affari esteri, all'agente diplomatico cui è affidata la tutela delle presunte parti interessate allo stato degli atti, in persona dei nominati: Mustafà Esleman o Suleiman da Jasiras (Beyrut) e Abdullah Suleiman, pure da Jasiras, cugino del precedente.

Roma, addì 12 ottobre 1912.

Il presidente
B. Scillamà.

Il segretario
G. Fusignani.

Trascrizione degli articoli dal 6 al 10 del regolamento.

Art. 6.

Gli atti resteranno depositati nella segreteria per la durata di 15 giorni, che decorreranno dalla data della pubblicazione nella *Gazzetta ufficiale* del Regno dell'ordinanza, di cui all'articolo seguente.

Art. 7.

Il presidente, sentito il commissario del Governo, disporrà con sua ordinanza che sia reso noto l'avvenuto deposito degli atti.

L'ordinanza sarà pubblicata nella *Gazzetta ufficiale* del Regno, a cura del segretario, riproducendo gli articoli 6 a 10 del presente regolamento e ne sarà data immediata comunicazione, pel tramite del Ministero degli affari esteri, agli agenti diplomatici degli Stati a cui è affidata la tutela delle parti interessate, che risultino note allo stato degli atti.

Art. 8.

Nel termine indicato dall'art. 6, le parti che intendano far valere le proprie ragioni contro la legittimità delle prede devono personalmente o a mezzo di un difensore iscritto nell'albo degli avvocati esercenti presso una Corte d'appello del Regno, munito di speciale mandato, giustificare la loro qualità ed eleggere domicilio in Roma, con dichiarazione nella segreteria della Commissione.

Art. 9.

Le parti, costituite a norma dell'articolo precedente, hanno facoltà di esaminare gli atti depositati nella segreteria, di presentare documenti e di proporre le loro richieste e difese per mezzo di memorie dirette al presidente.

Le memorie devono essere scritte in lingua italiana.

I documenti redatti in lingua straniera devono essere accompagnati da una traduzione italiana legalizzata.

I detti atti devono essere depositati ugualmente nel termine indicato nell'art. 6.

Art. 10.

Decorso il termine stabilito dall'art. 6 il presidente nomina il relatore e convoca poi la Commissione in Camera di consiglio, con l'intervento del commissario del Governo, per esaminare l'opportunità o meno di ulteriori atti istruttori.

La Commissione, fuori la presenza del commissario del Governo, delibera in proposito.

Nell'affermativa, il presidente disporrà la esecuzione degli atti istruttori con ordinanza, delegando all'uopo il relatore, o, in caso di suo impedimento, un altro dei membri, con facoltà al commissario del Governo e alle parti costituite di assistervi.

Il delegato all'istruttoria è assistito dal segretario della Commissione.

Delle operazioni istruttorie è redatto processo verbale.

La Commissione può anche ordinare la produzione di nuovi atti e documenti.

Visto, il segretario
G. Fusignani.

MINISTERO DELL' INTERNO

Disposizioni nel personale dipendente:

Direzione generale delle carceri e dei riformatori.

Con R. decreto del 30 giugno 1912:

Del Viscio Placido, alunno d'ordine, è nominato applicato di 3ª classe, con lo stipendio annuo di L. 1500, a decorrere dal 1° luglio 1912.

Con R. decreto del 25 luglio 1912:

Tufolo Luigi, segretario di 1ª classe, è d'autorità, collocato a riposo per infermità, a decorrere dal 1° agosto 1912.

Con R. decreto del 23 agosto 1912:

Conti Antonio, applicato di 2ª classe, è, a sua domanda, collocato in aspettativa per motivi di salute, a decorrere dal 16 luglio 1912.

MINISTERO DELLE FINANZE

Disposizioni nel personale dipendente:

Direzione generale delle imposte dirette e del catasto.

Con R. decreto del 9 settembre 1912:

Taraglio Vittorio, agente di 1ª classe delle imposte dirette, è stato confermato in aspettativa per infermità dal 1° settembre detto, e per la durata di 6 mesi.

Con R. decreto del 2 settembre 1912:

Pulini Antonio, applicato di 2ª classe delle imposte dirette, è stato collocato in aspettativa per infermità dal 1° agosto 1912, e per la durata di 2 mesi.

Direzione generale del catasto e dei servizi tecnici.

Con R. decreto del 2 settembre 1912:

Nebbia Pietro, geometra aggiunto di 3ª classe, è, in seguito a sua domanda, collocato in aspettativa per motivi di salute, a decorrere dal 1° settembre 1912, con l'annuo assegno di L. 1500.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione generale del debito pubblico

AVVISO.

Si notifica che nel giorno di lunedì 4 novembre p. v., alle ore 9, in una sala del palazzo ove ha sede la direzione generale del Debito pubblico in Roma, via Goito, n. 1, con accesso al pubblico, si procederà alla 47ª estrazione annuale a sorte delle obbligazioni al portatore della già Compagnia generale d'irrigazione dei canali italiani (Canali Cavour) il cui servizio passò a carico dello Stato in virtù dell'art. 5 della convenzione 24 dicembre 1872, approvata colla legge 16 giugno 1874, n. 2002, serie 2ª.

Le obbligazioni da estrarsi secondo la relativa tabella di ammortamento, sono in numero di 6590 rimborsabili dal 1° gennaio 1913.

Compiuta l'estrazione saranno pubblicati i numeri delle obbligazioni sorteggiate.

Roma, 15 ottobre 1912.

Il direttore generale
GARBAZZI.

Il direttore capo di divisione
G. AMBROSO.

3° AVVISO.

È stato chiesto lo svincolo ed il tramutamento al portatore della rendita nominativa consolidato 3,50 0[0 n. 473,421 di L. 280 al nome di Iervolino Pasqualina Rosa di Giuseppe, nubile, domiciliata in Poggiomarino (Napoli) vincolata come reddito militare della titolare pel suo matrimonio con Iervolino Salvatore fu Pasquale sotto-brigadiere nel Corpo della R. guardia di finanza.

Risultando divisi i due mezzi fogli che costituiscono il certificato relativo alla iscrizione suddetta, e poscia incollati sovra un foglio di carta bianca, e non potendosi escludere la possibilità che i due mezzi fogli appartengano a due titoli distinti, si avverte chiunque possa avervi interesse, che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione del presente avviso, senza che sia stata notificata a questa Direzione generale alcuna opposizione, si eseguirà l'operazione richiesta e si consegneranno i nuovi titoli al portatore al richiedente.

Roma, 24 settembre 1912.

Per il direttore generale
CAPUTO.

Direzione generale del tesoro (Divisione portafoglio)

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 15 ottobre 1912, in L. 100.09.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Ispettorato generale del commercio

Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro (Divisione portafoglio)

14 ottobre 1912.

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedola	Al netto degl' interessi maturati a tutt' oggi
3.50 % *netto*	96,44 78	94,69 78	95,43 96
3.50 % *netto* (1902)	96,29 40	94,54 40	95 28 58
3 % *lordo*	67,25 —	66,05 —	67,15 77

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

La giornata d'oggi è una giornata di attesa in aspettativa della risposta della Turchia agli Stati balcanici. Oramai non è più quistione di applicare alle popolazioni delle provincie balcaniche le riforme stabilite nel trattato di Berlino del 1878 e nella convenzione di Costantinopoli del 1880, ma di accordare a quelle Provincie la libertà e la autonomia, come nel 1878 fu accordata alla Bulgaria, pur lasciandole, per accontentare le potenze europee, sotto la sovranità nominale del Sultano. La Turchia sa bene, per numerose prove, come questa alta sovranità sia una lustra

e che in breve i popoli dall'autonomia passano alla indipendenza completa, scuotendo il giogo nominale, e quindi tutti i circoli politici ritengono che l'attesa risposta sarà negativa, ed il cannone farà udire la sua voce nelle vallate, come sulle montagne della Macedonia, dell'Albania e della Malissia.

Fino a ieri mattina non erano del tutto note tanto la risposta degli Stati balcanici al passo delle potenze che la nota *memorandum* dei detti Stati alla Turchia; l'*Agenzia telegrafica bulgara* con un comunicato ufficioso ha dato ieri sera maggiori particolari sopra entrambe le risposte. Essa dice:

La nota consegnata alla legazione di Turchia enumera le riforme radicali che sole possono realmente migliorare la sorte miserabile delle popolazioni cristiane e cioè: autonomia amministrativa delle provincie; governatori generali belgi o svizzeri; assemblee provinciali elettive; gendarmeria e milizia regionali e libertà di insegnamento.

L'applicazione di tali riforme deve essere affidata a un Consiglio superiore composto di cristiani e di musulmani in numero uguale sotto la sorveglianza degli ambasciatori delle grandi potenze e dei ministri dei quattro Stati balcanici a Costantinopoli.

La Porta è invitata a dichiarare che accetta tale domanda, impegnandosi a porre in esecuzione nel termine di sei mesi le riforme enumerate nella nota e in un documento esplicativo annessovi e che vorrà, come prova del suo consenso, revocare il decreto di mobilizzazione.

Il ministro degli esteri, immediatamente dopo aver consegnato tale nota, ha rimesso ai ministri d'Austria-Ungheria e di Russia la risposta alla loro nota.

In tale risposta il Governo bulgaro, d'accordo coi Governi di Grecia e di Serbia, pure esprimendo la sua gratitudine per l'interesse manifestato a favore delle popolazioni della Turchia europea, ritiene che sarebbe crudele non cercare di ottenere per le popolazioni cristiane dell'Impero ottomano riforme più radicali e meglio definite, che possano realmente migliorare la loro misera sorte. È perciò che i Governi dei tre Stati balcanici hanno creduto di doversi dirigere direttamente al Governo di S. M. il Sultano, indicandogli le riforme da introdurre e le garanzie che bisognerà accordare per la loro sincera applicazione.

Copie della nota e del documento esplicativo, rimesse alla legazione della Turchia, sono state allegate a questa risposta.

***

Un comunicato ufficioso pubblicato dai giornali di Parigi dà ancora maggiori particolari sui desiderati dei tre Stati alleati.

Il comunicato è del tenore seguente:

I giornali pubblicano la seguente Nota. I tre stati balcanici alleati hanno consegnato ieri sera la risposta alle legazioni russa e austriaca. Dopo avere ringraziato le potenze per il loro interessamento alle riforme dell'Amministrazione della Turchia europea, esse osservano che le promesse fatte parecchie volte a questo proposito dal Governo ottomano sono rimaste lettera morta e che la situazione dei cristiani in Macedonia rimane intollerabile.

Perciò esse credono di dovere chiedere al Governo ottomano impegni solenni che vengono esposti particolareggiatamente in una Nota annessa. In questa Nota i tre Stati balcanici invitano il Governo ottomano, ad accordare senza ritardo le riforme richieste e a prendere l'impegno di applicarle entro sei mesi col concorso delle grandi potenze e degli stati balcanici interessati. Il Governo ottomano dovrà revocare la misura della mobilizzazione delle sue truppe.

Le riforme chieste dagli Stati balcanici sono le seguenti: divisione delle Provincie secondo le circoscrizioni estere etniche, nomina di governatori cristiani belgi e svizzeri, eguaglianza delle scuole a qualunque confessione appartengano, eguaglianza delle rappresentanze al Parlamento ottomano, ammissione dei cristiani a tutte le funzioni amministrative dell'Impero, servizio militare dei cristiani con quadri cristiani; costituzione di un Consiglio provinciale presso il governatore. L'attuazione di tali riforme dovrà essere affidata ad una Commissione composta di delegati cristiani e musulmani i cui lavori saranno controllati dai rappresentanti a Costantinopoli delle potenze e degli Stati balcanici.

***

Il telegrafo da Costantinopoli trasmette il testo integrale della risposta data dalla Turchia al passo delle potenze comunicatole il 10 ottobre dagli ambasciatori di Austria, Russia, Francia, Germania ed Inghilterra. Essa è così concepita:

Il sottoscritto ministro degli esteri del Sultano ha l'onore di ricordare che, le Loro Eccellenze lo constatano, il Governo imperiale ha già riconosciuto la necessità di riforme dell'amministrazione nei vilayets della Turchia d'Europa. Esso ha preso in considerazione queste riforme con tanto maggior convinzione ch'esso intende di applicarle all'infuori di qualsiasi ingerenza straniera e che prevede che in queste condizioni la loro esecuzione non mancherà di contribuire alla prosperità ed allo sviluppo economico del paese, assicurando con lo spirito liberale della costituzione ottomana la concordia e la buona armonia fra gli elementi eterogenei che compongono la popolazione di questa parte dell'Impero.

È da rilevarsi che se finora i diversi tentativi per il miglioramento della situazione interna di dette Provincie non hanno prodotto tutti i frutti che si era in diritto di attendersi, una delle principali cause di questo ritardo è incontestabilmente lo stato di disordine e di mancanza di sicurezza causato dagli attentati di ogni sorta provenienti da focolari di agitazione, il cui scopo reale non lascia alcun dubbio.

Il Governo imperiale: non apprezza meno perciò l'intendimento amichevole della comunicazione che le grandi potenze hanno giudicato opportune di fare in presenza delle circostanze attuali, si associa di tutto cuore agli sforzi fatti da esso per scongiurare i pericolia di un conflitto le cui conseguenze determinerebbero fatalmente gravi calamità, che è dovere del mondo civile di prevenire con tutti i mezzi di conciliazione. Sotto questo riguardo noi abbiamo fiducia di aver preso l'iniziativa per facilitare il compito umanitario delle grandi potenze in presenza del terribile problema, di cui esse cercano la soluzione.

Infatti senza voler insistere sul fatto che le stipulazioni del trattato di Berlino ricevettero un'applicazione conforme non tanto alla lettera quanto allo spirito col quale erano state redatte e che gli interessi ottomani ne furono gravemente lesi in più casi, senza voler esaminare in particolare fino a qual punto l'art. 23 del trattato di Berlino possa aver conservato, più che ogni altro articolo, il valore di un articolo, il Governo dichiara che ha testè preso di sua propria iniziativa la risoluzione di presentare il progetto di legge del 1880 nel suo insieme storico, appena si riaprirà la prossima sessione, all'approvazione del Parlamento, ed alla sanzione imperiale, in conformità alla carta fondamentale dell'Impero. Le grandi Potenze possono esser persuase che le autorità Imperiali provvederanno alla scrupolosa applicazione della legge appena sarà promulgata. Sarebbe sommamente ingiusto rendere il presente Governo responsabile delle antiche tergiversazioni più o meno sintomatiche del precedente regime, e pensare che il Governo costituzionale attuale non rinunzierà logicamente agli errori del passato, e prendere l'occasione di qualche dubbio a questo riguardo per cercare altre misure diverse da quelle che sono sole compatibili coll'interesse del paese e delle popolazioni stesse.

***

Della guerra turco-montenegrina si hanno oggi importanti notizie, come risulta dai seguenti dispacci:

Podgoritza, 14. — Un dispaccio del generale Vukotic annunzia che le sue truppe hanno occupato l'altura di Visitor presso Gusinje:

I turchi hanno opposto una forte resistenza ed hanno avuto perdite considerevoli.

Lo stesso giorno i montenegrini hanno occupato altre due posizioni turche.

Dall'inizio della guerra le perdite dei montenegrini ammontano a 256 morti e 800 feriti.

Podgoritza, 15. — La fanteria montenegrina aveva preparato una ultima azione contro Tuzi sotto il fuoco dell'artiglieria, quando un ufficiale turco comparve latore di una bandiera bianca.

Il principe Danilo, comandante in capo, lo ricevette. L'ufficiale consentì alla resa della guarnigione senza condizioni. Subito dopo giunse al quartiere generale montenegrino una delegazione che chiedeva grazia.

Nelle fortificazioni si trovano tre pezzi di sistema inglese e tre pezzi tedeschi, tutti sei gravemente avariati dal fuoco montenegrino.

Il bottino comprende inoltre otto mitragliatrici e settemila fucili Mauser, numerosi cavalli, ottocento tende, viveri per otto giorni. La guarnigione comprendeva sei battaglioni.

Tremila prigionieri sono stati mandati ieri sera a Podgoritza.

I montenegrini hanno fatto nel pomeriggio l'ingresso trionfale in città. Una musica militare precedeva il principe Danilo.

I malissori hanno accolto con gioia i vincitori.

Podgoritza, 15. — Il comandante turco di Tuzi che inviò l'altro ieri al campo montenegrino un parlamentario per trattare la capitolazione chiese come condizioni della resa della città che i soldati della guarnigione avessero il permesso di conservare le armi e di recarsi liberamente a Scutari; essi avrebbero dovuto tuttavia essere scortati da soldati montenegrini. Fu risposto al comandante di Tuzi che la guarnigione sarebbe stata inviata ad Antivari e di là trasportata a bordo di un vapore austro-ungarico a Costantinopoli. Non avendo potuto le due parti porsi d'accordo, il bombardamento della città venne ripreso ieri mattina di buon'ora.

Podgoritza, 15 (Ufficiale). — Le città di Tuzi coi suoi forti e con la sua guarnigione comprendente circa cinquemila uomini si è arresa ieri mattina. La notizia è stata accolta con gioia a Podgoritza e nei dintorni.

***

Dai telegrammi giunti da Belgrado si rileva che le truppe turche, senza che vi sia stata ancora nessuna dichiarazione di guerra, hanno iniziato le ostilità, invadendo i confini della Serbia.

I telegrammi che di ciò narrano sono i seguenti:

Belgrado, 14. — Secondo una notizia ufficiale giunta da Ristovac alle 9 di stamane, le truppe turche hanno passato alle 5 pom. la frontiera serba nella regione fra Ristovatz e Trgovistic ed hanno attaccato le truppe serbe.

È cominciato un combattimento.

L'inizio delle ostilità ha provocato una viva soddisfazione nella popolazione. Le edizioni speciali dei giornali sono lette avidamente.

Belgrado, 14 (ore 8 pom.) — Il combattimento alla frontiera è durato tutta la giornata.

Le truppe turche in numero di 3000, hanno aperto il fuoco contro Ristovatz ed hanno occupato il territorio serbo lungo la frontiera su un fronte di circa 4 chilometri fino a Gorgortogoch.

I posti serbi della frontiera hanno ostacolato con fuoco di fucileria l'avanzata delle forze ottomane. I serbi hanno avuto 24 morti e 4 feriti.

Come è nelle sue abitudini, la Turchia smentisce che le sue truppe abbiano invaso la Serbia e dice che invece le ostilità sono cominciate perchè i serbi si sono avanzati per circa una ventina di chilometri sul territorio turco.

A sua volta la Legazione di Serbia presso il nostro Real Governo conferma i telegrammi da Belgrado, con il comunicato seguente:

Le truppe turche hanno attaccato stamane alle 6 la frontiera serba. Il combattimento è impegnato fra Ristovatz e Gorni Vrtagos su un fronte di dieci chilometri. Tale attacco è stato iniziato senza preventiva dichiarazione di guerra e senza che la Serbia abbia dato un *ultimatum* alla Turchia.

Un ultimo odierno dispaccio dice:

Belgrado, 14. — Secondo notizie ufficiali giunte nelle prime ore del pomeriggio da Ristovatz, le scaramucce tra le truppe turche e quelle serbe hanno continuato per tutta la giornata.

I serbi hanno avuto due morti e quattro feriti. I turchi, il cui numero è valutato a tremila, si sono ritirati dalla frontiera.

Il Governo serbo considera l'incidente come una provocazione internazionale, ma è deciso ad attendere tranquillamente la risposta della Porta alla nota di ieri.

DIARIO DELLA GUERRA

Stampa estera.

Parigi, 14. — Il *Radical* dice che tutto fa prevedere che la rottura dei negoziati di pace tra l'Italia e la Turchia sarà domani un fatto compiuto.

Sappiamo che l'Italia si è dimostrata eccessivamente liberale e generosa nelle sue proposte di pace che essa considera fino a domani come definitive ed immutabili su tutti i punti. D'altra parte l'on. Tittoni ha molto esattamente informato il Governo francese, e gli ha spiegato nettamente la situazione che verrà a verificarsi nel caso di un rifiuto della Porta.

L'Italia ha la coscienza della gravità dell'ora attuale. Gli accordi di Ouchy, che le cancellerie conoscono già nelle loro grandi linee, potranno domani essere sottoposti alla pubblica opinione. Si potrà allora giudicare l'errore della Turchia, la quale è come sempr vittima del suo fanatismo e della sua inerzia.

Il corrispondente del *Journal* da Ouchy ha avuto ieri nel pomeriggio un breve colloquio con un delegato turco, il quale ha fatto presso a poco le seguenti dichiarazioni: Non è nel momento in cui la Turchia ha bisogno di tutto il suo ardore che il Governo può pensare ad imporre al suo esercito lo scoraggiamento di una pace a noi troppo svantaggiosa.

Il corrispondente aggiunge: In una parola oggi si sentiva dalle due parti che tutto è caduto, ma che ognuno nondimeno vorrebbe conservare il suo bel gesto.

Si ritiene tuttavia possibile che la pace potrà essere firmata e si dice che il Governo turco cederebbe alla pressione dell'opinione pubblica europea e più esattamente alla pressione di tutti i Governi d'Europa.

Londra, 14. — Lo *Standard* dice che la diplomazia turca ha tenuto una attitudine eccezionalmente dilatoria ed evasiva e che i suoi delegati hanno disconosciuto il significato della situazione generale e l'importanza che avrebbe avuto il fatto di pagare i vecchi conti prima di far fronte alle nuove eventualità. Se l'Italia estende la guerra nella Turchia europea, le conseguenze per l'Impero ottomano possono essere disastrose. Ciò sarebbe anche inquietante dal punto di vista delle potenze.

È da sperare che l'Italia terrà in considerazione non soltanto i suoi interessi immediati, ma anche quelli generali dell'Europa. È un dovere dell'Italia non frapporre inutili ostacoli al cammino della pace.

Londra, 14. — Il *Daily Chronicle* espone i pericoli che minacciano la Turchia se l'Italia si mette dalla parte degli Stati balcanici. È difficile indovinare il motivo pel quale la Turchia potrebbe decidersi ad esporsi a tali rischi, essendo fuor di dubbio che essa non potrà acquistare la pace dell'Italia ad un prezzo assolutamente impossibile.

Se la pace non sarà conclusa, chi godrà i principali benefici da tale circostanza sarà la Grecia, poichè essa sarà libera da ogni timore riguardo alla flotta turca e potrà trasportare truppe per mare in qualsiasi direzione.

BIBLIOGRAFIA

Memorie storiche militari, fascicolo IV del 1912 (settembre) — Città di Castello, Unione arti grafiche, 1912.

Sulla Campagna di Russia del 1812 hanno scritto un gran numero di storici. Tuttavia dalle opere di costoro sarebbe difficile, per non dire impossibile, desumere interamente la parte che nella Campagna stessa ebbero gl'italiani, che pure furono in essa numerosi, avendo Napoleone, come è noto, tratto dall'Italia un grande contingente di truppe.

Gli è che l'Italia, o perchè divisa allora o perchè male conosciuta in seguito sul valore de' suoi figli, bene si prestava ad essere dimenticata. Ma oggi ch'essa, coprendosi nuovamente dell'elmo di Scipio, si è rivelata all'Europa gelosa e sospettosa, non combattente per la gloria altrui, ma per tutelare i propri interessi commerciali e politici nel bacino del Mediterraneo, era doveroso nel centenario della famosa Campagna frugare negli archivi, nelle biblioteche, nei musei per mettere in luce la parte che gl'italiani ebbero nell'eroica follia napoleonica, finita sì tristamente fra i gorghi della Beresina.

A questa doverosa e patriottica rivendicazione ha provveduto il Comando del Corpo di Stato maggiore (Ufficio storico), dando incarico al capitano Girolamo Cappello di raccogliere, ordinare, illustrare quanto si era scritto sull'argomento. Frutto di questa straordinaria fatica - è la parola! - è il volume che abbiamo sott'occhio.

Il dotto capitano Cappello, dopo di avere accennato alle condizioni dell'Italia nel 1812, quando la nostra penisola, in parte annessa all'Impero francese, in parte ripartita in Stati sottomessi all'autorità imperiale, dipendeva tutta da Napoleone, passa alle cause della guerra, descrive i formidabili apparecchi militari, che portarono l'esercito a 680.700 uomini e a 176.850 cavalli, segue le truppe del IV corpo sino al Niemen ed esamina partitamente le operazioni fra il Niemen e la Dwina e fra la Dwina e il Dnieper.

La battaglia di Borodino, altrimenti della Moscowa, che costò a Napoleone 13.000 uomini feriti e 9000 morti e ai russi 15.000 morti e 30.000 feriti e 2000 prigionieri, è tratteggiata con mano maestra, a vivaci colori.

Ed a ragione! Per lo storico, la battaglia di Borodino può definirsi l'ultimo guizzo della stella napoleonica e lo stesso ingresso a Mosca, il supremo sberleffo della fortuna; poichè l'incendio della famosa città, ordinato dal governatore di essa, conte Rostopchine, frustrò completamente i piani di Napoleone e, scoraggiando, e avvilendo i suoi generali e i suoi soldati, preparò quella disastrosa ritirata passata ormai in proverbio.

Il capitolo XI, che tratta del passaggio della Beresina - il fiume che deve più la propria rinomanza alle vittime fatte che alla importanza del suo corso fra Studianka e Borissoff - meriterebbe un esame dettagliato.

In esso il capitano Cappello descrive tutti i patimenti sofferti dai soldati napoleonici, assiderati dal freddo, morenti di fame, coperti di vesti bizzarre e ridicole, coi piedi ravvolti in luridi cenci od in pelli di bestie, coi volti squallidi, scarniti, abbronzati e neri dalla mota e dal fumo, sfigurati da una lunga barba, costretti tuttavia a non avere un istante di tregua, perchè incalzati da presso dai cosacchi di Platoff. L'unico ponte che doveva portarli a salvamento era stato distrutto dalle truppe di Tchitchagoff. Mai l'esercito francese si era trovato in una situazione così disperata. Lo stesso Napoleone, che mai perdeva la calma nei momenti più difficili, aveva lo sguardo sfavillante d'ira.

« È dunque scritto lassù che noi non faremo più che degli errori? » - dicesi esclamasse, alludendo all'abile mossa dei generali russi Kutusoff, Wittgenstein e Tchitchagoff, i quali lo avevano chiuso in uno spazio relativamente ristretto.

Sarebbe troppo lungo seguire il capitano Cappello nella narrazione della marcia della *Grande armata*, ridottasi a soli 7300 uomini e 1700 cavalli; di quella *Grande armata* che aveva perduto ormai la maggior parte dei graduati e che procedeva nella massima confusione.

Lo spettacolo che offriva quel torrente umano diveniva di giorno in giorno più raccapricciante.

Con le braccia cadenti, con lo sguardo profondamente abbattuto, gli ufficiali procedevano frammisti ai soldati; non si distingueva più la guardia imperiale, che marciava confusa con le altre truppe e, come queste, per la massima parte lacera e senz'armi.

Finalmente il 12 dicembre, con l'arrivo a Kovno, quella triste odissea poteva dirsi finita. Napoleone tentò di riorganizzare il suo esercito, facendo nuove leve; ma lo spirito pubblico, sia in Francia sia in Italia, era ormai depresso per i gravi, continui sacrifizi sopportati di danaro e di sangue, e da ogni parte si mormorava sommessamente: Basta! Del resto, l'astro di Napoleone aveva già percorso la sua parabola e volgeva ormai al tramonto. Tentare ancora la sorte delle armi voleva dire cozzare contro le fata e quando volle cozzarvi per un resto d'orgoglio, per una insaziabile avidità di potere, la storia c'insegna quale fine l'aspettasse: la prigionia nell'isola d'Elba prima e in quella di Sant'Elena dopo.

Abbiamo detto che scopo precipuo del comando del Corpo di Stato maggiore nell'incaricare il capitano Girolamo Cappello di tessere la storia degli italiani in Russia nel 1812 è stato quello di illustrare con documenti inediti o poco noti la parte che i nostri connazionali ebbero nella disgraziata Campagna. E tale illustrazione non potrebbe essere più lusinghiera per noi. Onde c'é da domandarsi se questa parte giovò agli italiani, o meglio, se le privazioni e gli stenti sofferti e gli svariati combattimenti da essi sostenuti furono buon seme per le generazioni successive. Il capitano Cappello lo afferma, scrivendo:

« Dal 1812 ad oggi la storia del valore italico si presenta come un solo e continuo tessuto fittamente trapunto di eroismi, di mirabili fasti militari. Nè dobbiamo deplorare il molto sangue sparso sui campi di Russia, poichè quell'impresa, nella quale gl'italiani non vennero mai meno a loro stessi, generò esempi di sublime stoicismo per la gioventù, che non si sentì più refrattaria alle grandi gesta militari, ed affermò nei superstiti quell'alta coscienza di forza italiana che mezzo secolo di mala signoria tentò invano di soffocare ».

Per questa ricostruzione storica il capitano Cappello ha esaminato ben centoquarantotto documenti diversi, di tutti i tempi, di tutti i luoghi, di tutte le persone: carteggi di generali, rapporti di ministri, diari delle divisioni, dai quali si rilevano le situazioni delle truppe, gli elenchi degli italiani feriti o prigionieri dei russi.

Una relazione, sinora restata inedita, del ministro sardo a Pietroburgo, conte Giuseppe de Maistre, sulla campagna del 1812 e una conferenza ai granduchi Nicola e Michele di Russia, durante la campagna stessa, lumeggiano viemeglio l'argomento in parola.

Il bel volume, nitidamente stampato, di 525 pagine, è adorno inoltre d'un gran numero di fototipie riproducenti Napoleone dal celebre quadro del Verestchagine, il principe Eugenio, l'imperatore Alessandro, Gioacchino Murat, il governatore di Mosca, Rostopchine, il maresciallo Kutusoff e ministri, generali, scene di battaglie, armi, emblemi militari, medaglie commemorative, piante topografiche, ecc.

Parecchie tavole a colori, fuori testo, ci mostrano le divise dell'esercito italico e napolitano in quell'epoca.

Dire che la pubblicazione dell'Ufficio storico del Comando di Stato maggiore colma una lacuna, sarebbe ripetere una vecchia frase. Sulla Campagna di Russia del 1812 troppo si era già detto e scritto, ma non in modo tale da mettere egualmente in vista il valore dei combattenti d'ogni singolo paese. Per cui questa pubblicazione è d'un pregio inestimabile, perchè dimostra a noi stessi e allo straniero che l'eroismo, l'abnegazione, le virtù militari italiane furono d'ogni tempo. Questa considerazione può bene soddisfare il nostro orgoglio nazionale; ma ci sia lecito notare con non minore compiacenza che, se oggi quelle virtù si rinnovano, si rinnovano per giovare alla patria e non per sorreggere i troni dei despoti.

CRONACA ITALIANA

Le LL. MM. il Re e la Regina, ieri, a Pisa, si recarono a visitare i soldati infermi reduci dalla Libia ricoverati presso quello spedale.

Era ad attendere i Sovrani il R. commissario De Bellis, il quale li ha accompagnati nelle corsie, dove erano a riceverli l'on. prof. Queirolo, direttore della clinica medica, e gli altri sanitari.

Le LL. MM. il Re e la Regina si sono trattenuti ad ogni letto a parlare con gli infermi e dopo circa un'ora e mezza lasciarono l'ospedale.

La folla che intanto si era accalcata fuori dell'ospedale fece ai Sovrani una calorosa dimostrazione.

Congressi. — Per voto unanime degli storici dell'Arte convenuti nel settembre del 1909 a Monaco di Baviera, Roma fu scelta a sede del decimo Congresso di storia dell'arte; le cui adunanze si terranno dal 16 al 21 ottobre nelle aule della R. Accademia dei Lincei a Palazzo Corsini.

La solenne inaugurazione del Congresso avrà luogo mercoledì 16 corr., alle ore 10 antimeridiane, e le sedute cominceranno mercoledì stesso alle 15.30, continuando poi nei giorni successivi.

*** Dal 17 al 23 corr. si terrà in Genova la sesta riunione della « Società italiana per il progresso delle scienze ».

Questo congresso della scienza assume grandissima importanza, elevandosi su tutti gli altri congressi consimili, sia per l'autorità indiscutibile delle persone che lo hanno promosso, sia per la serietà dei temi che saranno discussi.

Biblioteca Vittorio Emanuele. — Da domani la Biblioteca Vittorio Emanuele di Roma, resterà aperta al pubblico dalle ore 9 alle 19.

Ferrovie dello Stato. — La Direzione generale rende noto che è stato riattivato il treno 4942 da Napoli Molo trapezoidale a Napoli stazione centrale, in coincidenza col piroscafo da Palermo e col treno diretto 106 per Roma.

Marina mercantile. — Il *Principe Umberto* della N. G. I. è giunto a Montevideo. — *Il Città di Milano* della Veloce, ha proseguito da La Guayra per Genova. — L'*Italia* della N. G. I., ha proseguito da Armeria per Genova. — Il *Bologna* della Società Italia, è partito da Buenos Aires per Santos e Genova.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

ATENE, 14. — Nei circoli ufficiali si assicura che si è tanto acutizzata la questione delle navi elleniche trattenute dalla Turchia, che essa potrebbe dar luogo ad un *ultimatum* alla Porta da parte del Governo greco.

La Camera dei deputati si riunirà oggi nel pomeriggio.

BELGRADO, 14. — Un comunicato ufficiale annunzia la consegna della risposta del Governo serbo alla nota austro-russa.

COSTANTINOPOLI, 14. — Un comunicato ufficioso dice:

I preparativi militari proseguono febbrilmente. Le truppe e i riservisti traversano le vie cantando e ballando. I *meetings* patriottici continuano nelle Provincie. Una corrispondenza pretende che i montenegrini abbiano incendiato il comune turco di Granja. Le truppe turche continuerebbero l'avanzata ed oggi da Scutari si scorgono combattimenti che hanno luogo intorno a Tuzi e a Granja.

SOFIA, 14. — Se, come si crede, la Turchia non risponde alla nota bulgara entro mercoledì, si assicura da fonte competente che le verrà inviato un *ultimatum*.

BERLINO, 14. — Il dirigibile della marina *L. I* è partito da Friedrichshafen alle 8,35 di ieri mattina, diretto dal conte Zeppelin e recando a bordo 21 persone; è passato sopra Amburgo e Lubecca senza fermarsi ed ha atterrato a Johannisthal oggi alle 3,43 del pomeriggio.

ATENE, 14. — *Camera dei deputati.* — La Camera si è riunita oggi.

I deputati cretesi sono stati ammessi nell'aula, salutati da applausi.

Il presidente del Consiglio, Venizelos, ha dichiarato che il Governo greco accetta il voto unionista dell'Assemblea cretese, dichiara formalmente che d'ora in poi vi sarà una Camera unica per Creta e per la Francia ed invita i deputati cretesi a recarsi in Creta per procedere alle nuove elezioni conformemente alla Costituzione greca.

Venizelos ha aggiunto che, malgrado il desiderio di pace, la Grecia, forte moralmente e materialmente e forte anche per il concorso degli Stati alleati, affronterà tutti i pericoli, sicura della vittoria.

ATENE, 14. — L'*Agenzia di Atene* pubblica:

Il Governo greco ha ordinato al ministro di Grecia a Costantinopoli Gryparis di consegnare alla Porta una nota relativa al sequestro delle navi mercantili elleniche, esigendo la loro liberazione e una indennità per i proprietari e fissando un termine di 24 ore.

VIENNA, 14. — I giornali settimanali che si pubblicano stamane considerano che la nota degli Stati balcanici alla Porta contiene pretese tali che la Turchia le giudicherà inaccettabili e che perciò la guerra è inevitabile.

COSTANTINOPOLI, 14. — La risposta della Porta alla nota delle potenze è stata consegnata stamane alle dieci all'ambasciata d'Austria-Ungheria.

PARIGI, 14. — Il presidente del Consiglio Poincaré ha ricevuto successivamente stamane il conte Szecsen von Temerin ambasciatore d'Austria-Ungheria e Isvolski ambasciatore di Russia a Parigi.

SOFIA, 14. — Il Re dei bulgari è partito ieri per Stara Zagora.

COSTANTINOPOLI, 14. — I ministri degli Stati balcanici presso la Porta sono stati informati della consegna della Nota, fatta per il tramite dei rappresentanti ottomani, che espone le richieste della Bulgaria, della Grecia e della Serbia riguardo alla Macedonia e reclama inoltre la smobilizzazione immediata da parte della Turchia.

I ministri degli Stati balcanici hanno ricevuto l'istruzione di tenersi pronti a partire appena giungerà loro un ulteriore telegramma.

SOFIA, 14. — Bulgari fuggiti dalla Turchia e giunti qui riferiscono che il Consolato bulgaro di Monastir sarebbe stato assalito e saccheggiato dai turchi: numerose persone rifugiate nelle chiese bulgare e greche di Monastir sarebbero state massacrate.

Il ministro di agricoltura ha deciso che le semine vengano fatte da « corvées » di contadini designati a tale effetto, onde assicurare il prossimo raccolto.

LONDRA, 14. — *Camera dei lordi.* — Rispondendo a una interrogazione di lord Lansdwone, il presidente del Consiglio privato lord Morley annuncia che il Foreign Office ha ricevuto stamane copia della circolare diretta dalla Bulgaria al suo rappresentante a Londra. Il tenore di tale comunicazione corrisponderebbe esattamente alla versione pubblicata oggi dai giornali.

Quanto ai negoziati italo-turchi, lord Morley dice che il Governo condivide la speranza generale che essi avranno buon esito. È per questo, egli aggiunge, che, come le altre potenze, noi dobbiamo molto rammaricarci per la piega inaspettata e sfavorevole che i negoziati hanno preso.

CARLSBAD, 14. — Il kedivè d'Egitto è partito per Vienna, Budapest e Costantinopoli.

COSTANTINOPOLI, 14. — Sono stati trasportati all'Ambasciata di Russia gli archivi della Legazione della Bulgaria.

SALONICCO, 14. — Nel comune di Criva, nella regione di Gumuldjina, quattro briganti accompagnati da contadini hanno assalito il *mudir* e un distaccamento di gendarmeria.

Un gendarme è stato ucciso e altri due feriti. Sono stati inviati rinforzi.

Il villaggio è circondato. I combattimenti continuano.

MARSIGLIA, 14. — Il vapore greco *Kréte*, che da parecchi giorni si trovava a Marsiglia e procedeva all'imbarco di munizioni di guerra e di provvigioni come pure di due aereoplani, è partito nel pomeriggio direttamente per il Pireo dopo aver terminato le operazioni di imbarco.

BELGRADO, 14. — Nessuna altra notizia è pervenuta fino a mezzogiorno sul combattimento annunciato tra le truppe turche e le forze serbe ammassate alla frontiera e sostenuto dalla guarnigione di Vranje.

L'inizio delle ostilità ha provocato una viva soddisfazione nella popolazione. Le edizioni speciali dei giornali sono lette avidamente.

VIENNA, 14. — Il *Times* riproduce la voce che, oltre alle navi greche, la Porta abbia fermato a Costantinopoli anche navi austriache.

Il *Correspondenz Bureau* dichiara che nulla risulta a Vienna di tale arresto e la notizia del *Times* è quindi del tutto infondata e fantastica.

COSTANTINOPOLI, 14. — Il ministro degli esteri ha ricevuto stamane un telegramma dall'incaricato d'affari a Sofia contenente la nota della Bulgaria. Il Consiglio dei ministri nel pomeriggio esaminerà il telegramma.

Nessuno dei ministri dei tre paesi balcanici ha fatto comunicazioni o passi qualsiansi verso la Porta.

COSTANTINOPOLI, 14. — Corre voce che la Porta considererebbe la nota bulgara come nulla e non avvenuta e non consegnerà i passaporti ai ministri balcanici.

Si assicura che le ostilità sono cominciate alla frontiera di Serbia. Le truppe serbe si sono avanzate un ventina di chilometri nell'interno del territorio ottomano nella regione di Giboftza.

PIETROBURGO, 14. — I vari organi della stampa straniera continuano a pubblicare notizie relative a pretesi preparativi di guerra della Russia e come prova si segnala l'ultimo esperimento di mobilizzazione di alcune truppe della regione occidentale compiuto nel mese di settembre.

L'*Agenzia telegrafica di Pietroburgo* è autorizzata a dichiarare categoricamente che tutte le informazioni di questo genere sono prive di fondamento. Esse non hanno per iscopo che di aumentare l'agitazione dell'opinione pubblica. L'esperimento di mobilizzazione, come è già stato dichiarato il 30 settembre, aveva esclusivamente un carattere di esperimento e faceva parte di misure che si ripetono periodicamente nelle varie località.

Le misure riferentisi a questa mobilitazione erano già state annunziate.

Tutti i corpi di truppa che erano stati completati colla chiamata dei riservisti sono stati dall'8 corrente ridotti agli effettivi ordinari e sono ritornati alle loro guarnigioni.

SOFIA, 14. — Sofia vive nell'ignoranza quasi completa degli avvenimenti esteri.

La città sempre calma è unicamente preoccupata dagli ultimi preparativi e dalle misure atte a rimediare alla sospensione della vita normale provocata dalla mobilizzazione.

Il ministro della P. I. ha ricevuto oggi gli allievi delle scuole ed ha loro chiesto di lavorare per la Croce Rossa, di fare fascie e bende.

Le ripetute visite della Regina agli ospedali e l'interessamento che essa porta alle opere sanitarie impressionano vivamente gli abitanti di Sofia.

I trams hanno ricominciato a circolare parzialmente oggi. La Società concessionaria darà le sue entrate a profitto della Croce Rossa. Le donne hanno offerto di sostituire i cantonieri e i pompieri. Questa proposta è stata accettata. Il Governo ha deciso che le monete serbe avranno corso in Bulgaria. Il Governo prepara un manifesto scritto in turco e in bulgaro, diretto alla popolazione bulgara di Turchia, in cui dichiara che non nutre progetti di conquista, ma vuole soltanto per fine agli eccessi commessi dai turchi in Macedonia. Esso aggiunge che rispetterà la vita e i beni dei musulmani.

Numerosi disertori turchi arrivano costantemente a Sofia. Tra essi sono due ufficiali.

I funerali di Tazaroff, che si è suicidato per disperazione perchè non poteva partecipare alla guerra, hanno dato occasione a numerose e calorose manifestazioni da parte dei macedoni e dei bulgari.

CNSTANTINOPOLI, 14. — La Nota bulgara consegnata ieri all'incaricato di affari di Turchia a Sofia è considerata come l'*ultimatum* atteso da giorni.

I ministri degli Stati balcanici attendono già per domani l'ordine di lasciare Costantinopoli.

I giornali pubblicano notizie che affermano che i serbi tentarono ieri un attacco dalla parte di Sienica, ma furono respinti con perdite considerevoli. Iersera è stato tenuto il gran Consiglio di guerra sotto la presidenza del ministro della guerra.

LONDRA, 14. — Secondo una informazione raccolta dall'*Agenzia Reuter* stasera tardi da fonte autorizzata, i consoli di Francia, di Russia e di Gran Bretagna a Smirne ed i loro rappresentanti sono partiti per Samo per fare una relazione sulla situazione. È inesatto che essi siano incaricati di redigere lo statuto organico del Principato.

SOFIA, 14. — Ieri sera, alle sei circa cinquecento soldati turchi hanno attaccato un posto bulgaro situato ad ovest di Tschurjoutkon nella zona di Tamrasch. I pochi soldati bulgari di guardia al posto, in seguito alle istruzioni ricevute di evitare ogni incidente si sono ritirati senza perdite.

COSTANTINOPOLI, 15. — Il Consiglio dei ministri è terminato stanotte a tarda ora, senza aver preso deliberazioni circa la Nota balcanica nè circa l'*ultimatum* della Grecia. Si riunirà di nuovo oggi per occuparsi di questi argomenti.

Si assicura che il Governo non ha ancora richiamato i ministri ottomani da Sofia, Belgrado ed Atene, ma che ha loro mandato in questi ultimi giorni i fondi pel viaggio.

I ministri balcanici non hanno ricevuto nuove istruzioni. Si crede però generalmente che essi partiranno oggi col postale rumeno.

Tutti gli ambasciatori hanno visitato ieri il ministro degli esteri, Noradunghian, essendo giorno di ricevimento diplomatico.

Il ministro di Turchia ad Atene non ha rifiutato di ricevere la nota balcanica, ma l'*ultimatum* della Grecia che esige la liberazione delle navi elleniche in un termine di 24 ore.

In seguito a tale rifiuto la Grecia ha incaricato la sua Legazione a Costantinopoli di presentare l'*ultimatum* alla Porta.

Si assicura che il Governo è incerto se deve interrompere le relazioni con gli Stati balcanici, ciò che nelle circostanze attuali equivarrebbe ad una dichiarazione di guerra, o se debba riferire in proposito alle potenze.

LONDRA, 15. — L'*Agenzia Reuter* ha ha Millwaukee: Corre voce che sia stato commesso un attentato contro Teodoro Roosevelt, il quale avrebbe riportato una ferita non grave.

COSTANTINOPOLI, 14 (ore 9 di sera). — Il Sultano, dopo aver pregato alla moschea di Santa Sofia, si è recato al Ministero della guerra dove in presenza del gran visir, del ministro della guerra e dei generali, ha passato in rivista le truppe che partono per la frontiera.

Le truppe comprendono distaccamenti di diverse armi, fra cui ottocento volontari di Costantinopoli, ai quali il Sultano ha rivolto parole di felicitazione, esprimendo la propria soddisfazione. Era presente una grande folla, che ha acclamato il Sultano e l'esercito.

Il Sultano si è poi recato alla stazione e ha assistito alla partenza delle truppe. I soldati sporgendosi dagli sportelli gridavano ininterrottamente: « Viva il Sultano! ». Il Sovrano era così commosso che le lacrime gli sono cadute parecchie volte dagli occhi.

Il Governo ha noleggiato il vapore rumeno *Principessa Maria* e lo ha mandato a Varna, per imbarcarvi i musulmani colà residenti.

MILLWAUKEE, 15. — Roosevelt si recava a un meeting quando gli fu tirato contro un colpo di arma da fuoco. L'aggressore fu immediatamente arrestato dai passanti e dalla polizia, e soltanto con grande difficoltà fu potuto proteggere contro la folla che voleva linciarlo.

Roosevelt si fece condurre dinanzi il proprio aggressore e gli domandò perchè gli aveva tirato contro. L'individuo non rispose.

MILLWAUKEE, 15. — Si ignora ancora la gravità delle ferite di Roosevelt il quale con un proiettile nel corpo si è recato al comizio, ove era atteso, ed ha parlato dalle 8,10 alle 9,10, malgrado la debolezza provocata dalla perdita di sangue.

Dopo un esame superficiale compiuto da tre medici i quali hanno dichiarato che non vi è alcun pericolo immediato, Roosevelt è stato trasportato all'ospedale ove sei chirurgi hanno tentato invano di stabilire la posizione del proiettile penetrato nel petto. Si è deciso di procedere alla radiografia della ferita.

Mentre attende l'apparecchio, Roosevelt sta seduto, discutendo di affari politici.

SMIRNE, 15. — I consoli di Francia, di Russia e d' Inghilterra sono partiti per Samo allo scopo di accordarsi con i capi samioti e con il principe di Samo per assicurare il mantenimento dell'ordine.

In un grande comizio organizzato dal Comitato Unione e progresso questo ha inviato al gran visir un telegramma nel quale lo assicura del desiderio di servire il Governo per la tutela del prestigio nazionale.

LONDRA, 15. — Il *Daily Maill* ha ricevuto un dispaccio da Cettigne il quale annuncia che seicentocinquanta soldati turchi, un colonnello, quattro altri ufficiali e venticinque sottufficiali sono stati uccisi dai montenegrini, novantadue soldati sono stati feriti e centoventi fattti prigionieri.

I montenegrini hanno inoltre preso otto cannoni, quattro bandiere, cento fucili, e munizioni in quantità.

I feriti montenegrini hanno ferite spaventevoli attribuite al fatto che i turchi caricavano i cannoni con pezzi di vetro, di sassi e di ferro.

LA COROGNA, 15. — Gli operai dei docks si sono messi in sciópero e domandano un aumento di salario.

SIVIGLIA, 15. — Si ha da Villanuova che 530 minatori hanno dichiarato lo sciopero a causa del licenziamento di un loro compagno. Gli operai minacciano di provocare uno sciopero generale di minatori.

COSTANTINOPOLI, 15. — La legazione di Grecia ha consegnato alla Porta un *ultimatum* nel quale chiede che vengano abrogate entro un termine di 24 ore le misure relative alla confisca delle navi elleniche. In mancanza di ciò la Grecia ricorrerà ai mezzi che giudicherà opportuno per tutelare la sua dignità.

Nei circoli ufficiali ottomani si pensa di applicare una legge di moratoria in tutto l'Impero.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

del R. Osservatorio del Collegio romano

14 ottobre 1912.

L'altezza della stazione è di metri	50 60
Il barometro a 0°, in millimetri e al mare	767.6
Termometro centigrado al nord	18.0
Tensione del vapore, in mm	7.60
Umidità relativa, in centesimi	50
Vento, direzione	NE
Velocità in km.	1
Stato del cielo	sereno
Temperatura massima, nelle 24 ore	20.0
Temperatura minima	10 8
Pioggia in mm.	—

14 ottobre 1912.

In Europa: pressione massima di 775 sulla Baviera, minima di 753 sulle Ebridi.

In Italia nelle 24 ore: barometro alquanto risalito in Liguria, Piemonte e Lombardia, poco variato in Abruzzo e Sardegna; ancora disceso altrove fino a 3 mm. in Calabria; temperatura diminuita; piogge e qualche temporale in Sicilia; pioggerelle in Sardegna.

Barometro: massimo a 772 lungo le Alpi, minimo a 764 in Sardegna.

Probabilità: venti deboli o moderati settentrionali; cielo nuvoloso sulle isole con qualche pioggia e temporale, generalmente sereno altrove; Jonio mosso ed alquanto agitato.

BOLLETTINO METEORICO

dell'ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 14 ottobre 1912.

STAZIONI	STATO del cielo ore 7	STATO del mare ore 7	TEMPERATURA precedente nelle 24 ore: Massima	Minima
Porto Maurizio	sereno	calmo	19 3	12 9
Genova	sereno	calmo	21 1	14 5
Spezia	sereno	calmo	19 0	7 2
Cuneo	sereno	—	16 8	8 0
Torino	nebbioso	—	16 3	6 6
Alessandria	nebbioso	—	17 3	5 7
Novara	sereno	—	17 9	6 4
Domodossola	sereno	—	19 4	2 5
Pavia	nebbioso	—	18 5	3 6
Milano	nebbioso	—	17 4	5 7
Como	sereno	—	18 0	7 8
Sondrio	—	—	—	—
Bergamo	sereno	—	21 5	10 0
Brescia	—	—	—	—
Cremona	nebbioso	—	16 4	5 6
Mantova	nebbioso	—	16 8	5 6
Verona	sereno	—	16 7	4 2
Belluno	sereno	—	17 4	5 8
Udine	sereno	—	18 0	8 0
Treviso	sereno	—	17 0	6 5
Venezia	sereno	calmo	15 9	8 7
Padova	sereno	—	16 4	6 2
Rovigo	nebbioso	—	17 2	4 5
Piacenza	sereno	—	16 6	3 9
Parma	sereno	—	16 9	5 4
Reggio Emilia	sereno	—	15 8	6 2
Modona	sereno	—	16 3	7 3
Ferrara	sereno	—	15 9	6 5
Bologna	sereno	—	15 3	10 4
Ravenna	—	—	—	—
Forlì	sereno	—	14 6	6 6
Pesaro	sereno	calmo	15 0	7 0
Ancona	½ coperto	legg. mosso	15 3	11 0
Urbino	sereno	—	12 0	7 0
Macerata	sereno	—	16 5	10 9
Ascoli Piceno	—	—	—	—
Perugia	sereno	—	16 0	8 4
Camerino	—	—	—	—
Lecce	sereno	—	21 1	5 9
Pisa	sereno	—	22 8	4 0
Livorno	sereno	legg. mosso	21 8	7 5
Firenze	sereno	—	19 8	6 9
Arezzo	sereno	—	20 0	9 4
Siena	sereno	—	19 2	9 2
Grosseto	sereno	—	22 0	10 0
Roma	sereno	—	21 2	10 8
Teramo	sereno	—	14 0	6 0
Chieti	¾ coperto	—	15 0	8 8
Aquila	sereno	—	15 6	7 2
Agnone	sereno	—	13 4	4 0
Foggia	¾ coperto	—	18 8	8 0
Bari	¾ coperto	calmo	17 2	11 6
Lecce	¼ coperto	—	18 9	13 1
Caserta	coperto	—	22 1	13 4
Napoli	coperto	legg. mosso	20 9	12 2
Benevento	coperto	—	20 1	9 5
Avellino	—	—	—	—
Caggiano	½ coperto	—	18 0	11 8
Potenza	coperto	—	15 4	7 6
Cosenza	coperto	—	18 0	11 5
Tiriolo	coperto	—	21 0	7 7
Reggio Calabria	—	—	—	—
Trapani	coperto	calmo	21 8	17 2
Palermo	coperto	calmo	23 4	15 0
Porto Empedocle	coperto	mosso	20 2	17 5
Caltanissetta	piovoso		18 0	14 7
Messina	¾ coperto	calmo	20 9	17 0
Catania	piovoso	molto ag.	19 3	17 3
Siracusa	coperto	agitato	20 7	17 0
Cagliari	coperto	legg. mosso	22 0	9 0
Sassari	¾ coperto	—	19 6	14 4

Direttore: G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate. TUMINO RAFFAELE, *gerente responsabile*